Rémi SAVARD et Jean-René Proulx

M. Savard est anthropologue, professeur retraité de l'enseignement,
Université de Montréal

(1982)

CANADA

Derrière l'épopée, les autochtones.

Un document produit en version numérique par Gemma Paquet, bénévole,
Professeure de soins infirmiers, retraitée du Cégep de Chicoutimi
Courriel: mgpaquet@videotron.ca

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par [Gemma Paquet](#), bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi à partir de :

Rémi SAVARD et Jean-René Proulx

Canada. Derrière l'épopée, les autochtones.

Montréal : Les Éditions l'Hexagone, 1982, 234 pp.

M Rémi Savard, anthropologue, retraité de l'enseignement de l'Université de Montréal, nous a accordé le 15 novembre 2005 son autorisation de diffuser électroniquement toutes ses publications dans Les Classiques des sciences sociales.

Courriel : legersavard@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 31 juillet 2009 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Rémi SAVARD et Jean-René Proulx

Canada. Derrière l'épopée, les autochtones.

Montréal : Les Éditions l'Hexagone, 1982, 234 pp.

PHOTO DE LA COUVERTURE

Mista-he-a-musqua (Gros Ours), chef d'un groupe cris de la Saskatchewan et compagnon d'armes de Riel, sous arrêt en 1885 (Archives publiques du Canada).

Table des matières

[Table des cartes](#)

[Table des photos](#)

[Quatrième de couverture](#)

[Remerciements](#)

[Introduction](#)

Première partie.

Concurrence coloniale au Nord du Rio Grande
du XVe au XVIIIe siècles.

- 1.1. [Deux mondes s'entre-découvrent](#)
- 1.2. [Tentatives d'établissement de comptoirs](#)
- 1.3. [Entrée en scène des personnages](#)
- 1.4. [Arguties juridiques, protectorats et massacres](#)
- 1.5. [Encadrements administratifs et premières réserves](#)
- 1.6. [Dernières années de la Nouvelle-France](#)
- 1.7. [Indépendance des colonies anglaises](#)
- 1.8. [Développement du Haut-Canada](#)

Deuxième partie.

Vers la création de la Confédération canadienne (1800-1867)

- 2.1. [Conjoncture internationale et développement des intérêts canadiens](#)
- 2.2. [Contribution forcée des autochtones au développement du capitalisme canadien et au financement de l'ethnocide qu'il impliquait](#)
  - 2.2.1. [Dépossession territoriale](#)
  - 2.2.2. [Administration coloniale](#)
  - 2.2.3. [Définition et statut légal](#)

Troisième partie.

Depuis l'acte confédératif (1867-1980)

- 3.1. [Objectifs de la Confédération](#)
- 3.2. [Extension des frontières canadiennes](#)
- 3.3. [Exercice du pouvoir sur les territoires acquis](#)
- 3.4. [Les autochtones et la structure administrative fédérale](#)
- 3.5. [Faits et gestes de la tutelle fédérale](#)
  - 3.5.1. [Les grands traités de la Confédération](#)
  - 3.5.2. [La législation](#)
    - 3.5.2.1. [Les premières lois sur les Indiens de la Confédération](#)
    - 3.5.2.2. [L'Acte sur les Indiens, première version](#) (1876)
    - 3.5.2.3. [L'Acte sur les Indiens, seconde version](#) (1880)
    - 3.5.2.4. [L'Acte sur les Indiens, troisième version](#) (1886)
    - 3.5.2.5. [L'Acte sur les Indiens, quatrième version](#) (1906)
    - 3.5.2.6. [L'Acte sur les Indiens, cinquième version](#) (1927)
    - 3.5.2.7. [L'Acte sur les Indiens, version de 1951](#)
- 3.6. [Les décennies 60 et 70](#)

[Liste des lois](#) ayant affecté directement ou indirectement les peuples autochtones du Canada

[Ouvrages cités](#)

Table des cartes

- Carte no 1. [La Proclamation royale de 1763](#). (p. 44)
Carte no 2. [Extinction du titre indien avant 1867](#). (p. 68)
Carte no 3. [Les traités numérotés de la Confédération](#) (1871-1929). (p. 116)
Carte no 4. [La Convention de la Baie James et du Nord québécois](#) (1977). (p. 117)

La carte de la Proclamation Royale de 1763 (p. 44) est tirée de *La résistance des Montagnais à l'usurpation des rivières à saumon par les Euro-Canadiens du XVI-le au XXe siècle*, par Anne-Marie Panasuk et Jean-René Proulx, août 1981.

Liste des photographies

- [Photo 1.](#) Charles II, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande. En 1670, il accordait des droits exclusifs de traite à la *Compagnie d'Aventuriers d'Angleterre faisant la traite à la Baie d'Hudson* (Compagnie de la Baie d'Hudson).
- [Photo 2.](#) Le Prince de Rupert, premier gouverneur de la Compagnie de la Baie d'Hudson.
- [Photo 3.](#) Statue de Dorchester (Guy Carleton) sur la façade de l'édifice de l'Assemblée Nationale du Québec. Il fut Gouverneur du Canada de 1766 à 1778 et de 1786 à 1796 (Archives publiques du Canada).
- [Photo 4.](#) Sir John A. Macdonald, premier titulaire du poste de Premier ministre de la Confédération canadienne (Archives publiques du Canada).
- [Photo 5.](#) William McDougall, un des Pères de la Confédération canadienne (Archives publiques du Canada).
- [Photo 6.](#) Délégués du Canada, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse à la conférence de Charlottetown, septembre 1864 (Archives publiques du Canada).
- [Photo 7.](#) Délégués des futures provinces canadiennes à la conférence de Québec de 1864 (Archives publiques du Canada).
- [Photo 8.](#) Sir Hector Langevin. À titre de premier titulaire du poste de Secrétaire d'État de la Confédération, il était aussi responsable de l'administration des Indiens et des terres indiennes (Archives publiques du Canada).
- [Photo 9.](#) Sir Adams G. Archibald. Premier Lieutenant-gouverneur du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest (Archives publiques du Canada).
- [Photo 10.](#) À gauche, Sir Edmund Head, Gouverneur du Canada de 1854 à 1867 (Archives publiques du Canada).
- [Photo 11.](#) Alexander Morris. Un des principaux artisans des grands traités indiens survenus dans la première décennie de la Confédération. Il de-

vint par la suite Lieutenant-gouverneur du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest (Archives publiques du Canada).

- [Photo 12.](#) Sir George Simpson, gouverneur de la Compagnie de la Baie d'Hudson au milieu du XIXI siècle (Archives publiques du Canada).
- [Photo 13.](#) La Danse du soleil (Battleford, Saskatchewan, 1894) interdite par une loi du Parlement canadien (Archives publiques du Canada).
- [Photo 14.](#) La cérémonie du Potlach (Albert Bay, Colombie Britannique, 1907) interdite par une loi du Parlement canadien (Archives publiques du Canada).
- [Photo 15.](#) Louis Riel et le Conseil des Métis de 1869-70, (Archives publiques du Canada).
- [Photo 16.](#) Constables revenant de Hazelton (Colombie Britannique) après un raid contre les Indiens Kispiox, novembre 1909 (Archives publiques du Canada).
- [Photo 17.](#) Troupes canadiennes à Medicine Hat en 1885 (Archives publiques du Canada).
- [Photo 18.](#) Quartiers généraux de la Royal North-West Mounted Police à Régina en 1885 (Archives publiques du Canada).
- [Photo 19.](#) La Royal North-West Mounted Police dans l'Ouest en 1885 (Archives publiques du Canada).
- [Photo 20.](#) Le Chef Poundmaker arrêté dans l'Ouest en 1885 (Archives publiques du Canada).
- [Photo 21.](#) Mista-he-a-musqua (Gros Ours) sous arrêt en 1885. Debout, de gauche à droite, le sergent Smart et les capitaines Colebrook, Nichols et John L. Sullivan (Archives publiques du Canada).
- [Photo 22.](#) Détenus métis et indiens à la prison de Régina en août 1885 (Archives publiques du Canada).
- [Photo 23.](#) Gabriel Dumont, compagnon de Louis Riel (Archives publiques du Canada).
- [Photo 24.](#) Foule venue entendre le maire d'Ottawa souhaiter la bienvenue aux miliciens volontaires revenant des Territoires du Nord-Ouest, le 24 juillet 1885 (Archives publiques du Canada).

- [Photo 25.](#) Construction du chemin de fer transcontinental (Archives publiques du Canada).
- [Photo 26.](#) Donald Smith (Lord Strathcona) enfonçant le dernier tire-fond du chemin de fer transcontinental, le 7 novembre 1885 (Archives publiques du Canada).
- [Photo 27.](#) Arrivée d'immigrants à Winnipeg en mai 1891 (Archives publiques du Canada).
- [Photo 28.](#) Jeunes indiennes à l'école résidentielle catholique de Fort Résolution (T.N.O.) (Archives publiques du Canada).
- [Photo 29.](#) Breynat, évêque du diocèse du Mackenzie de 1902 à 1943. Il joua un rôle dans les négociations ayant conduit à la signature du traité no 8 (1897-1900). On le voit ici à l'école de garçons indiens de Fort Résolution (T.N.O.) (Archives publiques du Canada).

Canada. Derrière l'épopée, les autochtones. (1982)

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Canada. Derrière l'épopée, les autochtones. (1982)

REMERCIEMENTS

[Retour à la table des matières](#)

Au printemps de 1979, *l'Alliance Laurentienne des Métis et Indiens sans statut du Québec* nous demandait d'examiner le contexte socio-économique, dans lequel s'étaient structurées les relations entre le gouvernement fédéral du Canada et les peuples autochtones. Le présent ouvrage constitue une version quelque peu remaniée de notre rapport. Les auteurs s'en voudraient de passer sous silence le soutien constant et efficace de Robert Laplante, alors directeur de recherches à *l'Alliance*, ainsi que de tout le personnel de cet organisme. Des remerciements vont aussi à Hélène Jetté qui s'est chargée de la préparation des cartes.

« Le rapport d'étrangeté entre les sociétés dites sous-développées, et la civilisation mécanique, consiste surtout dans le fait qu'en elles, cette civilisation mécanique retrouve son propre produit, ou, plus précisément, la contrepartie des destructions qu'elle a commises dans leur sein pour instaurer sa propre réalité. »

LÉVI-STRAUSS, C., 1973 : 368-369.

« La relation ethnocidaire relève d'une relation globale à l'univers qui s'exprime aussi bien sur le plan économique mais n'en 'découle' pas. »

MONOD, J., 1972: 389.

Canada. Derrière l'épopée, les autochtones. (1982)

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Le partage des compétences prévu par la Constitution de la Confédération canadienne, telle qu'approuvée par le Parlement anglais le 29 mars 1867, confiait « les Sauvages et les terres réservées pour les Sauvages » au gouvernement central (Acte de l'Amérique du Nord britannique, 30-31 Victoria, chapitre 3, article 91, no 24). En 1939, au moment où la très *géercéenne*¹ et célébrée conquête canadienne de l'Ouest laissait paraître des signes avant-coureurs de mutation en croisade nordique, la respectable Cour suprême de ce pays déclarait sans sourcilier que le terme *indien*, mentionné à l'article 91 de la Constitution, devait s'appliquer également aux Inuit (ou Eskimo) (Rouland, N., 1978 : 11). Si, depuis lors, les divers gouvernements provinciaux intervinrent fréquemment en ces matières, ce fut toujours à la suite d'ententes particulières conclues avec les autorités fédérales ; ces dernières conservent donc l'entière et exclusive juridiction que leur avait confiée la Constitution de 1867.

La lecture de l'article 91, si souvent commenté dans les incessants débats constitutionnels canadiens, nous apprend que, des 29 champs d'activité confiés alors au Parlement central, seul le 24ème désigne une catégorie d'individus (« les Sauvages et les terres réservées pour les Sauvages ») ; la raison en est que, peu d'années avant la Confédération, le statut de ces gens était subitement passé de sujets normaux de Sa Majesté à celui de *pupilles* de l'État. La chose se fit au

---

¹ G.R.C. : Gendarmerie Royale du Canada.

temps de la Province Unie du Canada. Ainsi s'explique que, en 1867, tandis que deux paliers de gouvernements se partageaient l'ensemble des charges de l'État ², la totalité de la vie de chaque autochtone était prise en charge par un seul palier gouvernemental, qui attendra d'ailleurs jusqu'en 1960 pour lui concéder le droit de vote. Pourquoi le fédéral? L'ensemble du présent ouvrage tentera, entre autres choses, de répondre à une telle question. Retenons pour l'instant que les prétendus bienfaits du fédéralisme, n'ont jamais été accessibles aux autochtones ; de plus, l'Etat étranger et exceptionnellement *unitaire* qui les administrait le faisait, et le fait d'ailleurs encore, dans le cadre d'une tutelle légale exercée par le surintendant général des *Affaires indiennes*. Les vénérables Pères de ladite Confédération n'ont évidemment jamais envisagé un seul instant que ces peuples autochtones puissent un jour, à l'instar des collectivités eurogènes, exercer quelque contrôle que ce soit sur des domaines confiés aux provinces. Une telle anomalie s'explique bien, dirait-on, par l'état des esprits prévalant au XIX^{ème} siècle. Nous en sommes alors encore là puisque, le 3 août 1977, en réponse aux projets de création de gouvernements de type provinciaux dans les Territoires du Nord-Ouest, formulés par les porte-parole de la nation dènèe et de *Inuit Tapirisat of Canada* ³, le bureau du premier ministre canadien (P. E. Trudeau) faisait savoir que de tels projets s'éloignaient de la politique que le gouvernement fédéral entendait suivre en ces matières ; « A moins, précisait la réponse gouvernementale, que les représentants inuit et indiens ne soient disposés à envisager l'établissement de *réserves* semblables à celles existant dans les régions méridionales du pays, le Gouvernement voit d'un oeil défavorable toute création de nouvelles entités politiques nordiques, dont la délimitation géographique et les structures gouvernementales seraient fondées sur des distinctions raciales, et qui impliqueraient des relations directes avec le Gouvernement fédéral » (Dene Nation, 1977 : 2, notre soulignement et notre traduction). Le message est on ne peut plus limpide ; on y retrouve à l'état pur la source permanente d'où coule le racisme canadien, institutionnel et autre, à l'endroit des autochtones. Ainsi, pour le gouvernement de ce pays, il n'a jamais existé d'autre

² Vg, la milice, le service militaire, le service naval et la défense du pays au fédéral ; les institutions municipales et la célébration des mariages au provincial.

³ La nation dènèe habite une vaste région baignée par le fleuve Mackenzie, tandis que I.T.C. est une fédération regroupant les diverses associations régionales inuit de l'Arctique canadien.

formule que le *ghetto* ou le *melting pot*. Or, les projets de société qu'entretiennent la plupart des groupes autochtones ne correspondent évidemment ni à l'une ni à l'autre de ces deux solutions offertes par les ténors si imaginatifs de la *société juste* ; loin d'aspirer à un éventuel retour des descendants actuels d'anciens colons vers leur continent d'origine, ils continuent à lutter pour être reconnus à titre de partenaires égaux, et non plus comme des agrégats d'individus en probation, dont le destin consisterait à se fondre progressivement dans l'une ou l'autre des collectivités francophone ou anglophone.

Une telle attitude n'étonnera personne, de la part d'un personnel politique du type de celui dont les variantes rouge et bleu se succèdent aux commandes de l'État canadien depuis 1867. Les intérêts que ces gens représentent, consciemment ou non, ont toujours impliqué l'ethnocide. Il n'y a là rien d'accidentel ; la chose était et est encore inscrite, à titre de corollaire obligé, dans leur version de l'aventure canadienne. Quant à l'opinion publique en général, aux journalistes et universitaires en particulier, l'histoire qu'on leur a apprise, et qu'on persiste largement à enseigner aux jeunes générations, s'est très généralement limitée à la concurrence, aux succès et aux revers des descendants de ces boucaniers et *boat people* qui, à l'orée du XVII^{ème} siècle, s'agrippèrent au nord-est américain ; les divers peuples qu'ils y rencontrèrent, et qu'il a pourtant bien fallu déposséder de leurs terres, n'apparaissent le plus souvent qu'en toile de fond de cette très blanche et héroïque histoire, à titre d'alliés plus ou moins loyaux de tel ou tel établissement colonial. À quelques exceptions près, l'historiographie canadienne a ainsi systématiquement négligé de prendre acte du poids considérable des nombreux peuples autochtones habitant ce coin du monde depuis, dans certains cas, quelque 400 siècles ; elle s'est le plus souvent contentée d'hommages posthumes ou d'un chapitre d'introduction hâtivement consacré aux premiers habitants du pays. Or ceux-ci ont continué à faire partie du tableau, même si les chapitres suivants n'en font guère mention. Leur présence n'a cependant pas échappé aux administrations de tutelle, précisément parce que l'établissement de l'État canadien passait par l'appropriation de leurs terres et la neutralisation d'une résistance qui, de nos jours, prend un nouvel élan.

Un tel silence systématique et prolongé, de la part des historiens de la Confédération, ne pouvait conduire qu'à l'exclusion, hors du champ de la réflexion po-

litique contemporaine, de tout ce qui ne se situe pas dans le prolongement de la concurrence coloniale des siècles passés. D'où la difficulté, pour les hommes et les femmes des cités et des campagnes canadiennes, de saisir la dynamique socio-économico-politique dont l'Amérique du Nord est le théâtre depuis près de quatre siècles. Ainsi condamnés à ne lire ce passé qu'en fonction d'une grille partielle et partielle, il leur devient presque impossible d'envisager les événements contemporains et les perspectives d'avenir en toute connaissance de cause. Mal informée, l'opinion publique blanche n'accorde qu'une attention distraite aux incidents secouant périodiquement l'opinion publique autochtone. Toute réaction de la part de celle-ci apparaît le plus souvent comme tout à fait inadéquate, quand elle n'est pas simplement attribuée à une sorte de racisme à l'envers, alors que personne ne s'émeut outre mesure d'apprendre qu'un jeune Indien vient d'être abattu à bout portant par un policier de la région montréalaise, ou encore que la représentation autochtone dans la population carcérale canadienne dépasse de beaucoup le chiffre correspondant au pourcentage des autochtones par rapport à la population européenne⁴. Heureusement que les autochtones n'ont pas attendu un quelconque sursaut du public canadien. Une telle somnolence de l'opinion publique permet évidemment aux administrations de tutelles de poursuivre en toute quiétude leur oeuvres ethnocidaires. Mais malgré toute l'énergie consacrée à cette fin, comme nous aurons l'occasion de le voir, on n'est jamais parvenu à éteindre ce goût de liberté vissé au coeur des peuples d'Amérique, issu d'une tradition philosophique tout à fait étrangère à celle que nous associons généralement à la conquête des libertés. Le refus délibéré et persistant de reconnaître même les dépositaires d'une telle tradition américaine nous empêchera, sans doute encore longtemps, de comprendre qu'on ne dispose pas facilement de peuples aussi solidaires d'une *terre-mère* contenant les ossements de multiples générations d'ancêtres. Il n'est cependant peut-être pas très loin le jour où l'opinion publique mondiale prêterait à ce dossier une attention égale à celle suscitée par les derniers bastions du colonialis-

---

⁴ « Environ neuf pour cent des prisonniers sont indiens ou autochtones, alors que ces groupes ne constituent que trois à 3,5 pour cent de la population nationale » (Canada, 1980 : 39). Cette statistique tient compte des prisons fédérales et provinciales.

me blanc en Afrique ⁵. Les Canadiens et les Québécois risquent alors d'avoir des réveils douloureux, eux qui se sont si longtemps laissés bercer par un discours historiographique tronqué, et endormir si douillettement par cette étrange réputation de Blancs sans passé colonial.

Pour commencer à comprendre comment nous avons pu en arriver là, dans quelles conditions se sont développés à notre insu et en notre nom les rapports entre l'État canadien et les peuples autochtones, quelle est la véritable portée des éléments d'un glossaire administratif si étrange aux oreilles de plusieurs d'entre nous (réserve, émancipation, traités, Indien sans statut, etc.), et quelle est la nature du cadeau que s'apprête à nous léguer le pouvoir central, il faut consentir l'effort de reprendre tout ce dossier à ses débuts. Car la Confédération canadienne n'est qu'un épisode relativement récent d'une histoire dont les racines remontent à la découverte européenne des Amériques ; elle a hérité d'une approche des problèmes, de pratiques coloniales et de techniques répressives mises au point bien avant 1867. Le but du présent ouvrage est de contribuer au rapatriement, dans un discours historiographique jusqu'ici silencieux à cet égard, d'un ensemble d'éléments permettant d'entrevoir les principales articulations de la dynamique géopolitique globale ayant prévalu dans cette région du monde depuis près de quatre siècles. Seuls souhaitent continuer à nous en cacher les véritables rouages, ceux qui de tous temps ont cherché à l'infléchir dans le sens de leurs intérêts particuliers, ce qui inclut bien des spécialistes de l'ingénierie sociale orbitant de près ou de loin, savamment et en toute respectabilité, autour des pouvoirs à vocation ethnocidaire.

---

⁵ Comme l'indiquent déjà la conférence tenue à Genève par les Nations Unies sur la discrimination envers les peuples autochtones (1977), ainsi que les audiences du IV^{ème} Tribunal Russell à Rotterdam (1980).

Canada. Derrière l'épopée, les autochtones. (1982)

Première partie

Concurrence coloniale au Nord du Rio Grande du XVe au XVIIIe siècles

[Retour à la table des matières](#)

« Doctrine that had originated to sanctify conquest of the Holly Lands expanded to justify conquest of the world. »

« Formally the colonies were created in the same way that frontiers of feudal England and Charlemagne's empire were conquered and organized, and to some extent settled, by emigrants. »

JENNINGS, F., 1975: 4, 106.

1. 1. Deux mondes s'entre-découvrent

[Retour à la table des matières](#)

C'est sur les ruines de l'empire romain que débuta celui d'Occident. L'expansion du catholicisme, jusqu'aux confins de la ténébreuse péninsule du nord-ouest asiatique nommée Europe, tint lieu de ciment dans l'édification du nouvel empire. Ainsi adossés à une mer aux limites alors inexplorées par eux, ces néophytes ne pouvaient concevoir d'expansion que vers l'est. Du XI^{ème} au XIII^{ème} siècles, une douzaine de campagnes militaires prolongées, dont l'objectif avoué était la reprise des Lieux saints, assurèrent à l'Occident le contrôle de l'Asie Mineure et l'accès aux produits orientaux. C'est de ce pieux commerce que des cités telles Venise et Gênes tirèrent leur faste. Aussi, lorsque les *Infidèles* eurent repris Constantinople en 1453, Rome fut prompte à réagir. Dès le 8 janvier 1455, le pape Nicolas V autorisait le Portugal à s'emparer des *terres* et des *gens* de tous les ennemis du Christ. Les hommes du roi Alphonse étaient déjà alors engagés dans des expéditions navales visant à conquérir l'Afrique du Nord et la côte atlantique du continent noir ; ils étaient donc spécialement préparés pour le contourner et reprendre ainsi contact avec les richesses de l'Orient. La bulle *Romanus Pontifex* de Nicolas V ne négligeait rien. Ainsi autorisait-elle le monarque « ... to invade, search out, capture, vanquish, and subdue all saracems and pagans whatsoever, and other enemies of Christ wheresoever placed, and the kingdoms, dukedoms, principalities, dominions, possessions, and all movable and immovable goods whatsoever held and possessed by them and to reduce their persons to perpetual slavery, and to apply and appropriate to himself and his successors the kingdoms, dukedoms, counties, principalities, dominions, possessions, and goods, and to convert them to his and their use and profit » (cité par F. Jennings, op. cit., 44). Cette caution romaine fut un stimulant puissant pour les ambitions portugaises; en 1486, Barthélémy Diaz s'avançait dans l'océan Indien après avoir contourné le cap de Bonne-Espérance.

À peu près au même moment, le génois Christophe Colomb se penchait sur les écrits anciens du géographe grec Ptolémée. Il en conclut que, la terre étant sphérique, le moyen le plus rapide d'atteindre l'Orient était de mettre le cap vers l'ouest.

Les cours de France, d'Angleterre et du Portugal ne montrèrent aucun empressement à investir dans cette entreprise. À force d'insister auprès des autorités espagnoles, Colomb finit par obtenir les sommes nécessaires à l'expédition. En 1492, en longeant les côtes cubaines, il était fermement convaincu d'avoir enfin atteint l'extrémité orientale du monde. L'Espagne entendit néanmoins tirer profit de cette *découverte* inopinée ; tout autant que les épices d'Orient, l'or d'Amérique permettrait à ce royaume d'assouvir ses ambitions hégémoniques en Europe. Une si bonne fortune espagnole déplut évidemment aux Portugais, alors occupés à étendre leur emprise sur l'Afrique. Leurs juristes s'efforcèrent de faire valoir que les terres découvertes par Colomb appartenaient de droit au Portugal, en raison de la décision rendue par le pape Nicolas V en 1455 et confirmée, en 1481, par la bulle *Aeterni regis* ; les terres situées au sud d'une ligne est-ouest passant par les îles Canaries et traversant la Floride, avaient alors été accordées au Portugal. L'Espagne hésita d'autant moins à se soumettre à l'arbitrage de l'évêque de Rome, que ce dernier appartenait justement à la maison des Borgia ! La décision du pape Alexandre VI vint dès 1493 : le 38^{ème} degré de longitude ouest partagerait le domaine jusqu'alors réservé au Portugal. À l'ouest de cette ligne fictive, l'Espagne pourrait en toute légitimité donner libre cours à son prosélytisme. La mesure fut loin d'apaiser le Portugal. Des intrigues de cour eurent partiellement raison du parti pris espagnol qui la sous-tendait. En 1494, la frontière était repoussée de 4 degrés vers l'ouest, le Brésil entraînait ainsi dans la zone d'influence portugaise.

Cette querelle entre l'Espagne et le Portugal concernait surtout l'hémisphère sud. Or, ne voulant sans doute pas être soupçonné de tiédeur religieuse, le fondateur de la dynastie anglaise des Tudors chargea John Cabot, en 1496, d'aller *conquérir, occuper et posséder* les terres des Infidèles d'Amérique. En 1534, ce fut au tour du roi de France de jeter les yeux sur le quadrant nord-ouest de la géodésie papale ; Jacques Cartier érigeait une croix fleurdelysée à Gaspé, prenant ainsi possession du Canada au nom de François 1^{er}. D'après le récit que l'explorateur français fit lui-même de cette cérémonie, un chef indien accompagné des siens observait la scène avec inquiétude. « Puis il montrait toute la terre des environs, comme s'il eut voulu dire qu'elle étoit toute à lui, et que nous n'y devions planter cette Croix sans son congé » (Cartier, J., 1968 : 18). Cartier raconte ensuite comment il parvint à calmer le chef en lui offrant quelques objets et, surtout, à le tromper en lui faisant « ... entendre par signes, que cette Croix étoit là plantée,

pour donner quelque marque et connoissance pour pouvoir entrer en ce port ... » (ibid., 19).

Dès lors, la dynamique coloniale était enclenchée aux Amériques. L'Europe se tournait résolument vers l'ouest. Depuis ses premiers affrontements avec l'empire d'Orient, son arsenal idéologique était bien pourvu. Mais quelques voix autorisées commençaient déjà à lui causer certaines difficultés. Dès 1532, soit deux ans avant la cérémonie gaspésienne de Jacques Cartier, le théologien espagnol Francisco de Vitoria professait que le *droit de découverte* ne pouvait être invoqué dans les cas où les terres en question étaient déjà habitées. Même si la papauté lui avait jadis accordé une partie du Nouveau Monde, l'Espagne ne pouvait donc plus prétendre à un droit sur les terres occupées par les Indiens. En 1537, la bulle *Sublimis Deus* officialisa l'analyse du dominicain espagnol. Le pape Paul III y reconnaissait que les Indiens étaient des êtres humains, ce que les conquistadors avaient évidemment tout intérêt à nier. À titre d'êtres humains, poursuivait la déclaration papale, ils pouvaient et devaient, sans subir la moindre contrainte et en toute légitimité, jouir de leur liberté ainsi que de la possession de leurs propriétés (Craig, W., 1973 : 44). Toujours selon Francisco de Vitoria, l'idolâtrie elle-même ne pouvait constituer un juste motif de guerre (Jennings, F., op. cit., 45). Mais de tels scrupules ne changeront rien aux ambitions expansionistes des entreprises coloniales ultérieures, ni aux motifs religieux mis de l'avant pour les mieux assouvir ; ils forceront simplement les juristes à imaginer de nouvelles astuces.

1.2. Tentatives d'établissement de comptoirs

[Retour à la table des matières](#)

Le sujet du présent ouvrage exige que nous laissions maintenant dans l'ombre les aventures espagnoles et portugaises aux Amériques, afin de centrer l'analyse sur les événements survenus au nord du Rio Grande.

Les explorations du XV^{ème} et du XVI^{ème} siècles avaient permis aux financiers européens d'évaluer les immenses profits à tirer des richesses naturelles d'un tel continent et, simultanément, les nouveaux débouchés qu'offraient pour leurs

produits les clientèles autochtones. Depuis plusieurs décennies déjà, les pays d'Europe du Nord se trouvaient engagés dans un important commerce de fourrure, dont Moscou et Amsterdam étaient les principales plaques tournantes (*ibid.*, 97). Or, au moment où on prenait connaissance de l'existence du continent américain, les réserves sibériennes commençaient justement à donner des signes d'épuisement. La rareté du produit ayant fait grimper les prix, il n'en fallait pas plus pour que les hommes d'affaire de l'époque s'intéressent activement à l'Amérique. Chargés de marchandises de toutes sortes au moment de quitter leur port d'attache, leurs navires n'auraient qu'à revenir s'y dégorger de fourrures qu'on disait d'excellente qualité, et dont la vente sur les places d'Europe assurerait aux investisseurs des profits substantiels.

Suite aux explorations de Cartier, François 1er chercha à implanter des colons en Nouvelle-France. Il en confia le soin à Roberval. L'entreprise échoua et tous les survivants durent être ramenés en France (Salone, E., 1970-. 16). L'Angleterre fit également quelques essais avant la fin du XVI^{ème} siècle. Plus catholique en ces matières que le pape lui-même, la protestante Elizabeth avait accordé par lettres patentes, en 1578, à Sir Humphrey Gilbert, le droit « ... d'habiter et de posséder toutes les terres lointaines et païennes qui ne sont pas dans la possession effective d'un prince chrétien » (Roz, F., 1930 : 29). Gilbert décida d'installer la colonie à Terre-Neuve ; ce fut là-aussi un échec. Quelques années plus tard, au nom de la même souveraine anglaise, Sir Walter Raleigh confia à un certain Richard Hakluyt le soin de réussir là où Gilbert avait échoué (*ibid.*, 30). Les instructions données à ce Hakluyt éclaircissent de façon précise les entreprises coloniales de l'époque ; il y est dit que « ... after the seekinge the advauncement of the Kingdome of Christe, the second chefe and *principall* end ... » de l'opération devait être « ... the vent of the masse of our cloths and other commodities of England, and in receiving back the nedeful commodities that we nowe receave from all other places of the worlde » (cité par F. Jennings, op.cit., 98, c'est nous qui soulignons). Une première expédition anglaise atteignit la Caroline du Sud en 1584, mais tous voulurent être du voyage de retour. Entre 1585 et 1587, deux autres tentatives eurent lieu à l'île Roanoke. La première se termina comme celle de 1584. Le sort réservé à la seconde demeure énigmatique ; quand le gouverneur revint d'Europe, où ses affaires l'avaient rappelé, il aurait trouvé l'île déserte (Roz, F., op. cit., 30).

Ainsi se termina le XVI^{ème} siècle. L'Europe avait importé, entre autre choses, la pomme de terre et le tabac. Quant aux autochtones, ils héritaient de ce que l'Europe avait expérimenté au Moyen Âge : les épidémies dévastatrices occasionnées par la rencontre de population jusque-là isolées. Depuis près d'un siècle déjà, des descendants immunisés des survivants des grandes pestes médiévales avaient circulé ça et là aux Amériques (Jennings, F. op. cit., 22). Le XVII^{ème} siècle allait être celui de l'implantation effective des divers intérêts européens et, surtout, du prolongement, en terre américaine, de la dynamique concurrentielle qui les mettait déjà aux prises en Europe. C'est dans ce contexte que se forgeront les pratiques coloniales euro-américaines, dont héritera en 1867 le gouvernement fédéral canadien. Retenons que, au départ, comme en font foi les instructions données à Hakluyt, ces pratiques étaient au service d'intérêts métropolitains. Certains secteurs de l'industrie anglaise, le textile par exemple, devront leur développement à ces nouveaux marchés américains. Mais l'Amérique était loin. Les comptoirs d'outre-atlantique échapperont au processus centralisateur monarchique devant entraîner plus tard l'émergence des États européens. Repiquées en terre américaine, les pousses hollandaise et suédoise dépériront, la française continuera longtemps à vivre au ralenti, sans jamais éclore, tandis que l'anglaise donnera les États-Unis d'Amérique et la Confédération canadienne.

1. 3. Entrée en scène des personnages

[Retour à la table des matières](#)

Tant que dura le règne de Philippe II, les entreprises américaines des autres pays européens visèrent surtout à contrer le monopole de ce puissant monarque espagnol, dont les succès en Europe n'étaient pas sans rapport avec ses galions chargés d'or en provenance d'Amérique. La conjoncture internationale poussait alors les autres nations à atténuer quelque peu leurs rivalités, afin d'offrir une sorte de front commun devant l'hégémonie espagnole. Mais dès que celle-ci cessa de représenter une menace réelle, ce fut chacun pour soi dans les rangs de ses ennemis. La colonisation de l'Amérique débuta ainsi dans un contexte de concurrence féroce, qui devait déterminer la nature des rapports entre les autochtones et les nouveaux arrivants.

Entre 1598 et 1603, La Roche tenta de fonder un établissement français à l'île de Sable, au large de la Nouvelle-Écosse actuelle. En 1605, de Monts fit des efforts semblables à Port-Royal, dans l'actuelle baie de Fundy (Trudel, M. 1963: 228 et s.; 1966: 46 et s.). Dès 1607, sous la conduite du capitaine John Smith, une poignée de colons anglais s'installaient en Virginie, sur une île d'une rivière aussitôt rebaptisée *James River*. L'opération relevait des « ... compagnies de Londres et de Plymouth auxquelles le roi Jacques Ier avait accordé, l'année précédente, une charge » (Roz, op. cit., 31). Smith ouvrait ainsi « ... la plus ancienne colonie anglaise en Amérique, celle qui gardera longtemps, à cause de son droit d'aînesse, le nom de Vieux Dominion » (*ibid.*, 31). L'année suivante, le Français Samuel de Champlain avait choisi, plus au nord, le site de sa nouvelle résidence ; un vocable algonquien, qui n'avait rien à voir avec le toponyme indien pour ce lieu, servirait désormais à le désigner (kepek). Champlain se trouvait alors au service de M. de Monts, à qui Henri IV avait accordé cinq ans plus tôt, par lettres patentes, le droit d'établir une colonie en Amérique, ainsi que celui d'y exercer un monopole de la traite des fourrures (Salone, E., op.cit., 18-19). En 1614, des commerçants hollandais érigeaient le fort Nassau à Albany, sur la rivière Hudson. Les Pèlerins du *Mayflower*, pour leur part, débarquaient à Plymouth le 21 décembre de l'année 1620. Les Suédois tentèrent aussi quelque chose du côté de la rivière Delaware vers 1638, mais sans grand succès.

Les principaux acteurs avaient ainsi pris place ; le drame américain ne tarderait pas à commencer. Jusqu'au début du XIX^{ème} siècle, les diverses entreprises coloniales ne cesseront de s'affronter par Indiens interposés, tandis que ces derniers chercheront à tirer leur épingle du jeu en misant sur cette concurrence elle-même. Résumant ces empoignades européennes en Amérique du Nord, un auteur écrivait : « New Sweden was conquered by the Dutch, the Dutch in turn by the English, and France and England contested for a century before England triumphed, only to be defeated after all by her own colonists » (Jennings, F., op. cit., 38). Quant aux Indiens, et même si les épidémies avaient déjà décimé leurs rangs, leur nombre dépassait de beaucoup, en ce début du XVII^{ème} siècle, celui de l'ensemble des colons ⁶. Comme on l'a fort justement fait remarquer, « Columbus did

---

⁶ «Dobyns has calculated a total aboriginal population for the western hemisphere within the range of 90 to 112 million, of which 10 to 12 million lived north of the Rio Grande» (Jennings, F. op. cit., 30).

not discover a new world ; he established contact between two worlds, both already old » (Parry, J.H., 1966: 65, cité par Jennings, F., op. cit., 39). Si la population amérindienne avait été aussi négligeable qu'on l'a parfois laissé entendre, les producteurs européens n'auraient pas misé sur la possibilité d'y écouler leurs marchandises. Nous verrons plus loin à quelles nécessités bien précises répondra cette image d'un continent presque vide. Pour l'instant, soulignons que la Nouvelle-Hollande et la Nouvelle-Angleterre étaient habitées par divers peuples de langue algique. Entre autres activités, ces semi-sédentaires cultivaient le sol, produisaient des surplus céréaliers et les entreposaient. C'est d'ailleurs ce qui permit aux immigrants européens de survivre à leurs premiers hivers en terre d'Amérique ; « Uniformly the early European colonists depended on such surpluses for survival » (Jennings, F., op. cit., 66). Quant à la vallée du Saint-Laurent, du golfe du même nom jusqu'à la nouvelle résidence du Sieur de Champlain, voire même au-delà, elle constituait le domaine de plusieurs peuples chasseurs nomades; leurs itinéraires les conduisaient, par voies d'eau, à la baie d'Hudson et à l'Atlantique nord. Également de langue algique, ces gens voyageaient parfois au sud du Saint-Laurent, où ils rencontraient les peuples de la Nouvelle-Angleterre. Parce qu'ils en ignoraient les rudiments et, surtout peut-être, à des fins de propagande sur lesquelles nous reviendrons plus loin, les premiers colons exagérèrent les différences existant entre ce mode de vie fondé sur la chasse et celui des éleveurs de bestiaux qu'ils connaissaient déjà. Pour ce qui est de la riche région des Grands Lacs, que la traite des fourrures reliera bientôt de façon étroite aux comptoirs français, elle était occupée par un puissant réseau de cités huronnes, ériées, pétuns, neutres, etc. Ces gens de langue iroquoienne étaient impliqués, outre leurs activités de chasse et de pêche, dans une production agricole, ainsi que dans des opérations commerciales portant sur des ressources en provenance des quatre coins de l'Amérique : wampum, nacre, graine de tournesol, farine de maïs, viande séchée, cuir, fourrure, etc.

1.4. Arguties juridiques, protectorats et massacres

[Retour à la table des matières](#)

À partir de Manhattan et de Hartford, ouverts en 1624 et 1633, les Hollandais cherchèrent, par Iroquois interposés, à attirer vers leurs comptoirs les fourrures que les Hurons faisaient parvenir aux établissements français de la vallée du Saint-Laurent. Organisés en une puissante ligue regroupant cinq nations, ces Iroquois occupaient alors le nord de l'actuel Etat de New York, entre la rivière Hudson et la ville de Rochester. C'est cette concurrence européenne qui provoquera, en 1649, l'anéantissement des cités huronnes des Grands Lacs. De 1628 à 1638, d'autres établissements puritains s'ouvrirent ; Salem, Boston, Rhode Island. Montréal était fondée en 1642 par un certain Monsieur de Maisonneuve. De 1629 à 1632, Québec sera aux mains des Britanniques, tout comme l'Acadie entre 1667 et 1670. Mais les véritables empoignades anglo-françaises sont encore à venir. La Nouvelle-Angleterre devra d'abord réaliser son unité, ce qui ne sera pas une mince affaire. Au début du XVII^{ème}, en plus d'être menacées par les ambitions hollandaises, les diverses colonies anglaises sont à couteaux tirés entre elles.

Dès 1622, les autochtones de Virginie commencèrent à donner des signes d'impatience. Pour y faire pousser le tabac auquel l'Europe prenait goût, les gens de la Compagnie de Londres avaient besoin d'espace. La situation dégénéra en conflit armé. Plusieurs Indiens furent tués. D'autres prirent la fuite. Des colons périrent également lors de ces premiers accrochages. Il restait cependant à justifier de telles appropriations de territoires aux yeux d'une opinion publique européenne, convaincue depuis quelques temps que le *droit de découverte* ne pouvait s'appliquer à des terres déjà occupées. Les juristes anglais soutinrent alors qu'on ne pouvait parler, en ce cas, de véritable occupation du territoire, quand ses habitants ne faisaient que s'y déplacer de façon erratique en quête de gibier ou de poisson. Le public européen fut sensible à ce genre d'argument : pour lui, seule l'agriculture pouvait tenir lieu de véritable occupation de territoire. Ce qu'on se gardait bien de préciser, c'est que les autochtones virginien étaient justement ces agriculteurs, dont les surplus avaient permis aux colons de passer à travers les difficultés du

début. Quelques années seulement après que ces Algonquiens furent ainsi arrachés à leurs champs, le jésuite LeJeune entamait ses jérémiades sur l'impossibilité de convertir les peuples de la vallée du Saint-Laurent, tant qu'on ne parviendrait pas à en faire des agriculteurs (LeJeune, P., 1632: 6, 1634: 11). Quant à ses collègues, qui n'étaient pas encore devenus les *saints martyrs canadiens*, ils s'employaient alors à pratiquer dans la société agraire huronne une déchirure idéologique dont elle ne se remettra pas. Néanmoins, pour assurer le développement de l'industrie virginienne du tabac, les juristes anglais créèrent cette image du sauvage inapte à se voir reconnaître un véritable titre foncier. Une telle conception des choses fera long feu. On la retrouve dans les réactions de nombre de nos contemporains aux revendications autochtones. Apparue dans un contexte frauduleux, puisque les autochtones de Virginie cultivaient leurs terres, elle fut constamment reprise pour justifier toutes les formes ultérieures de dépossession territoriale.

Venus par la suite empiéter dans les plates-bandes coloniales de l'Angleterre, les commerçants hollandais durent inventer une justification à leur présence américaine. La *Dutch West India Company* avait elle aussi les moyens de retenir les services d'avocats prestigieux. Ceux-ci suggérèrent aux officiers de la compagnie de reconnaître un titre de propriété foncière aux autochtones, sur la base de leur droit de premiers occupants. Se conformant ainsi à la bulle papale de 1534, qui correspondait à un certain courant de l'opinion publique européenne, les Hollandais faisaient figure de grands humanistes. Qui les Anglais pouvaient-ils espérer rallier contre un si noble principe ? Mais les instructions de la compagnie hollandaise ne s'arrêtaient pas là. Ses officiers avaient ordre de convaincre les autochtones de se défaire de leurs titres en toute liberté, par vente ou autrement, en faveur de la compagnie. Ils ne devaient surtout pas oublier d'obtenir « ... a contract made thereof and signed by them in their manner, since such contracts upon other occasions may be very useful to the Company » (Instructions for Willem Verhulst, Jan. 1625, in A.J.F. van Laer, trans. and ed., *Documents Relating to New Netherland, 1624-1626*, in the Henry E. Huntington Library (San Marino, Calif., 1924), cité par Jennings, F., op. cit., 132). Quand les Hollandais quittèrent l'Amérique, vers 1674, ils laissèrent derrière eux ce genre de pratique qui devait assurer le développement et l'unification des colonies anglaises d'Amérique et, plus tard, l'édification progressive des Etats-Unis et du Canada. La Convention de la Baie James au Québec (1977), les onze traités dits numérotés signés par les commissaires

canadiens entre 1871 et 1921, les nombreux *surrenders* et traités obtenus des Indiens du Haut-Canada entre 1760 et 1867 sont autant d'étapes d'un processus enclanché en 1633, quand la *Dutch West India Company* fit ainsi l'achat d'une bande de terre au Connecticut, à l'emplacement où se trouve présentement la ville de Hartford (Jennings, F., op. cit., 33). Si on se réfère au contexte de fourberie et de violence ayant présidé à la signature des traités canadiens, voire à celle de la Convention de la Baie James (Berger, T.R., 1977 ; C.D.P.Q., 1978; L.D.L., 1978 ; Fumoleau, R., 1975), on est en droit de s'interroger sur la valeur de la transaction de 1633 entre les Indiens du Connecticut et la *Dutch West India Company* ...

Les Puritains ne tardèrent pas à adopter la pratique hollandaise d'achat de terres indiennes. Leurs voisins autochtones se muèrent subitement en autant de propriétaires hautement intéressés à se départir de leurs territoires ! Ceci ne fit qu'aviver les rivalités entre colonies puritaines. Convoitait-on un espace de terrain dont les propriétaires indiens venaient de se départir en faveur d'une rivale? Il suffisait de prétexter un méfait ou d'appréhender quelque insurrection autochtone, pour s'autoriser du devoir sacré d'organiser une expédition punitive dans le territoire convoité et s'en octroyer ainsi le contrôle (Jennings, F., op. cit., 5, 186).

En 1634, douze ans seulement après les incidents de Virginie, la méfiance entre Hollandais, Anglais et Puritains dégénéra en une agression contre les Indiens Pequots sur lesquels chaque groupe colonial, pour survivre, rêvait d'exercer une sorte de protectorat exclusif. Mais ces Indiens voyaient les choses autrement, et désiraient entretenir avec *tous* leurs nouveaux voisins de semblables relations cordiales. Ce fut bientôt la course entre la colonie du Connecticut et celle de Boston, pour être la première à écraser les Pequots et à occuper leur territoire. Quand ceux-ci eurent été tués ou dispersés, ce furent les terres des puissants Narragansetts qui devinrent objet de l'envie des rivaux européens. En 1637, pour améliorer leur position, quatre colonies puritaines se réunirent en une coalition. En plus d'avoir à contrer les ambitions hollandaises et anglicanes, cette ligue devait se prémunir contre des coreligionnaires dissidents, notamment ceux du Rhode Island.

Depuis déjà un certain temps les gens de Plymouth, membres de la coalition, entretenaient des relations assez étroites avec les Indiens Wampanoags ; ceux-ci vivaient entre le cap Cod et la baie de Narraganseti. Pour Plymouth, il s'agissait d'un protectorat indispensable à sa survie. Les Indiens, pour leur part, y voyaient plutôt une alliance ne remettant aucunement en question leur souveraineté. À la

mort du vieux chef Massasoit, en 1661, son fils Wamsutta prit la relève. La même année, le nouveau chef était enlevé par la troupe, sur ordre de la Cour de Plymouth ; on voulait avoir des explications sur les relations qu'entretenaient les Wampanoags avec d'autres colonies. Wamsutta mourut entre les mains de ses ravisseurs. Il fut remplacé par son jeune frère Matecomet, que les colons dénommeront bientôt King Philipp. On était en 1662. Les Hollandais s'apprêtaient à quitter l'Amérique. À ce moment-là, la coalition puritaine, créée vingt-cinq ans plus tôt, commençait à se relâcher ; chacun de ses membres tentait d'accroître son domaine aux dépens des autres. Quant à la Couronne britannique, qui avait chassé les Hollandais de la région, son influence se faisait maintenant sentir jusque dans le Rhode Island ; grâce à elle, le territoire de cette colonie s'était agrandi aux dépens de la zone d'influence jusque-là reconnue aux Magistrats de Plymouth. Les Wampanoags, et surtout leur territoire, se retrouvaient ainsi au centre d'une querelle. C'est pourquoi les magistrats de Plymouth reprochèrent à Matecomet d'avoir rompu une alliance remontant au temps de son père. Le jeune chef rétorqua qu'il y avait malentendu : son peuple avait toujours été libre de traiter avec qui bon lui semblait. Il alla même jusqu'à dénier à ses interlocuteurs le pouvoir de poursuivre avec lui ce genre d'entretien, cette question ne pouvant être discutée qu'entre lui et son frère le roi Charles d'Angleterre. Un auteur a fait remarquer que «... for the first time raised the question, not only of the Indians' rights in the land, but of their right to consideration as sovereigns in the new world, as well» (Britt, A., 1938: 38-39). Ainsi montait le ton des discussions ; il suffisait d'une étincelle pour embraser la Nouvelle-Angleterre. Elle ne tarda pas à se produire ; deux Indiens convertis par le missionnaire puritain John Eliot furent trouvés assassinés. Les magistrats de Plymouth accusèrent les gens de Matecomet et, en guise de représailles, firent pendre deux Indiens Wampanoags. La réaction fut immédiate et énergique ; plusieurs établissements européens furent rasés. D'autres peuples indiens vinrent prêter main forte à Matecomet. Au début, les puissants Narragansetts restèrent neutres. Les Puritains leur offrirent alors, pour chaque scalp provenant d'une tête wampanoag, «.. a coat, that is two yards of trucking cloth, worth five shillings per yard here », pour chaque prisonnier vivant «... two coats» et «... for the King Philip's head, twenty coats, and if taken alive, forty coats» (cité par A. Britt, op. cit., 56). Les Narragansetts refusèrent un tel marché. Et, après qu'un millier d'entre eux eurent été tués par les Puritains, ils se joignirent aux troupes de Matecomet. La mobilisation générale des peuples indiens ouvrait ainsi l'ensemble

du dossier des frontières entre les divers établissements coloniaux de la Nouvelle-Angleterre. Comme au temps de la guerre contre les Pequots, tous entrèrent en action afin d'être en bonne position lors du partage des terres dont les Narragansetts seraient chassés. En 1676, Matecomet fut cerné par les hommes du capitaine Church dans un marais du Rhode Island. Plutôt que de tirer lui-même, le capitaine ordonna à un Indien collaborateur d'abattre Matecomet. Cet Indien se nommait Alderman. Le corps du jeune chef fut décapité. En guise de trophée, on remit à Alderman une des mains du défunt ; l'autre fut expédiée à Boston pour annoncer l'écrasement de la résistance autochtone. Pendant vingt ans, en plein coeur de Plymouth, la tête de Matecomet resta fixée au faite d'un mât (Brin, A., op. cit., 58).

Certains auteurs croient que les Puritains furent les véritables perdants de cette guerre. Ne se retrouvaient-ils pas entourés d'autochtones alliés de leurs concurrents : au nord les Abénakis et au sud les Iroquois. En 1676, quand le *Commitee of Trade and Plantations* de Londres jugea venu le temps de prendre en main les affaires de la Nouvelle-Angleterre, l'époque des Puritains était terminée. Celle de New York commençait. Après plus d'un demi-siècle de déchirements, dont les peuples indiens eurent à payer la note, la Nouvelle-Angleterre faisait son unité. À cette période succédera celle des empoignades anglo-françaises, qui ne se termineront que trois quarts de siècle plus tard.

1.5. Encadrements administratifs et premières réserves

[Retour à la table des matières](#)

Pendant toutes ces années, au cours desquelles la Nouvelle-Angleterre oeuvrait péniblement à sa réunification, la Nouvelle-France s'employait à développer son entreprise. L'occupation temporaire de Québec, celle de l'Acadie et les harcèlements iroquois représentèrent des difficultés certaines, quoique mineures en comparaison de ce qui se passait en Nouvelle-Angleterre. Ainsi, jusqu'en 1649, les intérêts commerciaux français purent profiter de la traite des fourrures, grâce à une alliance avec les Hurons des Grands Lacs, non sans toutefois se ressentir de la concurrence néo-hollandaise. Cette relative tranquillité des établissements fran-

çais explique qu'on n'ait jamais eu recours à l'astuce de la reconnaissance d'un titre foncier indien. Depuis sa prise de possession par Jacques Cartier, le sol était réputé appartenir à la Couronne française. «One particularly noticeable aspect of Franco-Indian relations, which was in sharp contrast to relations between the British and the Indians in this period was the non-recognition by the French of any aboriginal proprietary interest in the soil. The necessity of extinguishing Indian title had been an accepted policy in British colonies from the mid-17th century. Why did the French not recognize Indian title? What rationale did the French offer for taking Indian land without compensation ?» (Cumming, P.A. & N.H. Mickenberg, 1977: 80). Diverses tentatives ont été faites pour résoudre cette fausse énigme, parmi lesquelles il faut surtout retenir la faible immigration française aux colonies et l'orientation plus commerciale de l'entreprise française. En comparaison avec ce qui se passait en Nouvelle-Angleterre, ces conditions particulières réduisaient de beaucoup la pression en vue de l'appropriation du sol. Mais toute cette question se clarifie, et l'énigme qu'on a voulu en faire se dissout, lorsqu'on la formule différemment ; paraphrasant les auteurs précédemment cités, on n'a qu'à se demander «Why did the English recognize Indian title? » Nous avons abondamment répondu à cette question, en analysant la concurrence mettant aux prises les divers établissements de Nouvelle-Angleterre. S'ajoute aussi ce qu'on pourrait appeler une preuve *par l'absurde* : l'attitude française changea radicalement, dans le sens d'une reconnaissance d'un titre indien, quand la pression anglaise se fit de plus en plus sérieuse. Ainsi «... from 1713 to the last days of the French regime, the French continuously and strenuously argued, in regard to the Maritimes natives, that they could not cede title to the lands in the Maritimes since the Indians there had only been allies of the French king and not his subject. This line of reasoning was again advanced in relation to the complex diplomatic manoeuvres between the French and the English in order to gain power among the Iroquois of Upper New York State. The French supported the Iroquois claim that they were an independent nation subject neither to the French nor the British » (Ibid., 81-82). La France commence à reconnaître un titre indien dans le sol quand ce dernier risque de lui échapper au profit des Anglais.

En ce qui a trait à l'aventure française aux Grands Lacs, Bruce Trigger a montré comment les épidémies, de même que la déchirure opérée dans le tissu social huron par le prosélytisme jésuite, avait fini par anémier à tel point ces cités,

qu'elles ne purent résister à l'assaut des alliés iroquois de la *Dutch West India Company* (Trigger, B., 1976). Le succès des futurs *martyrs canadiens* tenait surtout au fait que le baptême conférait automatiquement la nationalité française. Or celle-ci garantissait à son détenteur des taux préférentiels d'échange aux comptoirs de fourrure, ainsi que la possibilité d'acquérir des armes à feu. « Since Christian Indians were theoretically French Citizens, they had the right to receive the same set prices for their furs that Frenchmen did, which were considerably higher than were those paid to Indians » (*ibid.*, 547).

En explorant les baies d'Hudson et James, après l'arrêt du commerce franco-huron aux Grands Lacs, les Anglais cherchaient à détourner vers le nord le courant des fourrures au détriment des commerçants de New Amsterdam. En 1670, Charles II accordait des droits exclusifs de traite à la *Compagnie d'Aventuriers d'Angleterre faisant la traite à la Baie d'Hudson* (Compagnie de la Baie d'Hudson). Du même coup il posait la seconde tige d'un étau qui, moins d'un siècle plus tard, se refermerait définitivement sur la Nouvelle-France. Réalisant la précarité de leur situation, les dirigeants de la colonie française crurent sortir de l'impasse en encerclant à leur tour la tige méridionale de cet étau anglais : la Nouvelle-Angleterre. À la suite de Louis Jolliet et du jésuite Marquette, qui avaient commencé dès 1673 à explorer le Mississipi, le cavalier de La Salle atteignait le golfe du Mexique en 1682 (Roz, F., op. cit.: 27-30). En 1689, Louis XIV autorisait une expédition militaire contre New York, qui devait être conduite par Frontenac (Groulx, L., 1950: 172-173). L'affrontement anglo-français généralisé était imminent. Dès 1696, pour s'assurer de la fidélité iroquoise, en prévision des événements à venir, le gouvernement de la colonie de New York nomma quatre commissaires aux Affaires indiennes.

Du côté français, l'administration des Indiens revenait en fait aux Jésuites. Dès 1637, le Père Le Jeune avait inauguré une *réduction* pour les Montagnais convertis, grâce à une donation du Commandeur de Sillery. Trois ans plus tard, son confrère Buteux en faisait autant aux Trois-Rivières (Gérin, L., 1900: 74). En 1680, les Jésuites furent chargés d'administrer une concession faite à un groupe d'Iroquois convertis (Caughnawaga). Au tout début du XVIII^e siècle, à l'intention des Abénakis fuyant la tourmente de la Nouvelle-Angleterre, on ouvrit un village sur la rive sud du Saint-Laurent. Peu après le démantèlement de la Huronie, un groupe de Hurons convertis avait été installé à Lorette, près de Québec.

Le traité de Ryswick, signé en 1697, mettait temporairement fin aux hostilités entre Louis XIV et la Ligue d'Augsbourg, assurant ainsi un bref répit aux colonies françaises et anglaises d'Amérique.

Si les colonies avaient d'abord été conçues comme des avant-postes, destinés à assurer le transit de produits européens vers une clientèle autochtone et des fourrures en direction des ports d'Europe, la situation ne tarda pas à se modifier. Véritables émigrants ayant pour la plupart définitivement tourné le dos à l'Europe, ce fut rapidement à titre de partenaires égaux que les colons envisagèrent l'avenir de leurs relations commerciales avec l'Europe. Cette situation évoluera vers un relâchement des liens métropolitains et impliquera une dépossession des autochtones. Déjà au XVII^{ème} siècle, on perçoit les premières formulations de procédures qui seront plus tard massivement utilisées par les Etats euro-américains: traités, réserves, cessions de territoire, encadrements militaires et tutelles administratives, évangélisation, scolarisation, etc.

Quant aux autochtones eux-mêmes, dès qu'ils eurent compris que les arrivants se montraient d'autant plus avides que leur nombre s'accroissait, ils mirent tout en oeuvre pour faire échec à une telle invasion. Il est cependant important de noter que les guerres de 1620, de 1634 et de 1675 ne furent ni recherchées ni provoquées par les Indiens eux-mêmes. Tout indique que, au départ, les Européens furent accueillis chaleureusement et assistés dans leurs ouvrages d'installation. Les choses se gâtèrent quand les colons entreprirent de s'accaparer et des terres indiennes et des fourrures, par voie de protectorat, dans un contexte de concurrence féroce entre les divers établissements coloniaux. La réaction indienne en fut une de défense du droit à disposer librement de soi-même. Pour ces peuples vivant entre la région des Grands Lacs et la côte atlantique, le XVII^{ème} siècle fut un horrible cauchemar. Il aura cependant permis aux Européens de la Renaissance d'étendre leur marché, tout en s'approvisionnant goulûment à même les richesses naturelles d'Amérique, et aux colons de franchir les premières étapes d'un processus qui les conduiraient un jour à devenir les maîtres d'oeuvre de ces échanges commerciaux.

1.6. Dernières années de la Nouvelle-France

[Retour à la table des matières](#)

Jusque-là, les colons français avaient été encouragés à mettre en valeur les basses terres agricoles de la vallée du Saint-Laurent. On avait toujours plus ou moins considéré comme mauvais sujets ceux qui s'employaient à établir, avec les peuples autochtones de l'intérieur, des relations sur lesquelles l'administration coloniale ne pouvait exercer aucun contrôle. Ils avaient cependant toujours été nombreux à échapper à la surveillance des officiers et des prêtres de Québec, de Trois-Rivières et de Montréal, réussissant ainsi à fuir l'autoritarisme qui y régnait. Ainsi se développait en Nouvelle-France, pour des raisons en apparence différentes, un esprit d'indépendance analogue à celui des Puritains de Nouvelle-Angleterre. Ces réticences de l'administration française à laisser ses ressortissants courir les bois étaient fondées sur la protection des intérêts commerciaux soutenant la colonie. N'était-ce pas grâce à l'aide de certains d'entre eux que la Compagnie de la Baie d'Hudson avait pu s'installer au nord ? Mais, vers la fin du XVII^e siècle, les autorités françaises durent modifier leur attitude ; mieux valait s'en servir que de voir ces aventuriers contribuer ainsi à renforcer l'ennemi. La politique des congés se libéralisa, favorisant et l'exploration de l'arrière-pays et le harcèlement des postes anglais de la baie d'Hudson. Les mauvais sujets devinrent autant de héros nationaux.

Pendant que Louis Jolliet explorait le domaine de son beau-père, qui s'étendait à l'est de Sept-Îles, d'autres Français circulaient au nord des Grands Lacs et en direction de l'ouest. Mais cette poussée exploratrice fut retardée par la reprise des hostilités anglo-françaises en Europe aussi bien qu'en Amérique. En 1711, la flotte de l'amiral Walker remontait le Saint-Laurent en vue de reprendre Québec. Un incident de navigation compromit l'entreprise: le 22 août, huit navires faisaient naufrage à l'île aux Oeufs, entraînant dans la mort quelques milliers de soldats anglais. Au même moment, l'Acadie était le théâtre de manoeuvres anglo-françaises par Micmacs, Malécites et Iroquois interposés (Patterson II, E.P., 1972: 61). Les deux métropoles s'accordaient toutefois un répit en 1713. Le traité

d'Utrecht n'en fit pas moins passer l'Iroquoisie, l'Acadie (à l'exception du Cap-Breton), et Terre-Neuve dans le camp des colonies anglaises d'Amérique. Les Indiens habitant l'Acadie n'acceptèrent pas qu'on dispose ainsi de leurs terres à partir de quelques capitales d'Europe. Leur résistance aux Anglais se prolongera jusqu'au XVIII^{ème} siècle, fortement encouragée par le jésuite français LeLoutre (*ibid.*, 61). Par ce traité d'Utrecht, la France s'engageait aussi à reconnaître le monopole de la traite des fourrures, concédé par Charles II à la Compagnie de la Baie d'Hudson, les Français mirent donc fin au harcèlement des postes de cette compagnie, concentrant leurs explorations sur des territoires situés plus à l'ouest. C'est dans cette perspective qu'eurent lieu les voyages de La Vérendrye en direction des Rocheuses. On peut toutefois conclure que, suite au traité de 1713, le *domaine français* était sérieusement engagé dans un processus d'érosion qui devait aller en s'accroissant.

De cette dynamique qui aboutira, en 1760, au départ de l'administration française, on a le plus souvent mis l'accent exclusivement sur les deux acteurs européens. Les Indiens ne sont mentionnés qu'à titre d'alliés plus ou moins loyaux de l'un ou l'autre camp. Une telle vision des choses correspond parfaitement à la perspective blanche de l'époque ; chacun cherchait évidemment à embrigader le plus d'indiens dans sa lutte contre l'autre. Mais l'histoire d'une époque et d'une région ne peut, au risque d'être à la fois partielle et partiale, tenir compte de l'idéologie d'une partie seulement des acteurs. Ce qu'on a réduit, de part et d'autre, à un manque de loyauté tient au fait que les Amérindiens, et ils étaient alors trop nombreux. Pour qu'on néglige ainsi d'enregistrer leur impact sur ces événements, étaient d'abord loyaux envers eux-mêmes, tout comme c'était le cas pour les Anglais et les Français. On oublie parfois qu'ils défendaient un territoire sur lequel ils se trouvaient depuis près de 400 siècles. Les événements ayant entraîné la mort de Matecomet reprenaient donc moins d'un siècle plus tard, et un peu plus à l'ouest cette fois. Il s'agissait d'un corridor nord-sud bordé à l'ouest par le Mississipi et à l'est par les établissements anglais, et s'étendant des Grands Lacs jusqu'au golfe du Mexique. convoité par les Anglais en mal d'expansion, ce corridor était alors perçu par les Français comme partie importante de leur domaine américain. L'administration française s'y était implantée en vue d'enrayer cette expansion des colonies anglaises. Les peuples amérindiens n'avaient cependant pas d'armée. Ces gens, qu'on a souvent qualifiés de guerriers, n'avaient jamais jugé bon, contraire-

ment à leurs rivaux européens, de consacrer en permanence des énergies à la violence contre les autres. Et comme, avant l'arrivée des Blancs, tous les peuples indiens procédaient ainsi, les conflits dépassaient rarement les affrontements sporadiques entre petits groupes de guerriers agissant le plus souvent de leur propre initiative. Il fallait surtout semer, chasser et pêcher. Une armée, comme outil permanent, représentait une importation avec laquelle les Indiens n'étaient pas familiers. Aussi tentèrent-ils de sauvegarder leur souveraineté en tirant le maximum de profit de l'inimitié entre Anglais et Français. Ayant évalué le rapport des forces en présence, les habitants indiens du territoire mentionné n'avaient d'autre choix que de s'allier aux Français. Il fallait parer au danger le plus immédiat, qui était alors anglais. Nous verrons plus loin que c'est ce qui explique ce que les historiens ont appelée la conspiration de Pontiac.

Au fur et à mesure que la tension montait entre Anglais et Français, chaque camp cherchait donc à s'assurer au moins de la neutralité des Indiens vivant dans les régions déjà contrôlées par l'adversaire, ou encore qui venaient tout juste de lui échapper. Ainsi, le 15 décembre 1725, l'administration anglaise imposait un traité « ... de soumission et d'entente » aux Indiens de l'est, notamment à ceux de la Nouvelle-Écosse, dont elle avait d'excellentes raisons de craindre les réactions. Mais il importait surtout de prévoir la position que prendraient les puissants Iroquois. Depuis le départ des Hollandais, ils avaient tenté d'établir des relations cordiales aussi bien avec New York qu'avec les autorités françaises. En 1744, alors que commençait à se répercuter en Amérique la guerre de la Succession d'Autriche, le major William Johnson fut nommé agent-chef pour l'encadrement militaire des Indiens. Du côté français, vers 1750, on invitait certains Iroquois à s'installer à Saint-Régis, sans doute dans le but de désamorcer l'alliance anglo-iroquoise. Deux ans plus tard, pour parer à toute éventualité, les Britanniques obtinrent des Indiens de la Nouvelle-Écosse le renouvellement de la promesse de paix de 1725. En 1753, les Français améliorèrent leurs installations de défenses au Fort Denonville (Niagara) érigé 66 ans plus tôt. Pendant ce temps, le contrôle britannique se resserrait ; récemment débarqué d'Angleterre, un certain colonel Bradock accédait au rang de général des troupes britanniques. Il s'empessa de scinder en deux le département des Affaires indiennes ; les opérations du nord furent confiées à William Johnson, celles du sud à un certain John Stuart. Chacun devait faire rapport au commandement des forces britanniques d'Amérique du Nord. Dès 1753, les

Français avaient convoqué les représentants de diverses nations indiennes au fort Michillimakinac, à l'extrémité ouest du lac Huron, afin de les inciter à combattre l'anglais. Au début de janvier 1754, 500 hommes de troupe quittèrent Québec en direction du fort Duquesne construit par les Français dans la vallée de l'Ohio (Pittsburgh). De là, ils harcelèrent les colons anglais (B., J.C., 1978 : 50, 62 et s., 80 et s.). En janvier 1755, « ... six cents hommes de troupes et milices ... » quittaient Québec, afin d'aller porter « ... du renfort dans le pays haut ». Ils arrivèrent au fort Duquesne le 8 avril. « Il y avait au fort Duquesne plusieurs sauvages de différentes nations venus exprès pour aller en guerre chez les Anglais » (*ibid.*, 97). Les autorités militaires françaises multipliaient les démarches auprès des « ... nations du nord ... » afin de les inciter à combattre les Anglais. Chez ces derniers, on cherchait désespérément à lancer les Iroquois dans la mêlée (*ibid.*, 97) ; mais une seule de leurs nations (Mohawks ou Agniers) prendra parti pour eux. En septembre 1756, des représentants des cinq autres nations iroquoises se rendaient en ambassade à Montréal ; ils y furent reçus par les marquis de Vaudreuil et de Montcalm, ainsi que par le chevalier de Lévis. Diverses nations algiques participèrent à cette réunion. Le premier orateur, un Iroquois, « ... parla du danger où ils se trouvoit, l'Anglois ayant un oeil agard et les François aussi : il dit que malgré cette position critique aucun motif n'avoit pu leur faire quitter le collier de paix » (*Relation de l'ambassade des Cinq-Nations par le Chevalier de la Pause*, dans Roy, P.G., 1933 : 326). La réunion dura quelques jours. Le dernier paragraphe du rapport du Chevalier se lit comme suit : « Telle a été cette fameuse ambassade des cinq nations, la plus importante qu'il y ait eu depuis longtemps et qu'on doit regarder véritablement comme importante dans les circonstances présentes. Les ambassadeurs, leurs femmes et leurs enfans, ont été équipés en entier et défrayés aux dépens du roy depuis le moment de leur arrivée jusques a celluy de leur départ. On leur a même donné des vivres et des provisions pour leur route, et les chefs de guerre et de cabane ont receu des présents particuliers. Ces dépenses sont inévitables, la neutralité de ces nations est un des plus grands avantages que nous puissions avoir sur l'Anglois » (*Ibid.*, 332-333). En juin 1758, l'Île Royale (Cap-Breton) tombait aux mains des Anglais. Le 18 septembre de l'année suivante, la ville de Québec capitulait. Le 8 septembre 1760, c'était au tour de Montréal. La Nouvelle-France n'existait plus. Dernière possession française d'Amérique, la Louisiane passera bientôt à l'Espagne (Traité de Paris en 1763). Suite à cette défaite de la France, toute la région sise à l'est du Mississippi, de la Floride jusqu'à la

baie d'Hudson, se retrouvait sous administration britannique. Les militaires anglais ne tardèrent pas à occuper les divers forts érigés jadis par l'administration française.

Possession française, possession anglaise ; on se doute bien que les Indiens ne l'entendaient pas ainsi. Depuis Matecomet en 1674, ils n'avaient jamais cessé de considérer que les Européens, jadis accueillis en amis, en prenaient décidément trop large. On ne s'étonnera pas alors que les *alliés* de la France aient poursuivi le combat même après que celle-ci l'eut abandonné, ce qui devrait faire réfléchir ceux qui réduisent le comportement indien à celui d'allié déloyal. Il ne s'agissait évidemment pas d'une question de loyauté ; pour les raisons que nous avons déjà indiquées, les Indiens devaient eux aussi se battre par ennemis interposés. Et si l'allié d'un moment venait à lui faire défaut, comme ce fut alors le cas de la France, il leur fallait se débrouiller seuls.

Dès qu'il se rendit à Détroit, après le départ des Français, William Johnson aurait eu vent du danger que pouvaient encore représenter les Indiens de la région. Aussi chargea-t-il le général Jeffrey Amherst de veiller au grain. C'est sur l'ordre de ce dernier que «... blankets and handkerchiefs from the smallpox hospital at Fort Pitt were passed to Delaware Indians. Soon afterwards an epidemic of smallpox broke out among them » (Patterson 11, E.P., op. cit., 74). Quant au peuple outaouais, il comptait alors parmi ses chefs un individu nommé Obwandiyag (Pontiak). En 1762, il fit parvenir aux Ojibwa, aux Wyandots, aux Shawnees, aux Pottawattomis, aux Senecas et aux Kickapoos des messages les enjoignant de former une coalition contre les envahisseurs anglais. Ils acceptèrent. Sachant les difficultés d'une mobilisation de longue durée chez les Indiens, Obwandiyag avait prévu que chaque peuple se chargerait de ses propres voisins anglais. Mais pour attaquer Détroit, les Wyandots et les Pottawattomis se joignirent aux Outaouais. Le siège de ce poste débuta au printemps 1763 et dura six mois. Entre temps fut signé le traité de Paris entre la France et l'Angleterre, ce qui fit perdre à Obwandiyag l'aide qu'il avait jusque-là reçue des colons et des militaires français. La lutte devenant inégale, plusieurs supporteurs du chef outaouais regagnèrent leurs quartiers. Le siège durait déjà depuis longtemps, et il fallait songer à nourrir les femmes, les enfants et les vieillards laissés dans les villages. Obwandiyag dut abandonner la lutte ; il fut assassiné, le 20 avril 1769, à l'instigation d'un commerçant anglais.

Si la question de loyauté des Indiens résulte d'une lecture ethnocentrique de l'histoire, qu'en est-il de leur réputation de sauvages guerriers ? Viendrait-elle alors d'une absence totale de scrupule quant aux moyens employés lors des combats, sinon après ? Nous avons vu que les Anglais utilisèrent la, guerre biologique contre les populations civiles, avec lesquelles se confondaient d'ailleurs les combattants indiens. Et selon un témoin direct des dix dernières années du régime français, «Les Français et les Anglais avaient pour maxime de payer ces chevelures (scalp), jusqu'à concurrence de trente francs valeur en marchandises, il s'agissait alors d'encourager les sauvages à en faire plus qu'ils pourraient sur l'ennemi et pour avoir la certitude du nombre de vaincu» (B.J.C., op. cit., 95). Le même auteur ajoute que les autochtones des deux camps «... pour augmenter la rétribution qu'ils tiraient des chevelures s'avisèrent d'en faire de peau de cheval qu'ils préparaient de la même manière que la chevelure de l'homme » (Ibid., 95). La barbarie des Indiens, tout autant que leur suppose manque de loyauté, relèvent donc d'une idéologie coloniale dont n'ont jamais pu se départir les historiens euro-américains.

1. 7. Indépendance des colonies anglaises

[Retour à la table des matières](#)

Au lendemain de la défaite de la France, la Couronne britannique devait affronter le mécontentement grandissant de ses propres coloniaux. Leurs velléités d'indépendance inquiétaient Londres de plus en plus. Or, pour éviter que ses colonies ne se renforcent à même les territoires récemment arrachés à la France, elle tenta de s'allier les Indiens qui y habitaient et dont nous avons vu, au paragraphe précédent, l'hostilité qu'ils ressentaient contre les colons anglais. En 1761 et 1762, deux proclamations royales prévoyaient diverses mesures visant à assurer la protection des territoires indiens. Face à ses propres colons, la Couronne britannique se trouvait donc maintenant dans une position identique à celle de la France d'avant la défaite. Aussi chercha-t-elle tout naturellement le soutien des ex-alliés des Français. L'année même de la paix entre les deux métropoles européennes (Traité de Paris de 1763) vint la très célèbre Proclamation Royale de 1763.

Ce document distinguait, dans le vaste territoire cédé par la France en 1760, deux catégories très inégales de terre. La moins importante devait être scindée en trois nouveaux territoires coloniaux : le Québec, la Floride occidentale et la Floride orientale. Celui du Québec jouxtait alors les territoires de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse et de la Nouvelle-Angleterre, et s'étendait entre les rivières Saint-Jean et Outaouais jusqu'à une nouvelle frontière reliant la source de ces deux cours d'eau par une ligne nord-est/sud-ouest passant au-delà du lac St-Jean. Peuplé de colons français, plus ou moins abandonnés là par les autorités françaises, et de divers groupes indiens, ce territoire devenait donc le siège d'une nouvelle administration coloniale. Dans l'autre catégorie de terre, de beaucoup la plus importante (Indian Territory), la Proclamation interdisait l'établissement de colons. De plus, on reconnaissait l'existence d'un titre foncier indien sur l'ensemble des possessions britanniques en Amérique, aussi bien dans *l'Indian Territory* que dans les territoires confiés aux administrations coloniales, à l'exception des portions où ce titre avait déjà fait l'objet d'une cession de la part des Indiens. Dans *l'Indian Territory*, l'extinction d'un tel titre était réservée en exclusivité à la Couronne impériale ; dans les territoires qui leur étaient confiés, les administrations coloniales étaient autorisées à procéder à ce genre d'extinction, à la condition de se conformer aux procédures prévues à cette fin dans la Proclamation.

La nature de ce titre indien, reconnu par la Proclamation Royale, a fait couler beaucoup d'encre. Toute cette question fut bien analysée dans un jugement rendu, en 1973, par le juge Albert Malouf de la Cour Supérieure du Québec. «Avant de commencer à considérer le titre indien comme relié aux terres sujet à litige, écrit le juge, on doit avoir à l'esprit que le peuple indigène sur ce continent et dans les différentes régions du monde ont (sic) traité le titre de propriété d'une manière différente de la nôtre » (Gagnon, A., 1973 : 37). Les plus généreux défenseurs des droits autochtones oublient souvent que les Indiens ont une tradition juridique spécifique selon laquelle, comme le suggère un des extraits mis en exergue à la page 53, le lien le plus fort entre l'homme et la terre exclut toute notion d'appropriation. Mais comme les requérants indiens et inuit avaient saisi la Cour Supérieure du Québec de leur litige, le magistrat se devait d'entendre la cause et de la situer à l'intérieur de notre propre discours juridique. Aussi tenta-t-il de cerner la nature des droits que Georges III avait reconnu en 1763, ou plutôt celle que la pratique juridique et politique canadienne avait présumé avoir été conforme aux

intentions de l'ancien monarque anglais. Se basant sur le fait que la majorité des traités laissent subsister, dans les terres cédées, des droits de chasse et de pêche aussi longtemps que ces terres ne seraient pas requises à des fins de colonisation, le juge Malouf conclut ainsi : «Il n'y a pas de doute... que le Gouvernement du Canada a reconnu que les Indiens avaient certains droits et titres à la terre qui étaient plus grands que simplement le droit d'y chasser et pêcher. Dans certains traités il apparaît qu'un droit absolu de propriété a été reconnu tandis que dans tous les autres traités, sauf les deux derniers, le Gouvernement du Canada a reconnu que leurs droits excédaient ceux de chasse et de pêche» (*ibid.*, 48). Il faut cependant s'empresse d'ajouter que, pour cette pratique canadienne, la reconnaissance d'un tel titre n'a jamais eu d'autre but que son extinction, et que les autochtones n'ont à aucun moment été libres de décider si oui ou non ils acceptaient un tel corollaire à la reconnaissance de leur titre. Comme au temps de la *Dutch West India Company*, il s'agissait de donner une quelconque forme juridique à ce qui ne fut jamais rien d'autre qu'une pratique d'extorsion territoriale jugée indispensable à l'établissement des Blancs en Amérique.

Revenons à ce très vaste *territoire indien* fermé à la colonisation par la Proclamation Royale de 1763. S'étendant du Labrador terre-neuvien jusqu'à la Floride, il tenait lieu de rempart contre toutes tentations expansionnistes des colonies rebelles. Au nord, ce territoire était bordé par la Terre de Rupert constituant le domaine exclusif de la Compagnie de la Baie d'Hudson ; à l'ouest il s'étendait jusqu'au Mississippi, au delà duquel se trouvaient les Espagnols. Cette stratégie de la Couronne était trop évidente pour échapper à l'attention des colonies. Quant aux anciens colons français, et surtout à ce qui leur restait d'élites, ils maugrèrent aussi contre cette Proclamation qui les obligeait, pour accéder à des postes dans l'administration coloniale, à prêter un serment aux termes duquel ils devaient abjurer leur foi religieuse. Ainsi, en 1763, la stratégie de la Couronne était de miser sur une éventuelle alliance indienne contre ses propres coloniaux, anciens et nouveaux. L'année même de la Proclamation, des instructions parvinrent au gouverneur Murray, tout devait être mis en oeuvre pour garantir l'amitié des anciens *alliés* de la France. Un fonctionnaire devait être spécialement chargé de les visiter régulièrement, de recueillir le maximum d'informations sur chacun de ces peuples, de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection de leurs territoires contre les empiètements des colons, de leur distribuer régulièrement des

présents en guise d'amitié et, surtout, de les assurer qu'ils pourraient toujours compter sur la protection de la Couronne.

Carte n° 1.
La Proclamation royale de 1763

[Retour à la table des matières](#)

Mais, dès que sa position se corsa et que ses propres intérêts furent en jeu, la Couronne s'écarta de cette stratégie de protection promise aux Indiens en 1763. En effet, au lendemain de la conquête, des colons anglais venus soit d'Angleterre soit des autres établissements d'Amérique, cherchèrent à s'installer sur les nouveaux territoires récemment arrachés à la France. Et, comme les basses terres du Saint-Laurent étaient déjà occupées par les francophones, la plupart de ces nouveaux venus lorgnèrent vers la péninsule du Niagara, c'est-à-dire en plein territoire réservé aux Indiens par la Proclamation de 1763. Or les jeux n'étant pas encore faits, dans le contentieux qui l'opposait à ses colonies, la Couronne pouvait difficilement se priver de l'apport que représentait ces nouveaux arrivants ; d'ailleurs ils sauraient, mieux que les Indiens eux-mêmes, contenir une éventuelle expansion francophone à l'ouest de la rivière Outaouais. Quant à la question de l'empiètement sur les terres indiennes, impliquée par l'arrivée de ces nouveaux colons, la Couronne n'avait qu'à recourir à l'exercice de son droit exclusif d'extinction du titre indien et à faire le nécessaire pour que, officiellement, l'initiative de la vente soit attribuée aux Indiens eux-mêmes. C'est dans ce contexte que les techniques d'extorsion, mises au point en Nouvelle-Angleterre au siècle précédent, commencèrent à être utilisées dans ce qui était en train de devenir le Canada. Débutera alors une longue série de *surrenders*, appelés plus tard *traités*, *ententes* ou *conventions*, grâce auxquels la dépossession autochtone sera travestie en autant de transactions régulières entre *gentlemen*.

Mais de tels calculs royaux ne pouvaient enrayer la marche des colonies vers l'indépendance, enclanchée au temps des Magistrats puritains, le processus avait quelque chose d'irréversible. La Couronne crut un moment pouvoir en venir à bout, en adoptant des mesures qui ne firent qu'accroître la colère des futurs Américains (Currency Act, Stamp Act, Quartering Act, etc). Dans un ultime effort pour mettre les rebelles au pas, Londres abolit les assemblées de plus en plus turbulentes de New York et du Massachusett (1767 et 1768). Les problèmes de la Couronne ne venaient cependant pas seulement des treize anciennes colonies. Les commerçants anglais de la péninsule du Niagara tentaient de faire échec au monopole de la Compagnie de la Baie d'Hudson. En 1773, les employés de la Compagnie réagirent en quittant pour la première fois les rives de l'Arctique ; jusqu'alors ils s'étaient toujours plus ou moins contentés d'attendre, à l'embouchure des rivières, que les Indiens leur apportent les précieux ballots de fourrure. Dès

lors, une rivalité féroce s'instaura entre les gens de la Hudson Bay Co. et les marchands anglais de ce qu'on appellera plus tard le Haut-Canada. La Couronne avait aussi d'autres motifs d'inquiétude à propos des anciens sujets de la France. Plusieurs d'entre eux se considéraient, face à elle, dans une position identique à celle des rebelles de Nouvelle-Angleterre. Les uns comme les autres réprouvaient la Proclamation de 1763. Le parti des rebelles envoya plusieurs émissaires dans la vallée du Saint-Laurent. L'esprit d'indépendance soufflait partout. Pour prévenir une telle alliance, la Couronne eut recours à la technique éprouvée de *l'indirect rule* ; pour assurer un encadrement efficace de la masse des colons francophones, elle rétablit dans leurs fonctions les élites seigneuriales et cléricales que le serment du test, imposé en 1763, avait écartées des postes de commande. Ce fut l'*Acte de Québec* de 1774; la suppression du serment du test, s'accompagnait du rétablissement du code civil français et d'une extension des frontières de la colonie. Cette dernière mesure visait à satisfaire également les colons anglais de la péninsule du Niagara: le nouveau territoire du Québec s'étendait maintenant vers le nord jusqu'à la Terre de Rupert, vers l'est il incluait le Labrador et vers le sud-ouest il allait jusqu'au Mississipi et à l'Ohio. Une telle extension des frontières représentait un empiètement massif sur le territoire indien prévu par la Proclamation de 1763, l'Acte de 1774 ne disant toutefois rien sur ce qu'il advenait du titre indien dont la Couronne s'était réservé le monopole. Celle-ci ayant procédé plus tard à l'extinction d'un tel titre en plusieurs points de cet empiètement de 1774, comme nous aurons l'occasion de le voir, on doit présumer qu'il subsiste encore là où de telles procédures d'extinction n'eurent pas lieu. Il faudra un jour expliquer cet incroyable silence de l'Acte de Québec.

L'année même de l'*Acte de Québec*, les insurgés du sud se réunissaient en congrès à Philadelphie. On y décida que tout serait mis en oeuvre pour rallier les sujets francophones de Sa Majesté à la cause de l'indépendance. Des émissaires aussi prestigieux que Benjamain Franklin furent chargés de venir au Québec pour plaider cette cause. Ce philosophe avait alors fort à faire, puisqu'il lui fallait par ailleurs inventer de toute pièce une formule de gouvernement susceptible d'être appliquée au départ de l'administration britannique. Ce n'était pas là une mince affaire, quand on se remémore les tiraillements entre colons anglais au XVII^{ème} siècle. Afin d'en arriver à une formule d'union des divers établissements coloniaux, Franklin se fit expliquer, par les chefs de la nation Ganienke (Mohawks),

les principes ayant permis à la Confédération iroquoise de s'établir quelques siècles auparavant. Du côté de la colonie de Québec, le journal d'un témoin de cette période nous apprend que nombre de commerçants anglais et de francophones éprouvèrent une sympathie souvent très active à l'endroit des insurgés (Ouellet, R. et J.P. Thérien, 1975). Mais il semble que les élites soutinrent la Couronne. En 1775, Montréal et Québec étaient attaqués par les *Bostonnois*. Du 11 novembre 1775 jusqu'au 18 juin 1776, Montréal fut aux mains des insurgés. La Couronne s'inquiéta alors du mécontentement des Indiens, dont plusieurs avaient été délogés de leurs territoires par l'avance des colons anglais dans le sud-ouest de la colonie de Québec. Aussi adressa-t-elle des instructions au gouverneur Carleton, pour qu'il convainque les Indiens que les mesures de protection de leurs territoires seraient renforcées. Carleton en fit aussitôt une ordonnance. Ces instructions prévoyaient que chaque peuple autochtone serait visité annuellement, afin de remettre en grande pompe divers présents et de prendre note des doléances. Le surintendant des Affaires indiennes devait surveiller attentivement le commerce des fourrures et celui de l'alcool. Ces nouvelles mesures d'encadrement devaient se financer à même les taxes sur la traite et l'exportation des fourrures.

En 1776, le congrès de Philadelphie rendait publique une déclaration unilatérale d'indépendance. L'année suivante, afin de prévenir toute action des Indiens du Bas-Canada qui irait à l'encontre des intérêts de la Couronne, Carleton émettait une nouvelle ordonnance au sujet de la traite des fourrures et des rapports entre colons et Indiens. À l'autre extrémité du continent, en 1778, le capitaine Cook était chargé de veiller à ce que les Espagnols ne s'implantent pas trop dans l'île de Vancouver. La Couronne britannique était donc en difficulté partout : ses propres colons se rebellaient contre elle, ses sujets britanniques, québécois s'en prenaient à la Compagnie de la Baie d'Hudson, les francophones risquaient à tout moment de rejoindre les insurgés, les Espagnols cherchaient à prendre pied à l'ouest, enfin les divers peuples autochtones avaient plus d'un motif de se retourner contre elle. De plus, en 1778, la France reconnaissait la nouvelle nation américaine en envoyait des troupes pour aider la jeune armée des congressistes de Philadelphie. Le retour des soldats français pouvait laisser craindre le pire de la part du bloc francophone.

Du côté autochtone, certains groupes iroquois soutinrent la Couronne ; ils étaient sous la conduite de Thayendenega (Joseph Brant), personne énigmatique,

capitaine dans l'armée britannique, dont la soeur avait épousé le surintendant loyaliste William Johnson. Quant aux chefs de la Confédération iroquoise, ils firent connaître leur décision de demeurer neutres (anonyme : 33).

1.8. Développement du Haut-Canada

Entre le Congrès de Philadelphie (1776) et la fin des hostilités anglo-américaines (1783), plusieurs loyalistes quittèrent les anciennes colonies. Quelques-uns se fixèrent en Nouvelle-Ecosse. D'autres choisirent de gagner les terres situées en bordure des treize colonies unies. Mais la plupart se dirigèrent vers la péninsule du Niagara, où se trouvait déjà une forte concentration anglaise. La concurrence intercoloniale, amorcée au début du XVII^{ème} siècle, allait maintenant se poursuivre à l'ouest des Grands Lacs. Afin d'offrir dans cette région un front commun au monopole de la Compagnie de la Baie d'Hudson, divers commerçants anglais décidèrent de s'unir. À Montréal, l'année même de la signature du traité de paix entre l'Angleterre et les États-Unis, ils formèrent la Compagnie du Nord-Ouest (CNO) et recrutèrent de nombreux francophones à titre d'employés subalternes ; ces . anciens coureurs de bois avaient appris à circuler dans le Nord-Ouest et à négocier avec les Indiens qui y vivaient. « Des huit associations entre lesquelles se partagèrent d'abord les entreprises des *pedlars*, une s'éleva rapidement au-dessus des autres : en 1779, elle prit, par l'absorption des organismes et des négociants isolés, une importance que fortifia, en 1783, sa réorganisation sous l'autorité suprême de l'écossais Simon McTavish, bientôt secondé par l'anglais du York-shire Joseph Frobisher. Ce fut le départ de la *North West Company*... » (Giraud, M., 1945 : 245).

En 1784, en guise de reconnaissance pour le soutien des Iroquois Brant et Deseronto à la Couronne britannique, celle-ci leur céda des terres situées dans la région de Grand River et dans celle de la baie de Quinté. Ces terres avaient été préalablement achetées des Indiens Mississauga, qui en avaient jadis chassé les Iroquois, après que ceux-ci se les eurent appropriées au départ des Hurons en 1649. La série des *surrenders* s'allongeait ; le *territoire des Indiens* se réduisait. Officiellement, tout était fait selon les formes prévues par les diverses proclamations et, affirmait-on, avec le consentement des Indiens eux-mêmes ! On récidiva

en 1785 au sud-est de la baie Georgienne. En 1786, les Ottawas et les Chippewas perdaient ainsi le canton d'Anderson.

Cette année-là, le gouverneur Carleton reçut des instructions au sujet des Indiens. Londres exigeait un recensement tenant compte de divers types: les anciens sujets et les nouveaux, les Indiens venus des États-Unis au cours de la dernière guerre, les Indiens alliés des États-Unis et y résidant encore, ceux qui traversaient parfois la frontière tout en continuant à recevoir des présents des Américains et à commercer avec eux. Carleton était aussi enjoint de tout faire pour encourager ces Indiens à venir habiter au Canada et à cesser tout échange avec les États-Unis.

En 1789, la révolution française éclatait. La population non autochtone des États-Unis comptait alors 4 000 000 d'habitants, dont 700 000 esclaves noirs.

La même année des navires américains et britanniques croisaient dans les eaux du Pacifique, pour s'arracher le monopole du commerce de la fourrure de loutre de mer ; jusque vers les années 1830, ce commerce jouera là-bas un rôle analogue à celui que représenta la traite du castor dans l'est (Patterson II, op. cit., 147).

En 1790, deux millions d'acres furent subtilisés aux autochtones dans la partie sud de l'actuelle province d'Ontario (*surrenders*).

En 1791, pour faciliter le développement du Haut-Canada, un acte constitutionnel créait deux administrations distinctes à l'intérieur de la colonie canadienne; la rivière Outaouais séparait les deux territoires. La même année, le gouverneur Dorchester recevait de Londres de nouvelles instructions à l'effet de permettre à tous de pratiquer la traite

des fourrures dans le Haut-Canada. Il en découla un acte autorisant non seulement la traite, mais aussi la vente d'alcool aux Indiens moyennant un passeport émis par le Gouverneur. Ce dernier pouvait toutefois restreindre cette nouvelle liberté de commerce, dans les cas où la sécurité de la colonie ou la paix publique l'exigerait.

En 1792, en vue de rectifier des erreurs survenus lors d'une remise de terres le 22 mai 1784, le titre indien était à nouveau éteint sur quelques trois millions d'acres à l'extrémité ouest du lac Ontario, entre Hamilton et Brandford. En 1793, c'était au tour des Mohawks de « céder » du territoire près de Belleville, au nord-

est du lac Ontario. En 1796, la même chose se produisait à propos des terres entourant l'actuelle ville de London, de même que celles sises au nord-est du lac Saint-Clair.

L'année 1796 marqua un certain changement dans les techniques d'administration des Indiens. Ceux du Haut-Canada cessèrent de relever officiellement du commandement militaire, cette responsabilité passant entre les mains du lieutenant gouverneur. Les raisons justifiant ce transfert de juridiction sont autant d'indices d'un tournant décisif : les Indiens n'étaient plus considérés comme des miliciens de service, et nos futures relations avec eux relèveraient du domaine civil, puisqu'elles auraient pour principal objet la cession de leur terres. On notera cependant que, dans le Bas-Canada, l'autorité militaire s'exerça sur les autochtones jusqu'en 1800. On se méfiait des francophones.

En 1798, dans le Haut-Canada, l'extinction du titre indien franchissait une nouvelle étape ; les Chippewa étaient invités à confirmer officiellement une cession des terres situées au sud-est de la baie Georgienne, cession à laquelle ils auraient déjà consenti en 1795.

Le dernier quart du XVIII^e siècle marquait donc la première phase du développement d'intérêts économiques purement canadiens. La chose avait été rendue possible par l'appropriation systématique des terres indiennes contre, dans le Haut-Canada, un prix nominal. Cette technique des *surrenders*, importée de Nouvelle-Angleterre et renvoyant à la concurrence coloniale du début du XVI^e siècle, sera ultérieurement appliquée sur une échelle encore plus vaste, afin d'assurer la base territoriale nécessaire au développement de l'État canadien. Les autochtones se verront ainsi forcés de financer, à même leurs terres, le coût d'une telle aventure. En ce qui a trait au Bas-Canada, les empiètements territoriaux sont plus difficiles à déterminer ; une curieuse pratique administrative voulait qu'aucun titre indien n'ait subsisté à la colonisation française dans l'aire confiée au gouvernement colonial par la Proclamation Royale de 1763. Aussi, les seuls cas débattus publiquement concernaient des seigneuries concédées aux Indiens par les rois de France, et sur lesquelles des communautés religieuses prétendaient avoir des droits (Lorette, Caugnawagha, etc). Toutefois, comme nous l'avons déjà suggéré, la France ne pouvait avoir éteint un titre dont elle n'avait à aucun moment reconnu l'existence. On se souviendra quelles circonstances bien particulières conduisirent les Hollandais d'abord, les Puritains ensuite, à inventer ce genre d'astuce pour

mieux agrandir leur domaine. Un tel contexte n'avait jamais prévalu dans la vallée du Saint-Laurent. D'ailleurs, ce que la Proclamation de 1763 avait réservé en exclusivité à la Couronne, c'était simplement le pouvoir d'éteindre le titre foncier indien dans le vaste territoire appelé *Indian Territory* ; pour ce qui est des autres territoires dont elle avait confié l'administration à des gouvernements coloniaux, il revenait à ces derniers d'y prévoir l'extinction du titre foncier indien. Or, ceci n'a pas été fait à l'est de la rivière Outaouais.

Des auteurs ont remarqué que la procédure d'achat de terres indiennes sises à l'intérieur des colonies, telle que définie dans les instructions aux gouverneurs Murray (1763) et Carleton (1775) « ... constitutes an explicit recognition of Indian title to those lands by the Royal Proclamation » (Cumming, P.A. & N.H. Mickenberg, op. cit., 87). Plus récemment, et de façon non équivoque, Slattery écrivait : «... the lands recognized as reserved for Indians are not confined to the Indian Country. The Proclamation acknowledges Indian rights to unceded lands in their possession wherever located in British dominions, whether in the open area or closed. In both areas unceded lands are protected by the restrictions governing purchases, settlement and land grants. What then is the difference between the two areas ? The answer lies in the degree of control exerted by the Imperial Crown. In the regions open to occupation, the relevant local authorities might proceed to purchase and patent Indian lands in the stipulated manner, without the specific approval of the British government. But in the closed sector, no Purchases could be made or patents issued until the Imperial Crown permitted it, and so the pace of colonization there was controlled directly from Britain » (Slattery, B., 1979 : 221).

Canada. Derrière l'épopée, les autochtones. (1982)

Deuxième partie

Vers la création de la Confédération canadienne (1800-1867)

[Retour à la table des matières](#)

«That which I have great affection for, I have no reason or wish to dispose of; if I did, where would I be ? The earth and myself are of one mind. The measure of our land and the measure of our bodies are the same...

Do not misunderstand me, but understand me fully with reference to my affection for the land. I never said that the land was mine to do with as I chose. The one who has the right to dispose of it is the one who created it. I claim a right to live on my land, and accord you the privilege to live on yours.»

IMMETUJALATHK, 'chef Joseph' de l'Orégon, 1876 ; cité par A. Britt, op. cit., 264.

« La jalousie que nourrit aujourd'hui la race blanche contre la race native disparaîtra quand la terre, cause des difficultés, sera mise en la possession de la première.

La province gagnera une grande augmentation de terres de valeur où pouvoir placer le courant d'immigration qui se dirige vers le pays. »

Canada, 1858.

Ce n'est sans doute pas un hasard si cette période, au cours de laquelle se développa le contexte socio-économique d'où émergera l'État fédéral canadien, fut également une des plus prolifiques en mesures administratives et législatives touchant les autochtones. Leur nombre constituant encore une dimension majeure des affaires de ce Dominion, tout sera mis en oeuvre pour en faire disparaître jusqu'à la dernière trace, dès qu'ils auront cessé d'être perçus comme un réservoir de miliciens utiles en cas d'attaques venant du sud/Le développement des intérêts canadiens passera alors nécessairement par l'appropriation des terres encore occupées par les Indiens du Haut et du Bas-Canada d'abord, des Territoires du Nord-Ouest ensuite. Le tout devra cependant se faire sans alerter l'opinion publique internationale ; les titres de lois seront des trouvailles d'euphémisme,.

Les terres du Haut-Canada étant prises à même l'*Indian Territory*, plusieurs *surrenders* y avaient déjà, dans la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle, pratiqué d'importantes brèches. Par contre, à l'est de la rivière Outaouais et au sud de la frontière de la vieille colonie de Québec, selon une certaine interprétation critiquée plus haut, le régime français aurait fait disparaître tout titre indien. Les autochtones n'avaient cependant que faire de ce genre d'imbroglio juridique. Aussi continuaient-ils, comme jadis et en accord avec leur propre tradition juridique, à s'adonner à leurs occupations sur les terres du Haut et du Bas-Canada que les colons n'avaient pas encore envahies. Dès l'instant où les intérêts canadiens exigèrent de tels envahissements, les autorités gouvernementales multiplièrent les *surrenders* dans le Haut-Canada, adoptèrent les mesures nécessaires à la rupture des rapports entre les Indiens du Bas-Canada et leurs terres, cherchèrent à enfermer les uns et les autres dans d'étroites *réserves* et y déversèrent ce que Harold Cardinal a qualifié de « gallons of white paint » (Cardinal, H., 1969: 51).

Avant de préciser les étapes de la mise en oeuvre systématique d'un ethnocide, qui ne prendra toute son ampleur qu'après 1867, il convient de rappeler les grandes lignes de l'évolution de la conjoncture internationale de 1800 à 1867, et surtout d'indiquer l'impact de cette dernière sur le développement de l'État canadien.

2.1. Conjoncture internationale et développement des intérêts canadiens.

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons vu que la création du Haut-Canada, en 1791, correspondait à des aspirations anglo-canadiennes de développement commercial vers le nord-ouest. La fourrure constituait encore, à cette époque, le nerf de l'économie. Afin de favoriser ces entreprises commerciales, le premier lieutenant gouverneur du Haut-Canada, Lord Simcoe, ainsi que quelques individus de son entourage, avaient conçu le projet de créer un territoire indien neutre entre les États-Unis et le Canada. On souhaitait soustraire cette région à l'influence de la jeune république et, ainsi, tirer profit du réservoir de fourrure qu'elle constituait. Depuis le traité de paix entre l'Angleterre et les États-Unis, des colons avaient commencé à envahir l'Ohio. Les loyalistes anglais du Canada n'ignoraient pas que les peuples indiens de cette région voyaient la chose d'un très mauvais œil. Mais la conjoncture internationale les empêcha de mettre un tel projet à exécution. En 1793, la France déclarait la guerre à l'Angleterre. La Couronne britannique, pour s'assurer de la neutralité de ses anciens sujets américains, se résolut à signer avec eux une entente qui n'avait rien d'avantageux pour le commerce du Haut-Canada ; c'est ainsi que, en 1794, un traité d'amitié fut convenu entre les États-Unis et la colonie canadienne, traité selon lequel les autochtones pouvaient circuler librement d'un pays à l'autre et transporter, sans frais de douane, le produit de leur industrie (Sampat-Mehta, R., 1972: 9).

En 1801 l'Espagne rétrocédait à la France le vaste territoire louisianais. Deux ans plus tard, réalisant sans doute l'impossibilité d'en assurer la défense et craignant de le voir tomber aux mains des Britanniques, Napoléon le vendait aux États-Unis. Il s'agissait d'un territoire dépassant de beaucoup les limites de l'actuel État américain du même nom. En l'acquérant, les États-Unis ajoutaient quelque 1 448 100 km carrés à un domaine dont le Mississippi avait jusque-là constitué la frontière occidentale. Dès 1804, à l'instigation du président Jefferson, les explorateurs américains remontaient le Missouri, s'engageaient dans les eaux de la rivière Columbia et atteignaient le Pacifique, où des navires américains étaient déjà im-

pliqués dans une concurrence avec l'Angleterre en vue de contrôler le commerce de la fourrure de loutre de mer impliquant des clients asiatiques. Depuis lors, la pression américaine sera une constante de l'histoire canadienne.

L'avance américaine dans l'Ohio, avons-nous dit, inquiétait les peuples autochtones qui y résidaient. Lors d'une rencontre tenue à Greenville, en 1807, les Shawnees, les Miamis, les Wyandots et les Kickapoos formèrent une Ligue destinée à stopper, par voie de négociation, la perte des terres aux mains des colons. Les autorités américaines demandèrent à William Henry Harrison d'y assister. Par la suite, il y eut diverses rencontres entre Harrison et les chefs indiens. Parmi ceux-ci, une personnalité prit de plus en plus d'importance ; Tecumseh était né en 1768 au village de Piqua, tout près de l'actuelle ville de Springfield (Ohio). Lors des discussions entre Harrison et Tecumseh, ce dernier insistait toujours sur la nécessité de trouver une formule permettant d'éviter tout affrontement entre Indiens et Américains, laissant entendre que si la chose s'avérait impossible, les Indiens n'hésiteraient pas à s'allier aux troupes britanniques. « ... he hated the Americans more than he dislike and distrusted the British » (Britt, A., op. cit., 149). En 1811, A Vincennes, Harrison reprocha à Tecumseh la mise sur pied de la Ligue ; « But why do you complain ? Haven't you formed a confederacy of your different fires ? We have raise no voice against that, and what right have you to prevent us doing the same ? », répondit Tecumseh (*ibid.*, 143). Finalement, le chef Shawnee se joignit aux forces britanniques, et mourut le 5 octobre 1813 à la bataille de Moraviantown (Patterson II, op. cit., 85). Lorsqu'il fut mort, « The Kentuckians scalped and flayed the dead chief and distributed his skin among them for razor strap » (Britt, A., op. cit., 150-151).

En 1812 et 1813, la pression américaine prit donc la forme d'une offensive militaire contre la Province du Canada. Le traité de Gand, signé en 1814, mit fin aux engagements militaires ; la pression américaine ne cessa pas pour autant. Les velléités d'annexion aux États-Unis réapparaîtront de façon chronique dans l'histoire canadienne. En 1867, les Américains iront jusqu'à acheter des Russes le vaste territoire alaskien. Mais, et dès la seconde décennie du XIX^{ème} siècle, les Indiens avaient cessé d'avoir une valeur militaire aux yeux des Canadiens.

Coincés entre les Américains au sud, les francophones au nord-est et le domaine exclusif de la Compagnie de la Baie d'Hudson au nord-ouest, les intérêts canadiens n'avaient d'autres débouchés que les territoires situés au-delà de la Ter-

re de Rupert, en direction des Rocheuses et du Mackenzie. Nous avons vu comment, dès la conquête anglaise, divers commerçants y avaient amorcé leurs opérations de traite et, pour mieux faire échec au drainage des fourrures vers les postes septentrionaux de la compagnie londonienne, s'étaient finalement réunis dans la compagnie dite du Nord-ouest (CNO). Ainsi, afin de lutter à armes égales contre cette rivale, qui pouvait s'appuyer confortablement sur la colonie du Saint-Laurent, la CBH suscita en 1811 la création de la colonie d'Assiniboia ; elle y parvint en vendant à Thomas Earl of Selkirk une portion de 116 000 acres, dans la région où se trouve l'actuelle ville de Winnipeg. Ce Selkirk faisait depuis quelques temps dans l'importation de familles écossaises, chassées de leurs demeures des Highlands par des *landlords* incapables de boucler leur budget. Pour éviter que ces gens n'aillent augmenter la population des États-Unis, Selkirk avait déjà tenté sans trop de succès de les diriger vers la Nouvelle-Écosse et la région des Grands Lacs. La CBH lui fit alors une offre qu'il s'empressa d'accepter. Et le 18 juillet 1817, au nom du roi George III, Selkirk éteignait le titre indien dans le territoire acquis en 1811 ; il signait un traité avec les Chippewa (Ojibwa ou Sauteux) et les Killistine (Cris). Le territoire en question s'étendait le long des rivières Rouge et Assiniboine. Le traité prévoyait un don en marchandise, d'une valeur de 100 livres, à chaque nation indienne signataire. Les colons écossais arrivèrent par le détroit d'Hudson et furent conduits jusqu'au territoire d'Assiniboia. C'est autour de cette colonie que se déroulèrent les étapes les plus importantes de la concurrence entre les deux compagnies rivales.

En 1821, après plusieurs années de luttes souvent armées, la CBH finit par absorber sa rivale, ajoutant ainsi à son domaine (la Terre de Rupert) celui que la CNO avait exploité depuis près de quarante ans. À ce moment-là, le Canada comme tel se trouvait encerclé par des intérêts étrangers : les États-Unis au sud, la CBH au nord-ouest. Dans les faits, le droit exclusif de traite de cette compagnie était devenu, du moins dans le Nord-Ouest, une véritable fiction. Dès l'ouverture de la colonie d'Assiniboia, les difficultés s'étaient multipliées avec les Métis issus de mariages entre femmes indiennes et ex-employés francophones de la CNO. Les colons écossais eux-mêmes se tournèrent souvent contre la CBH. Tous ces gens défendaient jalousement leur liberté de commerce. En 1822, le responsable de la CBH (Simpson) craignait que se développe un sentiment favorable à l'annexion aux États-Unis. En 1856, Simpson écrivait au comité de Londres que les Métis de

l'ouest (Saskatchewan) étaient devenus aussi ingouvernables que ceux de la rivière Rouge (Giraud, M., op. cit., 1090). Dans une autre lettre rédigée la même année, il affirmait que « The Company's charter, as far as exclusive right of trade goes, is almost a nullity... » (*ibid.*, 928), et ce en raison de l'esprit d'indépendance des Métis.

Les anciennes luttes entre les deux compagnies de traite, l'émergence de la nation métisse, le développement des intérêts financiers orangistes enracinés dans le Haut-Canada et, enfin, l'agitation sociale croissante dans le Bas-Canada contribuèrent à la consolidation d'un très fort sentiment *westerner*. En 1859, des intérêts haut-canadiens financèrent la publication du journal *The Nor'wester*, qui s'opposait au contrôle du territoire par la CBH et préconisait son annexion pure et simple à la Province du Canada. En 1863, *l'International Finance Association* rachetait le capital de la CBH (*ibid.*, 949). Toutes les discussions préparatoires à l'acte confédératif de 1867 feront référence à cette perspective d'annexion du territoire du Nord-Ouest et de la Terre de Rupert. Ainsi, et dès l'instant où elle était parvenue à supplanter sa rivale, la CBH se mit à décliner au profit des intérêts financiers qui avaient jadis soutenu la CNO. Quant aux nouveaux détenteurs du capital de la CBH, ils n'ignoraient pas que le gouvernement canadien convoitait leur domaine et que, ayant leurs entrées dans ce milieu, la transaction de 1863 risquait de se transformer en une très bonne affaire.

Jusqu'à présent, nous n'avons fait allusion qu'aux opérations occidentales de la CBH. Or, au moment même où elle s'y débattait encore contre sa rivale canadienne, il lui fallut intensifier ses activités dans le nord-est du pays. Sur les côtes du Labrador, depuis le début du régime anglais, une communauté religieuse protestante d'origine germanique pratiquait avec succès des activités de traite de fourrures complémentaires à son prosélytisme. En 1811, au moment même où la CBH vendait à Lord Selkirk le terrain nécessaire à la colonie d'Assiniboia, deux de ces *Moravian Brothers* exploraient l'embouchure de la rivière Koksoak au fond de la baie d'Ungava. Jugeant l'endroit propice à l'implantation d'un de ses postes de mission et de traite, la communauté entreprit des démarches en vue d'obtenir de la CBH la permission de s'y installer. L'endroit se trouvait effectivement à l'intérieur des limites de la Terre de Rupert concédée à la compagnie en 1670. Déjà en sérieuses difficultés dans l'ouest, celle-ci refusa d'ouvrir la porte à une nouvelle concurrence à l'est, d'autant plus que la Compagnie du Nord-Ouest l'y menaçait

aussi. Le comité de Londres comprit le message : si toutes les énergies restaient concentrées dans l'ouest, on finirait bien dans l'est par ne plus demander de telles permissions. Les agents de la CBH reçurent alors instruction d'explorer les moyens d'empêcher que les fourrures du Québec-Labrador ne prennent la direction soit de la côte atlantique, soit du golfe Saint-Laurent. Cette concurrence morave donna d'ailleurs lieu à une stratégie précise de la CBH. Les oblats de Marie-Immaculée dispensaient leur ministère religieux auprès des colons que, vers 1840, le développement de l'industrie canadienne du bois attirait dans la région du Saguenay. Très au fait des succès oblats auprès des Indiens et des Métis de l'ouest, la CBH résolut de les avoir de son côté dans l'est, pour éliminer la concurrence commerciale représentée par les comptoirs moraves. En plus de financer le transport, les chapelles et le logement, elle leur accorda des subventions annuelles. Conscients des calculs de la Compagnie, les Oblats n'hésitèrent pas à profiter de ses largesses, trop contents de pouvoir ainsi aller ravir à Satan les âmes des Indiens et des Inuit sur lesquelles les Moraves étendaient alors leur emprise. C'est dans ce contexte que, durant la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, les Oblats déployèrent une remarquable énergie, soutenue à tous les instants par les *Honora- bles Messieurs de la Baie d'Hudson*, pour implanter leurs missions dans le nord-est de l'actuelle Province de Québec (Savard, R., 1977: 43-45). La CBH ouvrit plusieurs comptoirs sur la rive nord du Saint-Laurent et le long de la côte atlantique. De nombreux avant-postes furent également maintenus à l'intérieur de la péninsule.

Malgré les difficultés qu'elle éprouvait ici et là, la CBH contribua néanmoins à réduire l'importance de la fourrure dans l'économie canadienne comme telle, au profit de ses actionnaires londoniens. Par ailleurs l'agriculture canadienne était en perte de vitesse. Les détenteurs de capitaux se tournaient de plus en plus vers le commerce du bois. De son côté, le Parlement britannique commençait à penser que les mesures protectionnistes à l'endroit des colonies allaient à l'encontre des intérêts qu'il représentait. Le développement de l'industrie anglaise s'accommodait beaucoup plus du libre-échange avec les autres nations productrices. Pour pallier à ses changements, le Canada systématisa ses relations commerciales avec les États-Unis. Ainsi stimulée, l'industrie canadienne du bois entraîna l'ouverture des régions marginales : Saguenay, Lac Saint-Jean, Témiscamingue, etc. Les Oblats furent de chacune de ces aventures de colonisation, partageant leurs efforts entre

les services religieux dans les camps de bûcherons et l'évangélisation des Indiens, dont les terres se trouvèrent ainsi envahies. La sédentarisation de ces groupes autochtones s'accroît.

La crise agricole, amorcée dès le début du XIX^e siècle, affectait surtout les descendants de colons français, dont la majeure partie travaillait la terre. Quant à l'élite francophone laïque, elle se sentait frustrée de ne pas avoir part aux profits du nouveau commerce du bois contrôlé par des intérêts anglophones. Cette situation ne fit qu'accroître le mécontentement maintes fois ressenti, depuis 1760, par le peuple du Bas-Canada. Dès 1815, le parti des patriotes était créé. Mais l'élite cléricale francophone s'accrochera au statu quo ; en 1813, l'évêque de Québec (Mgr Joseph Octave Plessis) avait vu augmenter le salaire que lui versaient les autorités coloniales, « ... as a testimony of the sense which His Royal Highness entertains of the loyalty and good conduct of the gentleman who now fills that situation and of the other Catholic Clergy of the Provinc » (Lettre de Earl Bathurst datée du 2 juillet 1813, dans Roy, P.G., op. cit., 95). L'affrontement s'organisa autour de la question des subsides ; les commerçants anglais du Bas-Canada craignaient de tomber sous la coupe d'une assemblée législative à majorité francophone. Le Conseil législatif représentait alors les intérêts anglo-canadiens (Ouellet, F., 1976 : 316-317). « À l'Assemblée, on voit apparaître des *partis politique*, qui servent de porte-parole aux classes et aux collectivités nationales. Le *party*, ou *anglais*, est celui des marchands coloniaux dont les plus puissants sont les magnats de la fourrure, auxquels appartient la *North West Company*. Plusieurs d'entre eux, comme Benjamin Frobisher, Richardson et Alexander Mackenzie, occupent un siège à l'Assemblée. S'ils ne constituent qu'une minorité à la Chambre basse, ils dominent, avec leurs amis, au Conseil et à l'Exécutif » (Ryerson, S.-B., 1978 : 21). Le tout résulta dans les insurrections de 1837-1838. Certains leaders francophones furent pendus, d'autres exilés. Le projet d'union entre les deux Canadas, vieux de quelques décennies, se réalisa en 1840. Il n'a toutefois satisfait personne : les francophones comprirent qu'il s'agissait d'une tentative pour diminuer leur importance numérique ; les réformistes du Haut-Canada n'y virent qu'une consolidation des intérêts financiers contre lesquels ils avaient lutté aux côtés des patriotes du Bas-Canada ; les initiateurs mêmes du projet d'union jugèrent que les francophones y jouaient encore un rôle politique trop important. Réformistes et Patriotes furent alors sérieusement tentés par le vieux rêve d'annexion

à la république des États-Unis. Quant aux *tories*, ils se remirent sans tarder à réfléchir à une nouvelle formule politique, qui répondrait beaucoup mieux aux objectifs qu'ils poursuivaient depuis le début du XIX^{ème}. L'union de toutes les colonies britanniques permettrait à la fois de neutraliser démographiquement l'élément francophone et d'étendre le marché domestique contrôlé par l'élément anglophone. L'opération *chemin de fer* était déjà en marche, et servait à la circulation des marchandises aussi bien entre les colonies qu'en direction des États-Unis. Les financiers qui s'y intéressaient souhaitaient faire porter par le trésor public une bonne partie du coût de construction ; l'extension de l'assiette fiscale, par l'union politique de toutes les colonies britanniques, permettrait de maximiser la contribution des payeurs de taxe au développement du capitalisme canadien.

C'est dans ce contexte de concurrence politique et économique, entre francophones et anglophones, héritée des anciens affrontements entre les colonies, que se trouvaient désormais placés les peuples autochtones.

2.2. Contribution forcée des autochtones au développement du capitalisme canadien et au financement de l'ethnocide qu'il impliquait.

[Retour à la table des matières](#)

Le développement des intérêts commerciaux canadiens exigeant l'appropriation des terres occupées par les autochtones, la tâche confiée à l'administration des Affaires indiennes sera d'en garantir sans heurt le transfert définitif. « Aussi des chartes furent-elles accordées à la Canada Company (1825) et à la British American Land Company, dans le Haut et le Bas-Canada, qui se partagèrent environ trois millions d'acres de terres. Ces institutions, considérées comme des formes *d'aide à l'immigration*, gonflèrent le portefeuille des spéculateurs et maintinrent le prix des terres à un niveau élevé, de sorte qu'une partie des immigrants, incapables d'acquérir des terres, constituèrent une main d'oeuvre disponible » (Ryerson, S.-B., 1978 : 28). L'opération exigera une surveillance de tous les instants et un ensemble de mesures destinées à effacer toutes traces des langues, des religions, des modes de vie et des organisations sociales des peuples autochtones. Dans la

première moitié du XIX^{ème} siècle, le souci principal de l'administration gouvernementale sera de diminuer le coût d'un tel investissement. Par ailleurs, l'application de ces mesures coloniales sera sérieusement compromise dans le Bas-Canada, en raison de l'importance prise par la concurrence entre francophones et anglophones.

Nous prendrons d'abord la mesure de l'érosion de l'espace vital des Indiens durant cette période allant de 1800 à 1867. Nous examinerons ensuite les conséquences d'un tel processus de dépossession sur le fonctionnement de la machine administrative elle-même, de même que sur les opérations coloniales auxquelles elle s'est adonnée en vue de servir les intérêts économiques représentés au gouvernement canadien. Nous terminerons par un examen du statut légal dans lequel il a fallu enfermer les personnes indiennes, pour mener à bonne fin l'ethnocide nécessaire à l'édification du capitalisme canadien.

2.2.1. Dépossession territoriale.

[Retour à la table des matières](#)

Il est évidemment plus facile de suivre le processus à l'ouest qu'à l'est de la rivière Outaouais. La dépossession y fut soumise à des règles de procédure qui laissèrent des traces. Pour ce qui est du Bas-Canada, il est beaucoup plus difficile de préciser les étapes et l'étendue du phénomène ; seule la chronologie des créations de *réserves*, nécessitées par les empiètements blancs à l'occasion de l'ouverture des régions marginales, permet de saisir très approximativement les grandes lignes de la dépossession territoriale.

Dans le Haut-Canada, comme nous l'avons souligné antérieurement, la conquête anglaise avait donné lieu à un flot d'immigrants venant de Grande-Bretagne, ce qui avait obligé la Couronne à obtenir des Indiens quelques cessions de territoire. Le même phénomène s'était reproduit quelques quinze ans plus tard, pour faire place aux Loyalistes fuyant la révolution américaine. Durant la première moitié du XIX^{ème} siècle, le processus prendra des proportions gigantesques. Aux quelques 5 000 000 d'acres ainsi acquis avant le début du siècle, il faut en ajouter quelques 10 000 000 cédés à la couronne entre 1805 et 1836 « ... pour une somme nominale, ... quelquefois pour des marchandises, quelquefois pour une

annuité qui n'avait aucun rapport avec la valeur de la terre » (Canada, 1858). Ces *surrenders* éteignirent le titre indien dans toute la partie sud du Haut-Canada, entre les lacs Huron, Érié et Ontario. Au cours du mois de septembre 1850, deux traités (c'est ainsi qu'on commence alors à désigner les cessions territoriales) achèveront de libérer le Haut-Canada de tout titre indien ; les traités dits *Robinson Huron* et *Robinson Supérieur* garantissaient la mainmise des envahisseurs sur un territoire dont la superficie correspondait à un peu près à celle couverte par la totalité des *surrenders* antérieurs (cf. carte p. 68). De cette façon, entre 1760 et 1860 dans le Haut-Canada seulement, près de 30 000 000 d'acres littéralement volés aux autochtones étaient tombés aux mains des autorités gouvernementales canadiennes, qui se chargeraient de les mettre au service des intérêts financiers qu'elles représentaient⁷. Si on tient compte du fait que, en 1863, l'acre se vendait entre .80 et \$1.00 dans le Haut-Canada (Canada, 1863 : 8), cette acquisition permettait d'escompter des profits de l'ordre de \$24 000 000 à \$30 000 000 en valeur de l'époque.

Dans le Bas-Canada, le processus de dépossession avait commencé sous le régime colonial français ; le territoire de la Nouvelle-France était la possession exclusive de la Couronne, qui n'avait jamais eu à reconnaître l'existence d'un titre foncier indien. Sous le régime français, quelques réserves avaient été créées. Dans la plupart des cas, il s'agissait de terres accordées à des Indiens venus d'ailleurs : Hurons chassés de la région des Grands Lacs, Abénakis venus de la Nouvelle-Angleterre, etc. L'article XI de l'Acte de Capitulation de Montréal (1760) reconnut l'existence de ces terres indiennes. Au XIX^e siècle, le développement du commerce du bois exigea l'envahissement de l'arrière-pays. Ce mouvement provoqua la création de réserves, qui constituent autant d'indices spatio-temporels de la dépossession. En 1851, une loi prévoyait que 230 000 acres de terrains seraient réservés, dans le Bas-Canada, à l'intention des Indiens (14-15 Victoria, chapitre 106). L'année 1853 vit apparaître plusieurs de ces réserves. Au Saguenay, celles de Manicouagan et de Roquemont (ou Rocmont)⁸. Plus au nord, au lac Saint-

⁷ La frontière sud-est du traité Robinson Huron n'ayant pas été fixée à la satisfaction de tous, le gouvernement canadien devra, en 1923, signer le traité William avec les Indiens Chippewas. La même année, plus au sud, le gouvernement régularisera une autre situation aussi embrouillée (cf. carte p. 68).

⁸ La première sera déplacée, en 1861, sur le territoire de l'actuelle réserve de Bersimis, tandis que la seconde sera vendue, en 1904, par le gouvernement.

Jean, trois autres réserves voyaient le jour : Métabetchouan (ou Wetabetchouan), Peribonka (Ouatchouan) et Crespieul⁹. Plus à l'ouest, dans le Haut Saint-Maurice, les *réserves* de Weymontachingue et de Coucoucache (Coucouche) furent également ouverte en 1853¹⁰, tout comme celle de Coleraine dans le district de Mégantic¹¹. C'est également en 1853 que fut établie la réserve de Maniwaki, pour servir de nouveau village aux Indiens des Deux-Montagnes, de même que celle de Témiscamingue. La même année, les Indiens d'Oka et de Caughnawaga recevaient 18 500 acres de terres dans le canton de Doncaster, à 10 milles au nord de Sainte-Agathe, et les Abénakis de Bécancourt se voyaient octroyés 14 000 acres aux environs de La Tuque¹². Au sud-est du Québec, la même année, s'ouvrait la *réserve* de Restigouche. Toutes ces réserves découlaient de la loi de 1851 (14-15 Victoria, chapitre 106). Il est toutefois difficile de mesurer l'envers de ces concessions de terres, savoir celles en échange desquelles elles étaient accordées. On peut toutefois risquer le chiffre de 5 10 000 000 d'acres¹³.

Ainsi, de 1760 à 1860, les autochtones des deux Canadas auraient été déposés d'environ 40 000 000 d'acres de terres, parfois sans compensation, parfois en échange d'«... une annuité qui n'avait aucun rapport avec la valeur de la terre ». Il faudra s'en souvenir, quand nous prendrons connaissance des propos larmoyants au sujet du sentiment déplorable de dépendance des Indiens, tenus de façon chronique par divers groupes de commissaires chargés d'étudier la situation de ces peuples. De plus, à la lumière de cette contribution aussi massive que forcée à l'édification du Canada, il est ironique d'entendre les Euro-Canadiens se plaindre périodiquement d'avoir à supporter financièrement la population autochtone.

⁹ Trois ans plus tard, la première sera transportée à Pointe Bleue et la seconde disparaîtra tout simplement. La troisième subira le même sort que la seconde en 1911.

¹⁰ Coucoucache (Coucouche) sera fermée en 1937, au moment des inondations occasionnée par des aménagements hydro-électriques.

¹¹ Coleraine sera fermée en 1901.

¹² Il semble qu'elle n'a jamais été habitée.

¹³ En 1863, dans le Bas-Canada, l'acre de terre était offerte aux immigrants à un prix se situant autour de .50 cents (Canada, 1863 : 14-18) les profits escomptés étaient donc de l'ordre de \$5 000 000.

Carte no 2 :

Extinction du titre indien avant 1867.

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons vu comment *traités* et *réserves* résultèrent de l'entreprise de dé-possession territoriale. Comme ces deux techniques coloniales seront reprises, de 1867 jusqu'à nos jours, il convient d'en préciser l'origine et la nature.

Avant la signature des deux traités Robinson (Huron et Supérieur), les *surrenders* variaient quant aux compensations prévues pour les signataires autochtones. Dans certains cas, le groupe indien recevait une compensation globale en articles ou en argent ; parfois étaient prévus des paiements annuels à perpétuité à chaque membre du groupe en articles ou en argent. Au surplus, ce ne sont pas tous les *surrenders* qui accordaient des *réserves* en échange des terres cédées. Avec les

traités Robinson (1850), ces pratiques s'uniformisèrent et constituèrent un modèle dont on s'inspirera, après 1867, pour préparer les grands traités de l'Ouest. Les traités Robinson furent signés lors de grandes assemblées publiques, conformément au protocole prévu par la Proclamation Royale de 1763. Le paiement prit la forme d'annuités individuelles, le montant accordé au chef et à ses conseillers étant supérieur à celui prévu pour les autres membres du groupe. Les traités Robinson prévoyaient également la création de *réserves* devant être consacrées à l'agriculture. Ils accordaient aux Indiens un droit d'usufruit sur les terres qu'ils cédaient, tant et aussi longtemps qu'elles ne seraient pas requises à des fins de colonisation. Enfin, les traités Robinson comportaient une clause étonnante, dont on retrouvera l'équivalent dans la plupart des traités numérotés de la Confédération, de même que dans la Convention de la Baie James (1977): les Indiens y cédaient non seulement les terres couvertes par le traité signé, mais «... all unconceded lands within the limits of Canada West to which they have any just claims».

En ce qui a trait aux *réserves*, nous avons vu qu'elles étaient d'origines diverses : certaines virent automatiquement le jour à l'occasion de *surrenders* et de traités, d'autres résultèrent de législation, d'autres enfin étaient des villages indiens mis en place par l'administration coloniale française. Mais, dans tous ces cas, l'apparition de la *réserve* coïncide avec une dépossession territoriale et le désir d'avoir sous la main des peuples dont on prévoyait accélérer la dépossession culturelle.

2.2.2. Administration coloniale

[Retour à la table des matières](#)

Il va sans dire que la dépossession territoriale massive, dont nous avons tenté une évaluation approximative (40 000 000 d'acres), exigeait un encadrement administratif chargé de prévenir les conséquences du mécontentement des peuples ainsi arrachés à leurs terres, ou du moins en instance de l'être au moment de l'arrivée des colons prévus. Néanmoins, le coût d'un tel encadrement représentait un bon investissement dans le développement des intérêts financiers liés à la classe politique dirigeante. Comme ces intérêts divergeaient de plus en plus de ceux qui étaient représentés au Parlement de Londres, ce dernier ne tarda pas à manifester son agacement au sujet de l'octroi impérial ayant jusque-là servi à étancher les

dépenses entraînées par l'administration des Indiens (annuités, fonctionnaires, etc). Cette question financière est à la base de toute l'aventure coloniale canadienne, bien qu'on l'ait constamment dissimulée sous les euphémismes les plus généreux. Les diverses mesures administratives et législatives furent toujours conçues dans la perspective d'une réduction des dépenses à plus ou moins long terme.

En 1816, en raison de certaines inquiétudes concernant les intentions des peuples autochtones, l'administration des Affaires indiennes était revenue aux mains des autorités militaires. On se souvient que cette tâche avait été confiée au pouvoir civil en 1796 dans le Haut-Canada, en 1800 dans le Bas-Canada. On peut penser que les craintes de 1816 étaient beaucoup plus reliées à la dépossession territoriale, puisque la menace américaine n'existait plus. Dès 1820, la Couronne britannique commença à s'inquiéter du montant des dépenses militaires dans les colonies. En 1822, le comte Bathurst, secrétaire aux colonies, souhaitait la réduction des effectifs du *département des Sauvages* en vue de sa complète abolition (Canada, 1845). Ouvrons une parenthèse : cet objectif d'abolition sera formulé de façon chronique jusqu'à nos jours ; 147 ans après Bathurst, le gouvernement canadien annoncera la fermeture du ministère des Affaires indiennes (Canada 1969). Pour les mêmes raisons qui motivaient le secrétaire aux Colonies en 1822, le ministre Chrétien envisageait alors de se libérer d'une telle charge de la même façon que le comte Bathurst : en la confiant à un palier inférieur de gouvernement. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette tendance séculaire du dossier autochtone, dont la permanence même devrait condamner la compétence de ceux qui la perpétuent. Contentons-nous pour l'instant d'en explorer l'origine. En 1827, le successeur de Bathurst, Le vicomte Goderich, revenait sur la question (Canada, 1845). Du côté canadien, en raison de la rentabilité des dépenses encourues par l'administration des Indiens, on chercha à retarder le plus possible le retrait de l'octroi impérial. C'est ce qui ressort de la réponse que fit Lord Dalhousie à la requête de Bathurst. « J'ai l'honneur, lui écrivait-il en 1822, de faire rapport que la nature particulière et l'existence même de ce Département, ne permet pas qu'il soit introduit une diminution bien grande dans les dépenses. Une vieille coutume a fait croire aux Sauvages qu'ils avaient des droits à la bonté de leur Père puissant, comme ils appellent Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne, et si on diminue ou cesse d'accorder cette faveur, on sera considéré comme manquant à la bonne foi, crime injustifiable à leurs yeux, et qui sera assurément suivi de conséquences qu'il

faudrait éviter » (Ibid.). En 1827, la même réponse fut servie à la requête de Goderich. En raison de son rang de commandant des forces armées, Dalhousie avait alors le titre de surintendant de l'administration des Indiens. Conscient du rôle majeur que celle-ci serait appelée à jouer dans le développement économique canadien, il s'opposait à toute velléité d'abolition, voire de réduction de son département (Ibid.). Par ailleurs, afin de ne pas grever le budget canadien, il n'hésitait pas à brandir devant la Couronne britannique la menace d'une révolte indienne.

En 1828, le gouverneur Dalhousie remit au secrétaire aux Colonies un mémoire rédigé par un certain major Darling. Cet ouvrage définissait les grandes lignes de la vocation du département : *l'instruction* et la *civilisation* des Indiens (ibid.) Cette façon de formuler la raison d'être de l'administration répondait à divers intérêts : les fonctionnaires y trouvaient une sécurité d'emploi ; le gouvernement conservait l'outil dont il avait besoin pour maintenir l'ordre dans les populations indiennes ; l'opération obtenait le support d'un courant humanitaire britannique, auquel étaient associés les noms de Wilberforce et de Shaftesbury (Stanley, G.F.G., 1952 : 19). Toutefois, pour le gouvernement, cet euphémisme ne devait servir qu'à prévoir un délai, durant lequel les montants accordés seraient consacrés à faire disparaître les raisons qui les justifiaient encore.

Pour calmer l'impatience des parlementaires londoniens, le mémoire Darling suggérait de remplacer les rentes annuelles, jusque-là distribuées aux Indiens, par des animaux domestiques et des instruments aratoires (Canada, 1845). Ces redevances, ne l'oublions pas, représentaient des compensations pour les millions d'acres de terre cédés par les Indiens. Les animaux domestiques et les instruments aratoires avaient pour but de fixer définitivement ceux-ci dans les *réserves*, afin de les empêcher de continuer à occuper les territoires cédés, et d'accélérer la disparition de toutes caractéristiques socioculturelles permettant de parler d'identité indienne. Ces buts étant atteints, le département des Affaires indiennes pourrait disparaître, de même que les dépenses gouvernementales qu'il occasionnait. En commuant ainsi les redevances en instruments d'assimilation, on obligeait les Indiens eux-mêmes à financer non seulement les dépenses encourues pour les arracher à leurs terres, mais celles qui visaient précisément à les faire disparaître de la scène.

Le plan Darling plut beaucoup à Sir G. Murray. Aussi s'empressa-t-il de demander qu'on lui fasse rapport quant aux mesures « ... nécessaires pour l'instruc-

tion morale et religieuse des Sauvages, - jusqu'à quel point les travaux des missionnaires avaient été utiles et avantageux, - si ces missionnaires avaient besoin d'assistance, - et si les mesures qui avaient été adoptées jusqu'à ce jour pour la protection des terres et des propriétés auxquelles les Sauvages avaient droit, avaient été efficaces » (*ibid.*). En réponse à cette requête du secrétaire aux Colonies, l'administrateur du Bas-Canada (Sir J. Kempt) lui écrivit « ... que les moyens les plus efficaces pour améliorer la condition des Sauvages, promouvoir leur éducation religieuse et civile, et décharger éventuellement le Gouvernement de Sa Majesté des dépenses du département des Sauvages, sont... » (*ibid.*) ; suivent diverses recommandations, dont les trois suivantes furent agréées par Londres : « It. De réunir les Sauvages en bourgades et de les établir dans des villages, en leur donnant une étendue de terre suffisante pour la culture et pour leur subsistance. 2t. D'établir des dispositions pour leur avancement religieux, leur éducation, leur instruction agricole, suivant que les circonstances pourront l'exiger de temps à autre. 3t. De leur donner l'assistance nécessaire pour construire leurs maisons, - leur fournir des rations et des grains de semence et des instruments d'agriculture, - et commuer chaque fois que cela sera praticable, une partie de leurs présents pour les articles dont il est parlé plus haut » (*ibid.*).

À l'époque, dans les discussions touchant au sort devant être réservé aux Indiens, deux tendances se dégageaient : les laisser sombrer dans un état alors défini comme primitif et sauvage, ou les aider à en sortir afin de les hisser à un niveau supérieur de civilisation. Chez ceux qui favorisaient plutôt la seconde hypothèse de travail, il y avait mésentente quant aux moyens les plus efficaces d'y parvenir : les installer parmi les colons, afin de les civiliser par contagion, ou plutôt les isoler dans des villages spéciaux pour les confier aux soins intensifs des missionnaires, des instituteurs et des agents de l'administration coloniale. Comme le démontrent les suggestions acceptées par Londres, il fut retenu qu'il ne fallait pas désespérer de les voir un jour atteindre un degré convenable de civilisation, à la condition d'opter pour la technique de la *quarantaine* et des *soins intensifs*. Toutefois, en 1850, évaluant l'échec de ses politiques, le département des Affaires indiennes sera tenté par la technique de la *civilisation par contagion*. Les commissaires du gouvernement, nommés en 1856 pour enquêter sur ses politiques en la matière, suggéreront d'employer l'une ou l'autre technique selon les cas. En ce qui a trait à l'aptitude des Indiens à sortir un jour de la barbarie, malgré quelques notes parfois

discordantes, il n'a jamais été sérieusement question de la contester. N'était-ce pas la seule option justifiant que tout soit mis en oeuvre, afin d'empêcher leur éventuel retour sur les terres volées, avec tout ce que cela aurait pu entraîner de heurts avec les colons ? N'était-ce pas également la meilleure façon de travestir un ethnocide en oeuvre de bienfaisance ? Il s'agissait d'ailleurs d'une opération à court ou à moyen terme. Et dans la perspective d'une diminution ou d'une éventuelle abolition de l'octroi impérial, un ensemble de mesures administratives et législatives devaient faire porter par les Indiens eux-mêmes le coût d'un ethnocide déguisé dont ils devaient être les victimes.

Une entente intervint entre le gouvernement canadien et le secrétariat aux colonies: contre la promesse des Canadiens de réduire les dépenses en ce domaine, Londres accepta de maintenir son octroi, en le limitant cependant à 20 000 livres, dont 12 000 étaient destinées à couvrir les présents aux Indiens ; 8 000 livres devaient suffire pour les salaires des fonctionnaires et les dépenses d'équipement. L'entente était assortie d'une promesse de mise en oeuvre de mesures conduisant à l'abolition du département. C'est pour donner suite à un tel *gentleman agreement* que Sir Fr. Murray, en 1830, ordonna de «... placer les Sauvages sous le contrôle et la direction des Gouverneurs civils dans les deux Provinces, au lieu de les laisser au soin des autorités militaires » (*ibid.*). Au sujet de ce changement, Murray écrivait : « Il me semble que dans la marche que l'on a suivie jusqu'à présent dans nos relations avec ces peuplades, on a eu plus en vue des avantages qu'on pourrait retirer de leur amitié, en temps de guerre ; que le projet bien décidé de les retirer graduellement de leur état de barbarie, et d'introduire parmi eux des moeurs paisibles, l'industrie et la civilisation » (*ibid.*). La réalité, c'est que la guerre était terminée. Pour justifier leur dépossession, tout autant que pour envisager l'arrêt des dépenses administratives, il importait de dépeindre les autochtones comme un ramassis d'abrutis. Et pour neutraliser les courants philanthropiques européens s'inquiétant du sort infligé aux autochtones, il suffisait de se présenter comme des agents s'efforçant de les faire accéder aux bienfaits de la civilisation.

Suite à cette décision du secrétaire aux Colonies, l'administration des Indiens du Haut-Canada passa aux mains du lieutenant gouverneur ; plusieurs artisans et instituteurs à l'emploi du département furent alors remerciés de leurs services. Pour ce qui est du Bas-Canada, l'administration demeura sous le contrôle du secrétaire aux Affaires militaires. Les commissaires de 1844 constatèrent que « ...

l'état peu rassurant des affaires politiques de la Province ont retardé l'adoption de tout arrangement systématique pour mettre à effet, dans toute leur plénitude, les intentions bienveillantes du Gouvernement Britannique » (*ibid.*). Durant l'automne de 1838, lord Durham avait reçu l'ordre d'appliquer dans le Bas-Canada des mesures conformes à la nouvelle approche gouvernementale. Il en avait cependant plein les bras d'avoir à *pacifier* et à *civiliser* une autre tribu ! Ce furent les événements de 1837-1838, et l'ensemble du contexte dans lequel ils se développèrent, « ... qui ont entravé la mise à effet de ces instructions, et qui ont été cause qu'il n'a été adopté aucune mesure jusqu'à ce jour, pour améliorer la condition des Sauvages dans cette partie de la Province Unie » (*ibid.*).

En 1835, un comité spécial de la Chambre des Communes de Grande-Bretagne avait scruté les dépenses militaires aux colonies et en était arrivé à la conclusion « ... que le Département des Sauvages peut être réduit de beaucoup, sinon entièrement aboli ; et en conséquence, il appelle l'attention de la chambre sur ce sujet, et sur l'article des présents annuellement distribués aux Sauvages ; et aussi sur la question de savoir, si l'on ne pourrait pas prendre quelque moyen de discontinuer cette distribution à l'avenir, ou donner de l'argent à la place de ces présents » (*ibid.*). Les Communes de Londres revenaient donc à la charge ; l'octroi impérial ne servait qu'aux intérêts canadiens. En 1839, le gouverneur général mettait sur pieds une commission afin d'enquêter sur l'organisation et les politiques du département. Les trois commissaires (R.S. Jameson, J.B. McCaulay et W. Hepburn) remirent leur rapport en 1840. Leurs recommandations furent toutefois sans lendemain, en raison du manque de fonds et de la situation politique générale au Canada.

De 1829 à 1840, différents *Actes* et *Ordonnances* avaient été ratifiés par les autorités du Haut et du Bas-Canada. Bien que ces mesures aient eu fort peu d'impact, en raison de l'instabilité politique et des faibles moyens consacrés à leur mise en vigueur, il est important d'en mentionner certains aspects significatifs. Si elles concernaient les Indiens, ces mesures ne leur étaient pas directement adressées ; elles interdisaient plutôt aux blancs (colons et commerçants) de commercer avec les Indiens, de leur faciliter l'accès à l'alcool, d'occuper et d'exploiter leurs terres. Des lois touchant au commerce virent le jour dans les deux administrations, mais c'est dans le Haut-Canada que l'empiètement des terres réservées semble avoir été plus importante. Dans cette partie du Canada, en effet, plusieurs *réserves*

se trouvaient sur d'excellentes terres, ou encore en des lieux où la pêche s'avérait très productive. Se voyant confinés à des territoires restreints, les Indiens les avaient choisis avec précaution. Les colons blancs ne tardèrent pas à s'en rendre compte. Dès 1829, les Mississaugas de la rivière Crédit se plaignirent de l'exploitation de leur *réserve* par des pêcheurs blancs. Les autorités du Haut-Canada firent donc voter une loi réaffirmant les droits exclusifs de chasse et de pêche des Mississaugas. Cette loi visait à calmer les inquiétudes des Indiens, en confirmant leurs droits et en accordant aux chefs le pouvoir de déterminer qui pouvait en être bénéficiaire ; cependant, du même coup, on restreignait la portée des droits ainsi confirmés, en limitant à quatre ans la durée d'une telle mesure et en précisant qu'elle ne devait pas entraver le droit de passage de chemin public à travers la *réserve*. Bien que l'occupation et l'exploitation des terres réservées aux Indiens aient toujours été interdites aux colons (Proclamation Royale de 1763, Plan for the futur management, Ordonnance de 1777, etc.), les empiètements se multiplièrent. Deux lois tentèrent de renforcer ces interdictions : l'une en 1839 pour le Haut-Canada (2 Victoria, chapitre 15), l'autre en 1840 pour le Bas-Canada (3-4 Victoria, chapitre 44). Enfin, concernant les lois votées avant 1840, deux points sont à retenir : 1) elles ne définissaient pas encore l'identité légale indienne, la seule précision à ce chapitre tenant dans la distinction entre *alliés des Anglais* et *alliés des Américains*. En ce qui a trait à la définition des terres indiennes, elle semblait alors se ramener aux terres de la couronne accordées aux Indiens ; 2) bien que ceux-ci aient eu à subir divers préjudices en raison d'occupations et d'exploitations illégales de leurs terres par des colons, les amendes étaient payées en totalité ou en partie au gouvernement, mais parfois une partie de l'amende revenait au dénonciateur. À ce chapitre, la loi de 1839 (Haut-Canada) prévoyait que les amendes pouvaient être utilisées aux bénéfices des Indiens, de la manière prescrite par le lieutenant gouverneur et approuvée par le Conseil exécutif,

La situation politique générale aboutit, en 1840, à l'union du Haut et du Bas-Canada. L'Acte *d'Union* ne fit cependant aucune mention du dossier indien. Les observateurs parlent d'omission. Les hommes politiques de l'époque pouvaient-ils avoir alors été si obnubilés par le conflit anglo-français, qu'ils en oublièrent les Indiens ? L'hypothèse est difficile à soutenir. Peut-être souhaitait-on profiter de ce changement constitutionnel, pour en arriver à ce que tant de monde souhaitaient depuis quelques décennies : abolir ce secteur de l'administration ? En plus de ré-

gler le sort des francophones, l'*Acte d'Union* mettrait ainsi un terme aux tergiversations concernant celui des Indiens. Les Commissaires de 1856 écriront : « Nous appelons l'attention sur une omission qui a lieu à l'époque de l'union des provinces. Le département des Sauvages n'a pas été porté sur la liste civile, quand l'Acte d'Union a été passé, et nulle disposition n'a été établie dans cet acte relativement aux annuités des tribus indigènes » (Canada, 1858). Quoiqu'il en soit du sens d'une telle omission, il est évident que le problème indien, pas plus que celui des francophones, ne pouvait être réglé par l'*Acte d'Union* de 1840. Concernant les Indiens, deux importantes commissions d'enquête devaient voir le jour ; l'une en 1842, l'autre en 1856. Leurs retombées administratives et législatives consolideront la pratique coloniale dont héritera le Parlement canadien en 1867.

C'est le 10 octobre 1842 que fut créée la commission connue sous le nom de *Commission Bagot*, du nom du gouverneur général de l'époque. Les trois commissaires choisis (R.W. Rawson, J. Davidson et W. Hepburn) furent chargés de s'« enquerir de l'emploi de l'allocation annuelle faite par le Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande en faveur des Sauvages en cette Province, et des autres matières relatives aux affaires des Sauvages résidant en Canada ou le visitant, qui sont déjà venues à la connaissance, ou que vous croirez devoir mettre sous les yeux du Gouvernement Provincial, - Vous enjoignant de me faire rapport sur les dites matières, et si vous croyez que l'on doive introduire quelque changement dans la manière de conduire et de diriger les affaires du Département des Sauvages, ou l'emploi des fonds placés à sa disposition... » (Canada, 1845).

Les commissaires travaillèrent à partir, entre autres dossiers, des réponses aux questionnaires envoyés aux surintendants, aux agents et aux missionnaires. Les informations demandées étaient : 1) l'état des Indiens concernant leurs coutumes, leurs religions, leurs progrès en agriculture, leurs aptitudes à exercer les droits du citoyen ; 2) leur degré d'attachement à leur ancien mode de vie ; 3) leur nombre, leur fécondité et leur état de santé ; 4) l'existence de Métis, les mariages inter-ethniques, les relations blancs-indiens en général. À travers les travaux de la Commission Bagot, il est clair que les Indiens ne sont plus envisagés, comme jadis, dans une perspective Canada-USA ; ce sont les rapports blancs-indiens qui prennent de l'importance. Dans ce contexte, les autorités gouvernementales commencèrent à prêter une attention particulière à toute la question du métissage ;

celle-ci deviendra un outil privilégié de l'administration coloniale. À condition qu'on cesse de le ou la considérer comme un ou une autochtone, le métis ou la métisse représentait un bon pas vers la disparition du groupe indien. La distinction *statut /sans statut* n'est plus loin.

Le rapport de la Commission Bagot commença à être déposé en 1844. Il comportait trois sections : 1) une rétrospective des relations entre le gouvernement et les Indiens ; 2) un aperçu général de la situation des groupes indiens ; 3) une analyse de l'état dans lequel se trouvait alors l'administration des Indiens, accompagnée de quelques recommandations en vue d'améliorer le système. Les commissaires formulèrent dix recommandations générales, et diverses recommandations particulières touchant les *présents*, les *réserves*, les *rentes viagères* et le *département* lui-même. Les recommandations générales furent les suivantes :

- 1) « Aussi longtemps qu'elles auront besoin de la protection et des conseils du Gouvernement, les tribus Sauvages devraient être sous le contrôle immédiat du Représentant de la Couronne dans la Province, et non sous celui des Autorités Provinciales.
- 2) Il devrait être adopté des mesures pour introduire et répandre la religion chrétienne parmi tous les Sauvages résidants dans la Province, et pour les former en établissements.
- 3) Les efforts du Gouvernement devraient être dirigés vers l'éducation des jeunes Sauvages, et vers l'affranchissement pour ceux qui sont plus âgés de ces sentiments et de ces habitudes de dépendance dont ils sont esclaves.
- 4) À cette fin l'on, devrait établir des Écoles ; chaque Établissement aurait à soutenir ses missionnaires et ses Instituteurs, et ils devraient être surveillés avec soin.
- 5) Outre les Écoles Élémentaires, on devrait établir autant d'Écoles de Travail Manuel, ou d'Industrie que pourront le permettre les fonds appropriés à cette fin.
- 6) Que l'on devrait solliciter la coopération des diverses Sociétés religieuses dont les travaux ont déjà été couronnés de tant de succès parmi les

Sauvages pour mettre à exécution les mesures du Gouvernement, surtout parmi les Tribus qui n'appartiennent point à l'Eglise d'Angleterre.

- 7) Qu'il devrait être pris des mesures pour établir des Écoles parmi les Sauvages du Bas-Canada, et pour faire cesser l'opposition que les Missionnaires ont faite, et qui jusqu'ici a eu l'effet d'en empêcher le fonctionnement dans cette partie de la Province.
- 8) Que l'on devrait adopter toutes les mesures pour familiariser les Sauvages adultes avec l'administration des propriétés, l'emploi de l'argent, et l'exercice des fonctions, que parmi eux ils sont qualifiés à remplir, tels que gardes-forêts, conducteurs ¹⁴ ou autres exploits ordinaires dans les townships.
- 9) Que l'on emploie autant que possible les Sauvages à la construction des bâtisses et à l'accomplissement des choses qui sont à leur avantage, et dans le même but, on décontenance parmi eux l'emploi des entrepreneurs ou ouvriers dissipés ou qui ont une mauvaise conduite.
- 10) Qu'il soit établi parmi eux des institutions qui sont de nature à leur apprendre l'économie, telles que les Banques d'Épargne » (Canada, 1847).

Pour bien comprendre le sens de ces recommandations, il faut se souvenir que, au moment où elles furent formulées, des millions d'acres avaient été arrachés aux Indiens du Haut-Canada et qu'on s'apprêtait à en faire autant dans le Bas-Canada. Le souci majeur des auteurs du rapport Bagot en était un d'efficacité et d'économie. Ceci apparaît encore mieux dans les recommandations particulières.

Au chapitre des présents, il était pour la première fois mention de listes d'enregistrement des Indiens. Pour assurer la diminution progressive des frais encourus par ces distributions de présents, il était proposé qu'on n'inscrive pas sur ces listes les noms de ceux qui naîtraient après la tenue du recensement. Pour comprimer encore plus les dépenses, on suggérait que les enfants admis aux écoles bientôt

---

¹⁴ En français québécois, il faudrait lire *draveurs* ; employés par les compagnies de coupe de bois, les draveurs voyaient à ce que les billots flottant sur les rivières, au printemps, se rendent jusqu'aux moulins à scie.

mises sur pied devraient renoncer eux aussi aux présents, de même que les Indiennes vivant avec des blancs, qu'elles soient ou non mariées. Quant aux présents eux-mêmes, et afin qu'ils contribuent aux objectifs du ministère, on proposait d'en changer progressivement la nature ; les fusils et les munitions devraient peu à peu être remplacés par des « ... grains de semence, ustensiles d'agriculture, etc. » (*ibid.*).

En ce qui a trait aux *réserves*, les commissaires recommandaient l'enregistrement des titres auprès du législateur et la nomination d'un officier « ... pour s'enquérir et faire rapport sur la nature et l'étendue des biens possédés par les diverses tribus de Sauvages dans le Canada » (*ibid.*). *Il* s'agissait de fournir au département les moyens d'exercer un contrôle efficace sur la tenure des terres et l'administration des *réserves*, afin de lui laisser la possibilité, le temps venu, de mettre fin à l'existence des unes et des autres ; c'est ce qui permettra au département de louer ou même de vendre des portions de *réserves*, voire même des *réserves* entières, quand il jugera qu'il y va de l'intérêt des Indiens.

Au sujet du *fonctionnement du département* lui-même, il était recommandé que ce dernier soit confié aux bons soins du Secrétariat civil, « ... afin qu'elles (les affaires indiennes) soient sous le contrôle le plus immédiat du Gouverneur Général » (*ibid.*). Les Commissaires proposaient aussi la subdivision du territoire en trois districts, la nomination d'un commis en chef, d'un comptable, de trois visiteurs (un par district), de missionnaires et d'instituteurs dans chaque *réserve*.

Le 30 juillet 1846, avant même qu'on ait le temps de songer à la mise en application de ces diverses recommandations, le secrétaire aux Colonies britanniques revenait sur la question de l'arrêt du paiement des annuités couvertes par l'octroi impérial. L'Assemblée législative réagit en demandant à la Couronne de calmer ses Communes et «... de vouloir bien intervenir et empêcher qu'on ne discontinuât la distribution des présents aux aborigènes de l'Amérique Britannique du Nord, et à leurs descendants» (Canada, 1858).

L'oeuvre pacificatrice était effectivement loin d'être terminée. Du côté canadien, on précipita donc les choses ; en 1850, les deux traités Robinson furent paraphés et deux importantes lois furent votées : *l'Acte pour mieux protéger les terres et les propriétés des Sauvages dans le Bas-Canada* (13-14 Victoria, chapitre 42), et *l'Acte pour protéger les Sauvages dans le Haut-Canada, contre la fraude*,

et les propriétés qu'ils occupent ou dont ils ont la jouissance, contre tous empiètements et dommages (13-14 Victoria, chapitre 74). L'année suivante, on votait la loi prévoyant la mise en réserve des Indiens dans les régions marginales du Bas-Canada (14-15 Victoria, chapitre 106, *Acte pour mettre à part certaines étendues de terre pour l'usage de certaines tribus de Sauvages dans le Bas-Canada*). C'est cette loi qui autorisa la création de nombreuses réserves en 1853.

Parallèlement à cette intense activité législative et administrative, on multipliait les pressions pour que les dépenses qu'elle entraînait demeurent le plus longtemps possible à la charge de Londres. Mais, dès 1851, le secrétaire aux Colonies britanniques désamorçait l'argumentation canadienne ; selon lui, le retrait de l'octroi impérial ne devait pas signifier nécessairement que les Indiens cesseraient de recevoir des annuités, surtout si, comme le suggérait Dalhousie en 1822, les Indiens les considéraient comme de véritables créances. Le secrétaire aux Colonies renvoyait donc la balle aux Canadiens, en parlant même de justes *revendications* des Indiens... ! En termes polis, marqués peut-être d'une pointe d'humour anglais, cela signifiait tout simplement ceci : les Canadiens devaient cesser de compter sur Londres pour financer le développement de leurs aventures économiques.

Les Canadiens comprirent bien le message ; le retrait de l'octroi impérial ne devant pas tarder, on parla de plus en plus de fermer le département. Il n'y avait vraiment aucune raison de maintenir un tel département des *Sauvages*, « ... maintenant que le but pour lequel il a été organisé (la distribution annuelle des présents) est en voie de s'éteindre » (*ibid.*). Depuis 1829, la quantité de présents distribués n'avait effectivement jamais cessé de diminuer. Certains considéraient que le territoire était dès lors *normalisé*.

En 1854, un certain Oliphant, surintendant général des Affaires indiennes, imagina même un système qui, après le retrait de l'octroi impérial, permettrait au département de subsister sur une base d'*autofinancement*. « Dans ce but, il proposait de pourvoir au soutien des Sauvages... par la vente de leurs réserves » (*ibid.*).

Dans une lettre en date du 15 décembre 1856, adressée au Très Honorable H. Labouchère, m.p., Sir E. Head s'opposait aux tendances abolitionnistes. Selon lui, la distribution des présents aurait toujours représenté la portion la plus faible des charges du département. "The land sales alones, écrivait-il alors, have become so

large and important, that a department in some form is an absolute necessity » (Extrait d'une lettre du Gouver. Gén. Sir Edmund Head, bart., au T. H. H. Labouchère, m.p. Toronto, 15 déc. 1855 », dans T.H.R.C., 1856). De plus, l'abolition du département signifiant la ruine à brève échéance de la race rouge (sic), en raison des *squatters* blancs qui ne manqueraient pas alors d'envahir leurs terres. Et, tout en reconnaissant que le gouvernement provincial récoltait les bénéfices des terres acquises au nom de la Couronne, Head s'opposait au transfert de l'administration au gouvernement provincial; ce dernier se serait alors trouvé en plein conflit d'intérêts.

Head voulait éviter que l'une ou l'autre des décisions suivantes soient prises : 1) laisser toute responsabilité de l'administration des Indiens à Londres ; 2) rapatrier entièrement cette administration ; 3) abolir le département des Affaires indiennes. Il devinait sans doute l'importance qu'était appelé à avoir un tel outil dans un avenir immédiat, et les coûts qu'il continuerait alors d'entraîner. Le 8 septembre de la même année, il avait précisément chargé deux commissaires (F. Talfourd et T. Worthington) d'étudier l'échec des diverses « Indian Experiments », le trop lent progrès en regard des objectifs formulés à la génération précédente, et le mécontentement public face aux conditions de vie des Indiens. Le gouvernement demanda aux commissaires d'« ... aviser au meilleur moyen d'assurer le progrès futur et la civilisation des tribus Sauvages dans le Canada », et de « ... voir à un mode efficace tel dans la gestion des biens des Sauvages qu'il puisse leur en garantir tous les avantages, *sans causer de retard dans l'établissement du pays* » (Canada, 1858 ; c'est nous qui soulignons).

Les commissaires comprirent bien leur mandat : en finir au plus tôt, au meilleur coût et de la façon la plus élégante, avec un dossier qui traînait depuis trop longtemps, tout en tenant compte du fait que le territoire était loin d'être encore entièrement normalisé. Ce qui se passait alors, aussi bien à l'ouest qu'à l'est du Haut-Canada, laissait déjà entrevoir l'immense travail qui attendait le département des Affaires indiennes. Leur rapport, remis en 1858, comportait trois sections : 1) un bilan des rapports entre les tribus et le gouvernement ; 2) un bilan de la « ... condition actuelle des Sauvages en Canada... » ; 3) des recommandations concernant le financement du département.

Les commissaires commencèrent par justifier la permanence du département au moyen d'un diagnostic pessimiste quant à l'assimilation rapide des Indiens :

« Nous devons avouer, néanmoins, avec douleur que tout espoir de relever les sauvages en corps (sic) ¹⁵ à un niveau politique ou social égal à celui de leurs voisins les blancs, n'est encore qu'une étincelle vacillante et éloignée. Nous croyons que toute amélioration générale ou tout progrès vers la civilisation, doit être le résultat d'un travail long et patient, et le fruit du développement de plusieurs années » (Ibid.). Sur la très délicate question du financement, on suggérait au gouverneur le maintien, pour une période de 10 ans, d'un octroi impérial ne dépassant pas 20 000 livres sterling. « Nous disons dix ans, écrivaient les commissaires, parce que au bout de ce temps les produits des ventes des terres seront tellement accrus que les fonds sauvages pourront sans crainte défrayer toutes les dépenses de leur fonctionnement, surtout si ces dépenses se trouvent réduites par une plus grande économie ». Le plan Oliphant n'était pas rejeté, il était simplement différé d'une décennie.

Quoiqu'il en soit, et dès 1860, il ne fut plus question d'octroi impérial et l'administration des Indiens revint entièrement à la charge du Canada ; elle fut alors confiée au commissaire aux terres de la Couronne, qui en devint le surintendant en chef (23 Victoria, chapitre 151). Entre 1859 et 1861, une brochette de législations vint consolider cette section administrative (22 Victoria, chapitres 9, 60, 128 ; 23 Victoria, chapitres 14, 29, 38, 82 ; 24 Victoria, chapitre 14). Le 17 mars 1862, un arrêté en conseil créait le poste de surintendant général et y nommait William Spragge.

Mais, au cours des années 1860-1870, l'activité politique était surtout concentrée sur le projet confédératif. Parmi les résolutions votées à la Conférence de Québec le 10 octobre 1864, il y en avait une qui proposait de confier au Parlement général « Les Sauvages et les terres réservées pour les Sauvages » (rés. 29, art. 29). On retrouve la même formulation à l'article 27 de la 28^e résolution adoptée lors de la conférence tenue, le 4 décembre 1866, au Westminster Palace Hôtel de Londres. Enfin, dans *l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique* de 1867 (30-31 Victoria, chapitre 3), c'est au paragraphe 24 du 9^e article qu'on retrouve, parmi les charges confiées au Parlement, « les Sauvages et les terres réservées pour les Sauvages ». Par ailleurs, et c'était là tout un programme pour l'administration des

---

¹⁵ Probablement *collectivement* ; les Indiens seront dorénavant considérés non plus comme &s membres de nations, mais comme des individus à civiliser un par un.

Indiens, l'article 149 prévoyait l'entrée éventuelle dans le Dominion, entre autres territoires, de la Colombie britannique, de la Terre de Rupert et du Territoire du Nord-Ouest. Les Pères de la Confédération savaient bien, eux, que le territoire était loin d'être normalisé...

Si on prend connaissance des lois concernant les Indiens, votées au cours des vingt années antérieures à *l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique*, on y trouve en germe les grandes lignes de la pratique coloniale de la Confédération canadienne. De façon générale, le libellé des lois proclamait le souci du législateur de protéger les terres des Indiens contre les empiètements des colons. Par ailleurs, elles contenaient très souvent des articles autorisant l'empiètement public : passage de la voie ferrée (14-15 Victoria, chapitre 51, article 11, paragraphe 22, 1851), ouverture et entretien de chemins à travers les *réserves* (22 Victoria, chapitre 60, 1859). Il arrivait même qu'elles viennent entériner des empiètements privés (19 Victoria, chapitre 4, 1856). Dans les faits, les lois accordaient le contrôle des terres au département et à ses fonctionnaires ; ils se voyaient ainsi octroyés le droit de concéder, de louer et de grever les terres des Indiens (13-14 Victoria, chapitre 42, article 1, 1850 ; 13-14 Victoria, chapitre 74, article 1, 1850), de déterminer qui peut y résider (13-14 Victoria, chapitre 74, article 10, 1850 : 14-15 Victoria, chapitre 59, article 12, 1851), et de gérer au profit des Indiens les fonds accumulés par la vente de leurs terres (13-14 Victoria, chapitre 42, article 3). Ces lois concernaient les Indiens habitant les territoires *normalisés* du Canada ; toutefois, le législateur se montrait prévoyant en légiférant également sur les immenses territoires de l'ouest, qu'on envisageait d'occuper de façon officielle dans un avenir rapproché : *Acte pour établir de meilleures dispositions pour l'administration de la Justice dans les territoires non-organisés dans le Haut-Canada* (16 Victoria, chapitre 176). Selon cette loi, était reconnu coupable de trahison toute personne qui, dans ces territoires, aurait incité les ~ Indiens ou les *halfbreeds* à troubler la paix. On se souviendra que l'ouest était déjà, depuis la fin du XVIII^e siècle, le théâtre d'une intense activité coloniale privée.

2.2.3. Définition et statut légal.

[Retour à la table des matières](#)

C'est surtout à partir des années 1840 que les autorités gouvernementales canadiennes cherchèrent à se doter de pouvoirs nécessaires à l'accélération de la dépossession territoriale des Indiens, et à la diminution du nombre de ceux-ci par voie d'assimilation au mode de vie blanc. De tels objectifs exigeaient que le gouvernement s'arroge le droit de décider lui-même qui serait indien et, surtout, à quel moment ce statut deviendrait caduc. Il s'agissait simplement d'identifier le détenteur d'un tel statut à un mineur, pour que l'accession à la majorité légale entraîne automatiquement l'effacement du statut indien lui-même. Il convenait donc au départ d'éliminer le plus grand nombre de candidats; la charge de l'administration coloniale en serait allégée d'autant. Par la suite, cette charge serait régressive, l'assimilation et l'émancipation légale garantissant l'extinction progressive de la population indienne au Canada. Ce plan élaboré surtout entre 1840 et 1867, qui répondait à des objectifs de réduction des coûts, donna lieu à la mise en place d'un vocabulaire bien particulier : *émancipation*, *Indien enregistré*, *Indien sans statut*, *Métis*, *Indien sous-traité*, etc.

Le souci de définir des critères permettant de déterminer qui serait Indien et qui ne le serait pas provenait de la nécessité de tenir une comptabilité rigoureuse des dépenses administratives. Dans le rapport de la commission Bagot, au chapitre des présents, on vit apparaître les *listes d'enregistrement*. Les commissaires proposaient de ne pas y ajouter les noms de ceux qui naîtraient après les recensements ! De plus, dès leur admission aux écoles blanches, les enfants ne devaient plus être inscrits sur ces listes. Enfin, on conseillait d'éliminer aussi les noms des Indiennes vivant avec des blancs, qu'elles soient ou non mariées. Le décès du dernier inscrit devait ainsi mettre fin aux dépenses encourues par cette distribution de présents. En 1850, deux lois furent votées pour préciser qui pouvait être légalement considéré comme bénéficiaire des largesses coloniales. La première s'appliquait au Bas-Canada (13-14 Victoria, chapitre 42), la seconde au Haut-Canada (13-14 Victoria chapitre 74). Comparativement à d'autres lois, dont nous parle-

rons plus loin, celles-ci contenaient ce qu'on peut appeler une définition assez large :

- 1) tous sauvages pur sang, réputés appartenir à la tribu ou peuplade particulière de sauvages intéressée dans la dite terre, et leurs descendants ;
- 2) toutes les personnes mariées à des sauvages, et résidant parmi eux, et les descendants des dites personnes ;
- 3) toutes personnes résidant parmi les sauvages, dont les parents des deux côtés étaient ou sont des sauvages de telle tribu ou peuplade, ou ont droit d'être considérés comme tels ;
- 4) toutes personnes adoptées dans leur enfance par des sauvages, et résidant dans le village ou sur les terres de telle tribu ou peuplade de sauvages, et leurs descendants.

L'année suivante (1851), une loi plus sévère vint restreindre le nombre des candidats au titre d'Indien : *elle ne s'appliquait cependant qu'au Bas-Canada* (14-15 Victoria, chapitre 59). On y trouve les critères suivants :

- 1) tous sauvages pur sang, réputés appartenir à la tribu ou peuplade particulière de sauvages intéressés dans les dites terres ou propriétés immobilières et leurs descendants,
- 2) toutes personnes résidant parmi les sauvages dont les père et mère étaient ou sont, ou dont l'un ou l'autre était ou est descendu de l'un ou l'autre côté, de sauvages, ou d'un sauvage réputé appartenir à la tribu ou peuplade particulière de sauvages intéressés dans les dites terres ou propriétés immobilières ainsi que les descendants de telles personnes ; et
- 3) toutes les femmes maintenant légalement mariées, ou qui le seront ci-après a aucune des personnes comprises dans les diverses classes ci-dessus désignées ; les enfants issus de tels mariages, et leurs descendants.

Une telle révision eut pour effet d'exclure les blancs ayant jusque-là vécu parmi les Indiens, de même que les époux blancs de femmes indiennes, celles-ci et leurs descendants. « This provision was one of the first to differentiate between *status* and *non-status* Indians » (T.H.R.C., 1978 : 26). Cette nouvelle législation ne s'appliquait qu'au Bas-Canada, où les unions interethniques étaient peut-être plus courantes ; elle coïncidait avec une autre loi, votée la même année, en vue de créer des *réserves* dans cette partie du pays (14-15, Victoria, chapitre 106). Il faudra attendre 1868 pour que la nouvelle définition s'étende à l'ensemble du Canada. Cette sévérité de 1851, on l'aura remarqué, s'appliquait à la question des terres ; on souhaitait une distribution aussi parcimonieuse que possible. Par ailleurs, la définition plus large de 1850 continuera à s'appliquer, lorsque l'intérêt gouvernemental exigera un nombre accru de clients indiens : assimilation et émancipation (20 Victoria, chapitre 26, 1857-, 22 Victoria, chapitre 9, 1859).

Comme nous l'avons mentionné antérieurement, et quel qu'ait été le nombre d'Indiens enregistrés sur les listes du gouvernement, il fallait que le statut légal de ceux-ci en soit un de *mineur*. En plus de remettre entre les mains du *tuteur* gouvernemental tous les pouvoirs concernant les biens et les terres des Indiens, une telle dégradation de statut permettait d'entrevoir, par l'application des procédures d'émancipation légale, la disparition des Indiens et des responsabilités gouvernementales héritées du temps des guerres intercoloniales. Enfin, ainsi orientée vers l'émancipation, la pratique coloniale canadienne pouvait se travestir en entreprise humanitaire (*citoyens à part entière ...*). Jusque vers les années 1840, on avait considéré « 1) Que les sauvages âgés de moins de 21 ans, sont mineurs aux yeux de la loi, et que passé cet âge, ils possèdent les mêmes droits que les autres sujets ; 2) Qu'ils sont habiles à faire des contrats civils ; 3) Qu'ils ont le droit d'ester en justice, soit comme demandeurs soit comme défenseurs » (Canada, 1858). La déchéance civile des Indiens apparut dans une loi votée en 1857 (20 Victoria, chapitre 26), qui « ... reconnaît formellement leur infériorité en ce qui concerne leurs droits et obligations mis en regard de ceux des autres sujets de Sa Majesté résidant dans cette province, et prescrit les moyens à l'aide desquels ils pourront *graduellement s'affranchir* » (Canada, 1858). Toutefois les conditions posées par cette loi, pour qu'un indien obtienne l'émancipation, étaient à ce point strictes que peu de colons blancs ne les auraient remplies. Elle prévoyait que l'émancipation d'un Indien marié entraînait automatiquement celle de sa femme et de ses enfants

mineurs. Plus tard, constatant le peu de volontaires à l'émancipation légale, le gouvernement multipliera les adoucissements au chapitre des conditions. Quoiqu'il en soit, et grâce à ces définitions et à cette tutelle, le gouvernement croyait avoir la situation bien en main. Divers amendements vinrent préciser certains détails, jusqu'à la veille de la Confédération.

Canada. Derrière l'épopée, les autochtones. (1982)

Troisième partie

Depuis l'acte confédératif
(1867-1980)

[Retour à la table des matières](#)

« ... il faudra qu'on leur enseigne J'anglais. Tant qu'ils conserveront leur langue natale, ils constitueront un peuple.»

Canada, 1896 : XIX

«We know that our grandchildren will speak a language that is their heritage, that has been passed on from before time. We know they will share their wealth and no hoard it or keep it to themselves. We know they will look after their old people and respect them for their wisdom. We know they will look after this land and protect it and that five hundred years from now someone with skin my colour and mocassins in his feet will climb up the Remparts (near Good Hope) and rest and look over the river and feel that he too has a place in the universe ; and he will thank the same spirits that I thank, that his ancestors have looked after his land well, and he will be proud to be a Dene».

FRANK T'SELEI de Fort Good Hope, le 5 août 1975, dans Watkins, M., 1977: 17.

3.1. Objectifs de la Confédération.

[Retour à la table des matières](#)

Depuis au moins le début du XIX^{ème} siècle, les intérêts financiers anglo-canadiens caressaient le rêve d'une union entre le Haut et le Bas-Canada. L'Acte *d'Union* de 1840 ne fut cependant qu'une mesure improvisée, en vue de pallier au mieux à la crise ayant conduit aux événements sanglants de 37-38. Un des enjeux de cette crise ayant été la souveraineté de l'assemblée des représentants du peuple, les milieux d'affaires anglo-canadiens comprirent qu'ils ne sauraient en retarder indéfiniment la venue. Et l'Assemblée de l'Union comptant un nombre égal de représentants venant des deux anciennes provinces, son éventuelle souveraineté risquait de compromettre la liberté de mouvement de ces milieux d'affaires. La balance démographique favorisant maintenant l'élément anglais, une telle égalité du nombre de représentants devenait non seulement inutile mais préjudiciable. Par ailleurs, la situation économique difficile de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle exigeait un contrôle serré de la politique. Vers les années 1850, l'Angleterre avait mis fin au protectionnisme commercial envers les colonies américaines ; les hommes d'affaires du Royaume-Uni purent ainsi se procurer aux États-Unis, à meilleur prix, le blé, le bois, le charbon et le poisson qu'on les avait jadis forcés à acheter au Canada, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, etc. Pour retrouver un débouché commercial, leurs homologues canadiens obtinrent du gouvernement de l'Union la signature d'un traité de réciprocité d'une durée de dix ans avec les États-Unis. Toutefois, en guise de représailles contre l'appui de l'Angleterre aux États sécessionnistes, la République américaine refusa de reconduire le traité après 1864. Un tel refroidissement des relations canado-américaines, en plus de priver le commerce canadien d'un débouché important, fit craindre une perte de contrôle des territoires situés au nord du 45^{ème} parallèle. Les milieux d'affaires n'étaient pas sans ignorer que des secteurs importants des populations francophone, anglophone et métisse voyaient, dans l'annexion aux États-Unis, la seule véritable solution politique. La situation était délicate ; on ne pouvait plus se permettre de partager plus longtemps le pouvoir avec les francophones.

Pendant longtemps, nous l'avons signalé précédemment, les milieux financiers avaient retiré d'importants bénéfices du commerce des fourrures à l'ouest des Grands Lacs. Dans le cadre de leur lutte contre la Compagnie de la Baie d'Hudson, qui prit fin en 1821, ils avaient misé sur l'hostilité des Métis contre cette compagnie et favorisé le développement d'un puissant sentiment *westerner*. On aspirait depuis lors à l'annexion des territoires contrôlés par la compagnie. C'est dans ce contexte que se forgea la geste canadienne. Au milieu du XIX^{ème} siècle, même si leurs intérêts financiers ne se réduisaient plus à la traite des fourrures, c'est vers l'ouest que les milieux d'affaires canadiens cherchèrent leur développement. Pour contrer la menace états-unienne et en finir une fois pour toute avec le bloc francophone du bas pays, en d'autres termes pour se tailler un marché sûr, à l'abri aussi bien de la conjoncture internationale que des difficultés politiques intérieures, on imagina la formule de 1867 : réunir tous les territoires britanniques d'Amérique du Nord en un seul, placé sous le contrôle des milieux d'affaires anglophones.

Est-il besoin de souligner qu'un tel projet n'aurait pas été viable, s'il s'était limité à la simple réunion des colonies britanniques alors existantes ? C'est sans doute ce qui fit hésiter la Colombie britannique, l'Île du Prince-Edouard et Terre-Neuve. Les relations commerciales envisagées par ces colonies avaient toujours été orientées nord-sud ; mieux valait oeuvrer au rétablissement des bonnes relations avec les Etats-Unis, que de songer à vaincre la distance entre Vancouver et les Grands Lacs. Pour convaincre les récalcitrants, les hommes d'affaires anglo-canadiens devaient rendre plausibles non seulement l'acquisition des vastes territoires sur lesquels opérait la Compagnie de la Baie d'Hudson, mais leur occupation par d'éventuels clients et leur accès par voie de chemin de fer assurant la circulation des marchandises, bref la vitalité du nouvel espace économique.

À la conférence tenue à Québec, le 10 octobre 1864, à laquelle participèrent des délégués de la Province Unie du Canada, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve et de l'Île du Prince-Édouard, des dispositions furent donc « ... prises pour admettre dans l'Union, à des conditions équitables, Terre-Neuve, le Territoire du Nord-Ouest, la Colombie-Britannique et Vancouver » (Canada, 1952 : 39). La présence des délégués de Terre-Neuve et de l'Île du Prince-Édouard, lors de cette conférence, indique que ces deux colonies tenaient à suivre les débats ; elles ne seront cependant pas du groupe fondateur de 1867. Le

3 février 1865, le Conseil législatif et l'Assemblée législative du Canada commençaient à débattre du texte d'une requête à la Couronne, au sujet de l'Union des colonies britanniques d'Amérique du Nord. Dès le 23 février, le Conseil transmet sa requête au gouverneur général ; les débats à l'Assemblée se poursuivirent jusqu'au 13 mars de la même année. Au Conseil, le 3 février, après avoir présenté une motion pour que la requête soit adressée à Sa Majesté la Reine, via le gouverneur général, et après avoir fait lecture de la dite requête, l'Honorable Sir E.P. Taché commença à parler en français à ses collègues ; un membre à vie du Conseil (Honorable John Ross) exigea qu'il s'adresse à la chambre en anglais. L'Honorable L. Letellier de Saint-Just proposa alors que chacun s'exprime dans sa langue, mais Taché retraits sous prétexte que tous les francophones du Conseil comprenaient l'anglais, alors que certains anglophones n'étaient pas bilingues. Il poursuivit son discours en anglais (Canada, 1865 : 6). Le paragraphe 10 de la requête envisageait l'admission du Territoire du Nord-Ouest, de la Colombie britannique et de l'île de Vancouver dans la Confédération. Quant au paragraphe 69, il se lisait comme suit : «The communications with the Nord-Western Territory, and the improvements required for the development of the Trade of the Great West with the Seaboard, are regarded by this Conference as subjects of the highest importance to the Federated Provinces, and shall be prosecuted at the earliest possible period that the state of the Finances will permit» (Ibid. 5). Au cours de ces débats, plusieurs s'opposèrent au projet sous prétexte que l'identité nationale des francophones serait mise en péril par une telle confédération. Les autochtones n'étant représentés ni au Conseil ni à l'Assemblée, il ne fut jamais question d'eux dans ces débats, sinon au paragraphe 29, et pour déclarer que les « Indians and Lands reserved for the Indians » tomberaient sous la juridiction du gouvernement central. Cette section du projet de requête ne souleva ni objection ni commentaire.

Le 4 décembre 1866, les délégués du Canada, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse se réunissaient au Westminster Palace Hotel de Londres. Terre-Neuve et l'Île du Prince-Édouard n'y avaient aucun représentant. Parmi les résolutions votées, on retrouve le souhait d'admettre éventuellement « ... dans la Confédération, sous des conditions équitables,... Terre-Neuve,... l'Île du Prince-Édouard,... (le) Territoire du Nord-Ouest et... la Colombie britannique » (Canada, 1952 : 50). Les résolutions des conférences de Québec (1864) et de Londres (1866) se retrouvent à l'article 146 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique

(A.A.N.B.), lequel fut voté le 29 mars 1867 au Parlement de Westminster, cet article 146 prévoyait effectivement l'entrée de Terre-Neuve, de l'Île du Prince-Édouard, de la Colombie britannique, « ... de la Terre de Rupert et du Territoire du Nord-Ouest ou de l'une ou de l'autre dans l'Union, (Canada, 1952 : 95). On aura noté qu'il n'est plus question de l'île de Vancouver. C'est que, depuis un demi-siècle, les frontières avaient souvent bougé dans cette région du Pacifique. En 1818, le territoire dit de l'Orégon s'étendait de part et d'autre de la présente frontière canado-américaine, couvrant ainsi plus de la moitié de l'actuelle province de Colombie britannique. En 1846, la frontière canado-américaine prit place, et la portion canadienne de l'ex-Orégon fut nommée New Caledonia. Trois ans plus tard, l'île de Vancouver était cédée à la Compagnie de la Baie d'Hudson par la Couronne britannique. La *Nouvelle Calédonie* étendait ses frontières en 1858 et changeant son nom pour celui de Colombie britannique. À la veille de la Confédération, en 1866, cette Colombie britannique absorbait la colonie de Vancouver, ainsi que le Stickeen Territory du nord, la frontière septentrionale se confondant alors avec le 60ème parallèle (T.H.R.C., 1978 : 9, 34, 36). La Colombie britannique acquérait ainsi la silhouette géographique qu'elle a présentement.

Le Canada de 1867 ne fut possible qu'en raison du leadership des milieux d'affaires anglo-canadiens, qui purent entraîner dans l'aventure d'abord la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, ensuite l'Île du Prince-Édouard et la toute récente Colombie britannique, et ce grâce à leurs démarches en vue de prendre le plus rapidement possible la succession de la Compagnie de la Baie d'Hudson sur les vastes territoires qu'elle avait jusqu'alors contrôlés. Cette dernière opération permettait d'écarter toute menace de la part de la *French Domination* et, du même coup, offrait la possibilité de créer un marché que ne risqueraient plus de mettre en péril les aléas de la conjoncture internationale. Il suffirait au nouveau Dominion canadien de consacrer ses premières et ses meilleures énergies à mettre au point une politique d'immigration en vue de meubler cet *espace économique* de travailleurs-clients.

Une telle entreprise exigeait toutefois que, sans pour autant ameuter l'opinion publique internationale, le nouveau Dominion organise la dépossession des peuples vivant sur ces territoires depuis des millénaires. Pour y parvenir, le gouvernement aura recours aux techniques coloniales mises au point en Amérique du Nord depuis le début du XVIIème siècle, dont l'application s'était prolongée dans

la province du Canada, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Ecosse jusqu'à la veille de la Confédération canadienne. Il les systématisera et y consacra autant d'énergie que de ressources. En 1867, l'idée de fermer le *département des Sauvages* n'était plus de mise. Comme nous l'avons déjà mentionné, les artisans de la Confédération se réservèrent en propre le soin d'exercer un contrôle sur les vastes Territoires du Nord-Ouest, sans lesquels l'idée même d'une union des colonies britanniques eut été sans doute impossible. Mais les autochtones tiendront le coup jusqu'à ce que cette dynamique canadienne elle-même en arrive à montrer quelques signes d'épuisement et, surtout, jusqu'à ce que sa nature intrinsèquement colonialiste se révèle à l'opinion publique internationale. Avant d'en arriver à ce point, voyons quelles formes prit cette invasion canadienne.

3.2. Extension des frontières canadiennes.

[Retour à la table des matières](#)

Les inventeurs du nouveau Canada ne perdirent pas de temps. Les 16 et 17 décembre 1867, l'orateur de la Chambre des Communes et le président du Sénat signaient une adresse à *Sa Très-Excellente Majesté*, lui demandant « ... d'unir la Terre de Rupert et le Territoire du Nord-Ouest à ce Dominion, et d'accorder au Parlement du Canada l'autorité de légiférer pour leur bien-être et leur bon gouvernement futurs ... » (Canada, 1952 : 152). En ce qui a trait aux nombreux peuples ayant vécu sur ces territoires depuis quelques quarante millénaires, la requête assurait la Souveraine que « ... lors du transfert des territoires en question au gouvernement Canadien, les réclamations des tribus indiennes en compensation pour des terres requises pour des fins de colonisation, seront considérées et réglées conformément aux principes d'équité qui ont uniformément guidé la Couronne anglaise dans ses rapports avec

les aborigènes » (*ibid.*, 153). Ayant en mémoire les événements du XVII^e et du XVIII^e siècles, le lecteur peut déjà prévoir la suite. Le 23 avril 1868, la Souveraine faisait savoir à ses sujets canadiens qu'elle accueillait favorablement leur requête ; le 31 juillet suivant, elle sanctionnait une loi du Parlement impérial (*Acte de la Terre de Rupert*, 1868, 31-32 Victoria, chapitre 105) l'autorisant à transférer au Canada « ... les pouvoirs nécessaires de gouvernement et de législation... »,

jusqu'alors réservés dans ce territoire à la Compagnie de la Baie d'Hudson (Canada, 1952 : 102-103). Le 1er octobre 1868, la Couronne mandata deux Canadiens (G.E. Cartier et W. McDougall) pour négocier avec des représentants de la Compagnie l'admission « ... du Territoire du Nord-Ouest... y compris ou non la Terre de Rupert, selon qu'il serait jugé opportun et expédient » (*ibid.*, 154). Le 8 mai 1869, ils soumirent un projet de convention qui, six jours plus tard, reçut l'assentiment du gouverneur en Conseil. Ce texte prévoyait, entre autres choses, que « ... l'indemnité à payer aux Indiens pour les terres destinées à la colonisation sera réglée par le Gouvernement canadien de concert avec le Gouvernement Impérial, et que la Compagnie sera libérée de toute responsabilité à cet égard » (*ibid.*, 156). Dès l'automne suivant, soit le 19 novembre 1869, la Compagnie cédait officiellement à la Couronne ses pouvoirs de gouvernement et de législation sur quelques 3 700 700 km². Le 23 juin 1870, un arrêté en conseil de Sa Majesté admettait la Terre de Rupert et le Territoire du Nord-Ouest dans le Dominion du Canada (*ibid.*, 147-151). La chronologie a ici son importance. Dès le 1 décembre 1869, soit près de sept mois *avant* l'arrêté en conseil mentionné plus haut, McDougall proclamait officiellement qu'il prenait possession du territoire administré par le Conseil d'Assiniboia, en sa qualité de lieutenant gouverneur de ce qui deviendra plus tard la province du Manitoba (Giraud, M. op. cit., 1102). Non seulement l'acte créant cette province n'avait pas encore été voté, mais l'ensemble du Territoire n'avait pas encore été admis officiellement dans le Dominion. Quant à l'Acte du Manitoba lui-même (*Acte pour amender et continuer l'acte trente-deux et trente-trois Victoria, chapitre trois, et pour établir et constituer le gouvernement de la province de Manitoba*, 33 Victoria, chapitre 3), il fut sanctionné le 12 mai 1870, soit plus d'un mois avant que la Souveraine d'Angleterre n'accepte d'inclure ces territoires dans le Dominion. Le premier *considérant* cet Acte du Manitoba témoigne du caractère prématuré de cette législation : « Considérant qu'il est *probable* qu'il plaira à Sa Majesté la Reine, conformément à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, d'admettre la Terre de Rupert et le Territoire du Nord-Ouest dans l'Union ou le Dominion du Canada... » (Canada, 1952 : 189, c'est nous qui soulignons). Les Métis étaient donc pleinement justifiés de considérer la prise de possession de leur territoire comme une véritable invasion. Les Canadiens étaient pressés. Quoiqu'il en soit, suite à l'arrêté en Conseil du 23 juin 1870, la Confédération prenait soudainement des proportions géographiques susceptibles de convaincre les indécis : la Colombie britannique et l'Île du Prince-Édouard.

La Colombie britannique, dont l'unité était toute récente, envisagea alors sérieusement d'entrer dans ce gigantesque Dominion, et ce d'autant plus qu'on lui promettait une liaison par voie ferrée avec l'est du pays. Dès janvier 1871, son Conseil législatif adressait une requête en ce sens à la Souveraine anglaise (*ibid.*, 169-174). En avril de la même année, le Sénat et la Chambre des Communes du Canada en faisaient autant (*ibid.*, 174-175). Le 16 mai 1871, par arrêté en conseil, la Souveraine se rendait à ces demandes (*ibid.*, 167-175). Il n'y eut pas d'acte comme tel définissant la Constitution de cette nouvelle province ; « À titre d'entreprise coloniale, la Colombie-Britannique faisait remonter sa constitution à la Couronne. Ainsi donc, contrairement aux provinces *conquises* de Québec et d'Ontario, il n'était besoin, lors de son entrée dans le Dominion, d'aucune disposition statutaire régissant sa constitution » (W.F. O'Connor - Rapport du *Président du Sénat*, 1939, Annexe 1, pp. 9 et 10, cité dans Canada, 1952 : 167).

Quelque deux ans plus tard, soit le 26 juin 1873, c'était au tour de l'Île du Prince-Édouard de joindre la Confédération. Dans ce cas également l'opération résulta d'un simple arrêté en conseil de Sa Majesté, suite à des requêtes en provenance de la Chambre des Communes du Canada (20 mai 1873), du Sénat canadien (21 mai 1873), du Conseil législatif et de la Chambre d'Assemblée de l'Île du Prince-Édouard (28 mai 1873). « Cette province ayant été dès l'origine une entreprise coloniale, il ne s'agissait plus pour le décret du conseil que de prescrire, concernant le chapitre constitutionnel, que le pouvoir exécutif et la législature de l'Île du Prince-Édouard devront, sujets aux dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, rester tels qu'ils étaient constitués à l'époque de l'Union jusqu'à leur modification, en vertu de l'Acte précité » (W.F. O'Connor, *Rapport au Président du Sénat*, 1939, Annexe 1, pp. 10 et 11, cité dans Canada, 1952 : 176).

Le 31 juillet 1880, la reine et son Conseil adoptaient un *arrêté* annexant au Dominion canadien « ... tous les territoires et possessions britanniques dans l'Amérique du Nord, ne formant pas déjà partie du Dominion du Canada, et toutes les îles adjacentes à tels territoires ou possessions... (à l'exception de la colonie de Terre-Neuve et ses dépendances » (Canada, 1952 : 184). Cet acte eut pour conséquence principale l'annexion des îles de l'Arctique.

Il fallut attendre ensuite soixante-dix ans avant que les frontières canadiennes ne bougent. C'est par une loi du gouvernement impérial (13 George VI, chapitre

1) que Terre-Neuve joignit la Confédération le 18 février 1949 (Canada, 1952 : 240-261). Cette loi venait à la suite de pourparlers entre des représentants du Canada et des délégués de la Convention nationale de Terre-Neuve, après un second référendum gagné de justesse auprès de la population de l'île. Terre-Neuve venait ainsi former la dixième des provinces, puisque trois autres avaient déjà surgi au coeur des Territoires du Nord-Ouest : le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta. Dans la mesure où celles-ci furent établies après (le cas du Manitoba demeure douteux) l'annexion de ces territoires, et qu'elles ne représentèrent pas, comme telles, des cas d'extension de frontières, nous en traiterons au chapitre suivant.

Ainsi, en moins de treize ans (1867-1880), le territoire canadien avait au moins décuplé. Mais pour en arriver à transformer cet espace en marché, il fallait y implanter des travailleurs-clients ainsi que des mécanismes assurant la libre circulation des marchandises et des citoyens. L'expérience coloniale pré-confédérative ne permettait pas d'espérer que les autochtones se transformeraient rapidement en réservoir de main-d'oeuvre agricole et consommatrice. Une telle métamorphose aurait exigé plus de temps que n'en disposaient les Pères de la Confédération. Le plus simple était de s'emparer de leurs terres, afin de les remettre aux immigrants que les services gouvernementaux se chargeraient d'aller chercher en Europe. Déjà en 1863, dans un fascicule intitulé *Information for Immigrants, Settlers and purchasers of Public Lands...* W.M. McDougall, commissaire aux terres de la Couronne, écrivait : « Canada extends from the Gulf of St. Lawrence on the east, to (according to some authorities) the Rocky Mountains on the West ... » (Canada, W.M., 1863 : 5).

3.3. Exercice du pouvoir sur les territoires acquis.

[Retour à la table des matières](#)

Il ne s'agissait pas seulement d'acquérir l'autorité légale sur de nouveaux territoires, mais de tout mettre en oeuvre pour y exercer le plus rapidement et le plus efficacement possible la juridiction canadienne. Trop tarder à le faire aurait été une véritable invitation aux Américains, qui eux aussi paraissaient enclins à élargir leur domaine.

La question des Territoires du Nord-Ouest était donc vitale. Un an, presque jour pour jour, avant que la Couronne n'admette la Terre de Rupert et le Territoire du Nord-Ouest dans le Dominion, le parlement canadien votait une loi prévoyant un gouvernement provisoire « ... après que ces territoires auront été unis au Canada » (32-33 Victoria, chapitre 3). Le premier article de cette loi stipulait que, « ... après avoir été admis dans l'union (...) ces territoires seront dénommés *Territoires du Nord-Ouest* ». Jusqu'à leur admission dans l'union, soit le 23 juin 1870, l'administration de ces territoires revenait à un Conseil formé par les responsables de la Compagnie de la Baie d'Hudson. C'est ce conseil qui, dès la fin de l'année 1869, s'apprêtait à recevoir William McDougall à titre de représentant du gouvernement canadien. Un comité national des Métis fut aussitôt mis sur pieds, et interdit à McDougall de pénétrer sur le territoire. Le représentant du Canada dut attendre en terre américaine. Quand, le 1er décembre 1869, il fit savoir aux Métis qu'il était déterminé à venir prendre la direction des affaires de la Rivière Rouge, ceux-ci fondèrent leur propre gouvernement provisoire. On se souviendra que la loi du Parlement Impérial, admettant ces territoires dans l'Union, ne fut votée que le 23 juin 1870. Cette précipitation canadienne visait à empêcher toute velléité d'annexion de ces territoires par les Américains. Il n'y avait alors aucune voie de communication directe entre la Rivière Rouge et le Dominion canadien ; il fallait passer par les Etats-Unis pour s'y rendre. Le 24 août 1870, en vue d'affirmer son autorité sur la toute nouvelle province du Manitoba, le gouvernement canadien y envoya une expédition militaire formée de soldats ontariens et britanniques. Mais ce corps expéditionnaire s'employa surtout à pourchasser, humilier et tuer les Métis (Giraud, M., 1945 : 1111). La Confédération canadienne avait été conçue pour contrer la menace de la *French Domination* ; or voici qu'elle se retrouvait, dans l'ouest cette fois, face à des parlants français qui avaient l'impudence de poser, comme condition à leur entrée dans la Confédération, une discussion d'égal à égal avec le gouvernement canadien. Il n'y eut jamais de *rébellion* métisse, ni en 1870 ni en 1884 ; ce dont il faut parler, c'est d'une *invasion militaire* sous l'égide des milieux d'affaire anglo-canadiens, parmi lesquels se recrutait le personnel politique de la Confédération.

Le 1er mars 1871, un ordre en conseil plaçait sous la juridiction du secrétaire d'État le contrôle et la gérance de toutes les terres de la Couronne au Manitoba et sur le reste des Territoires du Nord-Ouest.

En mars 1873, un Conseil du Nord-Ouest fut créé pour voir à l'administration de cette vaste région. Cette année-là, la province d'Ontario s'étendait vers l'ouest jusqu'à sa frontière actuelle et, vers le nord, jusqu'à la limite de la Terre de Rupert. Pendant ce temps, un gouvernement provisoire s'organisait autour de Gabriel Dumont à Saint-Laurent (Saskatchewan), où s'étaient regroupées plusieurs familles métisses après les événements de 1870.

Le 18 avril 1875, le Conseil des Territoires, mis sur pied deux ans plus tôt, fut aboli ; on le remplaça par un gouverneur, trois magistrats et un conseil autorisé à faire des règlements en vue d'assurer la paix et le bon gouvernement. Ce conseil attendra jusqu'au 22 mars 1877 pour se réunir.

Le 8 mai 1882, un ordre en conseil du gouvernement canadien scindait les Territoires en quatre distincts : Assiniboine, Saskatchewan, Alberta et Athabaska. La même année, la minuscule province du Manitoba étendait ses frontières, jusqu'à représenter le tiers sud de son territoire actuel.

Une loi votée en 1886 prévoyait la représentation, au Parlement canadien, des territoires non compris dans une province (49-50 Victoria, chapitre 24).

En 1895, quatre nouveaux districts apparaissaient dans la section nord des Territoires : Ungava, Franklin, MacKenzie et Yukon.

En 1898, une loi venait préciser que la limite de l'ancienne Terre de Rupert, dans le nord-ouest québécois, était constituée par la rivière Eastmain. Jusqu'alors, on avait fait coïncider la frontière avec la rivière Rupert. Il s'en suivit donc une légère extension des frontières du Québec.

En 1905, deux nouvelles provinces étaient créées à même les Territoires du Nord-Ouest : l'Alberta et la Saskatchewan (4-5 Edouard VII, chapitres 3 et 42). L'administration de ce qui restait alors de territoires non érigés en province était sous le contrôle immédiat de la Royal North West Mounted Police.

Le 1er avril 1912, trois lois modifiaient, en les repoussant vers le nord, les frontières du Québec, de l'Ontario et du Manitoba (2 Georges V, chapitres 45, 40 et 31). Il s'agissait de la redistribution, entre ces trois gouvernements provinciaux, d'une partie de l'ancienne Terre de Rupert ; ainsi disparaissaient le District d'Ungava et une importante portion de celui du Kewatin. De ces trois lois concernant l'extension de frontières provinciales, seule celle visant le Québec contenait des

clauses stipulant que, lors des recensements, il fallait identifier séparément la population résidant dans le territoire annexé. Il faudra attendre 1946 pour voir disparaître cette particularité (10 Georges VI, chapitre 29).

En 1920, tout ce qui restait des anciens Territoires du Nord-Ouest, c'est-à-dire ce qui n'avait pas encore été érigé en nouvelles provinces ou annexé à des provinces déjà existantes, passait sous le contrôle du ministère de l'Intérieur du Canada. L'année suivante, le nombre de conseillers des Territoires était porté de 4 à 6.

Le 10 avril 1930, une loi précisait la frontière du Manitoba dans l'anse de l'angle nord-ouest du lac des Bois (20-21 Georges V, chapitre 28).

Ce fut seulement le 30 mai 1930 que le Parlement canadien remit aux trois provinces qu'il avait lui-même créées (Manitoba, Saskatchewan et Alberta) le contrôle sur leurs ressources naturelles (20-21 Georges V, chapitres 29, 41 et 3).

Se présentant au départ comme une union entre partenaires égaux (dont l'objectif était néanmoins de subjuguier le partenaire francophone ...), la Confédération n'en réserva pas moins au Parlement central un contrôle total sur la majeure partie du territoire dit national. Nous venons de voir que les trois provinces créées après 1867 durent attendre plusieurs décennies (60 ans dans le cas du Manitoba) avant de pouvoir, comme les provinces fondatrices, exploiter et administrer leurs propres richesses naturelles. Ce processus de normalisation de l'espace canadien n'est pas complété ; plus du quart du territoire national n'est pas érigé en province (Yukon et Territoires du Nord-Ouest) et relève entièrement de l'administration centrale. La démographie, du moins dans les Territoires, y joue encore en faveur des autochtones. De plus, le sous-sol y recèle du gaz et du pétrole, d'où le désir d'Ottawa de ne pas y voir diminuer son contrôle exclusif.

3.4. Les autochtones et la structure administrative fédérale.

[Retour à la table des matières](#)

La menace américaine, dans le Nord-Ouest, ne se présentait pas nécessairement sous la forme d'une éventuelle invasion armée par les troupes régulières du sud. Issus d'une longue tradition coloniale remontant aux massacres des Pequots, des Wampanoags et des Narragansetts, les Pères de la Confédération savaient de science certaine que de tels conflits se faisaient toujours par populations locales interposées. Suite à l'invasion de leurs terres par des immigrants amenés là par le gouvernement canadien, ces populations indiennes et métisses seraient tentées de s'appuyer sur les Américains, qui ne tarderaient pas ensuite à s'implanter dans le Nord-Ouest. La CBH, qui y avait exercé le pouvoir jusqu'en 1870, avait souvent signalé des velléités d'annexion aux États-Unis au sein des populations locales. Le tout risquait de se déclencher lors d'accrochages entre ces dernières et les colons, quand ceux-ci viendraient prendre possession de terres acquises auprès du gouvernement canadien.. L'opération canadienne dans le Nord-Ouest exigeait donc que l'ordre y règne. Pour y parvenir, il convenait d'abord de diviser les Indiens et les Métis, ensuite d'écraser ces derniers, enfin d'exercer sur les premiers une surveillance de tous les instants. Ainsi seulement pouvait s'effectuer sans heurt, au profit des envahisseurs canadiens, le transfert de terres sur lesquelles vivaient les Indiens depuis 400 siècles et sur lesquelles, depuis 100 ans, s'était développé un important groupe métis.

Le département des Sauvages, dont on avait tant de fois annoncé la fermeture depuis le début du XIX^{ème} siècle, se voyait donc confié une tâche considérable qui, aujourd'hui, n'est pas encore terminée. En suivant, à travers le temps, les déplacements de ce département au sein de la fonction publique fédérale, on constate qu'il se retrouve toujours dans le voisinage des priorités liées au développement économique du pays, c'est-à-dire aux intérêts financiers représentés par sa classe dirigeante.

Rappelons que la loi créant la Confédération avait confié en exclusivité au Parlement central « Les Sauvages et les terres réservées pour les Sauvages » (30-

31 Victoria, chap. 3, art. 91, parag. 24). Les provinces abandonnaient donc ce champs de compétence au fédéral. Le 22 mai 1868, par une loi votée au Parlement (31 Victoria, chapitre 42), le secrétaire d'État se voyait confié, en plus du contrôle de toutes les terres du Dominion, celui des terres indiennes. Hector Langevin, premier titulaire du poste de secrétaire d'État, se retrouvait ainsi surintendant général des Affaires indiennes. À titre de tuteur légal des Indiens, c'est en leur nom qu'il devait administrer leurs biens, leurs terres et les produits de la vente ou de la location des uns et des autres. Au tout début de la Confédération, les Indiens soumis à ce genre de tutelle étaient ceux qui habitaient les provinces fondatrices : la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick, ainsi que les sections méridionales des actuelles province de Québec et d'Ontario. Mais en mars 1871, suite à l'annexion des Territoires du Nord-Ouest, la tâche du secrétaire d'État s'accroissait considérablement, elle s'étendait maintenant à toutes les matières relatives au contrôle et à la gérance des terres ainsi acquises à la Couronne. Entre autres choses, ceci se traduisait par une augmentation aussi importante que subite du nombre de pupils indiens du secrétaire d'État.

L'arrivée des Canadiens dans l'ouest, à cette époque, ne se fit pas sans peine. La réaction des Métis de la Rivière Rouge est connue, de même que la répression militaire qui s'abattit sur eux en 1871. Cette année-là, le gouvernement signait en panique deux traités avec les Indiens du Manitoba, afin d'y éteindre le titre reconnu par la Couronne en 1763 (Traités nos 1 et 2). Dès 1872, toutefois, les signataires indiens commencèrent à formuler divers griefs quant à l'application des traités en question. Leur mécontentement s'accrut lors de la signature du traité no 3, le 4 août 1873, concernant 88 495 km² principalement situés dans l'angle sud-ouest de l'actuelle province d'Ontario et débordant légèrement au-delà de la frontière manitobaine ; l'agitation indienne et métisse des années précédentes avait conduit le gouvernement à offrir de meilleures conditions aux signataires du traité no 3. C'est aussi en 1873 que les Métis, repliés à Saint-Laurent (Saskatchewan) autour de Gabriel Dumont, se dotèrent d'un gouvernement provisoire. Les Pères de la Confédération virent ainsi leurs appréhensions confirmées ; la conquête de l'ouest exigeait une administration musclée des Affaires indiennes.

Le discours d'ouverture de la session parlementaire canadienne, le 5 mars 1873, indique que le gouvernement veillait au grain. Aux députés, sénateurs, juges et invités de marque, le gouverneur général déclarait ce qui suit : « Il est ré-

confortant de noter que les efforts en vue d'encourager l'immigration ont été largement couronnés de succès, et que le nombre de personnes souhaitant s'installer au Canada a beaucoup augmenté durant la précédente année. Je ne doute pas que le temps soit venu de *prévoir le nécessaire* pour accueillir le courant déjà croissant d'immigrants susceptibles de venir accroître chaque année la population, la santé et la force du Dominion » (cité par Flanagan, R.T. : 1963 : 5 ; notre traduction et notre soulignement). *Prévoir le nécessaire*, ça signifiait qu'au cours de la session ainsi ouverte, les parlementaires canadiens seraient appelés à voter en faveur d'une loi mettant sur pieds un ministère de l'Intérieur (36 Victoria, chapitre 4) qui, jusqu'à sa disparition en 1936, jouera un rôle déterminant dans la consolidation du Dominion. Au moment de sa création, en 1873, ce ministère était responsable :

- 1) des affaires des Territoires du Nord-Ouest,
- 2) des terres et des affaires indiennes,
- 3) des terres d'ordonnance et d'amirauté, ainsi que de toutes les terres publiques ne relevant pas des ministères des travaux publics, de la milice et de la défense, de la marine et des pêcheries,
- 4) des terres de la Couronne situées au Manitoba et dans les Territoires du Nord-Ouest,
- 5) de l'exploration géologique au Canada.

C'est au cours de la même session que fut créée la Royal North-West Mounted Police (*Acte concernant l'administration de la justice et l'établissement d'un corps de police dans les Territoires du Nord-Ouest*, 36 Victoria, chapitre 35) ¹⁶.

Le premier rapport annuel (1873-1874) préparé par le responsable de ce nouveau ministère (D. Laird) nous apprend que, « ... au fur et à mesure que la population se répand dans la région et que les villages s'y érigent, il devient évident que

---

¹⁶ En 1920, quand seront considérés comme normalisés les Territoires du Nord-ouest, la R.N.W.M.P. verra sa tâche étendue à l'ensemble du Canada ; elle se nommera alors la Royal Canadian Mounted Police (R. C. M. P.).

l'administration du Nord-Ouest doit apporter des solutions nouvelles à des questions d'une complexité et d'une gravité peu commune » (cité par Flanagan, op. cit., 6, notre traduction). Pour illustrer ses propos, le ministère mentionne le surcroît de travail occasionné par « ... the accession of some 55 000 red men for the most utterly uncivilized (*ibid.*, 6-7).

De retour au pouvoir en 1878, après un séjour de quatre ans dans l'opposition, Sir John A. MacDonald s'empresse de cumuler les fonctions de chef de gouvernement et de titulaire du ministère de l'Intérieur, tant ce dernier était étroitement lié au développement du nouveau Dominion. La Royal North West Mounted Police relevait alors de l'Intérieur. Dans son rapport annuel pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1878, le titulaire du ministère se réjouit de ce que continue à s'accroître l'immigration dans les Territoires. Mais malgré les traités, dont le 7ème fut signé en 1877, les Indiens ne montraient aucun empressement à s'en tenir aux *réserves* prévues par ces ententes. En 1880, un *Acte relatif aux Sauvages* (43 Victoria, chapitre 28) donnait à l'administration des Indiens un statut de ministère autonome, sans toutefois la soustraire au contrôle du ministre de l'Intérieur et premier ministre (Sir John A. MacDonald). En 1884, la Royal North-West Mounted Police quittait le ministère de l'Intérieur, tout en demeurant sous la responsabilité directe du premier ministre. Cette année-là, deux types d'informations affluèrent au bureau de Sir John : 1) les officiers de la R.N.W.M.P. faisaient état de fréquentes rencontres entre Louis Riel et divers responsables de nations autochtones, 2) les services géologiques du ministère de l'Intérieur signalaient la présence de minerais précieux dans les vallées des rivières Athabaska, Peace et Slave. On vota en hâte, au Parlement canadien, une loi visant à décapiter les nations autochtones de leurs chefs, dont la loyauté aux nouveaux maîtres n'était pas jugée satisfaisante (*Acte à l'effet de conférer certains privilèges aux bandes les plus éclairées du Canada, dans le but de les habituer à l'exercice des pouvoirs municipaux ou Acte de l'avancement des Sauvages*, 1884, 47 Victoria, chapitre 28). Nous reviendrons plus loin sur cette législation, dont le but était d'imposer à ces nations des gouvernements fantoches. L'année suivante, Riel était pendu.

En 1892, c'était au tour de l'immigration de venir se loger au ministère de l'Intérieur, dans le voisinage administratif des Affaires indiennes et de la R.N.W.M.P.. Une telle décision fut expliquée plus tard de la façon suivante : « ... les principales tâches ayant occasionné la création du ministère, en 1873, étaient

le relevé et l'administration des terres publiques au Manitoba et dans les Territoires du Nord-Ouest, ainsi que des terres devenues propriétés du Dominion canadien. En 1891 (?), le contrôle de l'immigration était confié au Ministère de l'Intérieur, parce que l'administration des terres vacantes (sic) du pays étaient si étroitement reliée à leur occupation, qu'il y allait de l'intérêt public que ces deux activités se retrouvent dans le même ministère » (Extrait du rapport annuel du Département des Affaires des Sauvages pour l'exercice se terminant le 30 juin 1904, cité par Flanagan, R.T. 1963 : 25). En 1897, le poste de surintendant des Affaires indiennes était occupé par le sous-ministre de l'Intérieur.

Au début du XX^{ème} siècle, l'immigration vers l'ouest continuait à s'intensifier. Quant aux perspectives d'exploitation du pétrole et du gaz naturel, elles se précisaient de plus en plus. Aussi, le rapport annuel des Affaires indiennes prit des proportions inédites au terme de l'exercice 1913-1914. Les traités 8, 9 et 10 furent conclus entre 1899 et 1906. Les découvertes de gisements pétrolifères furent faites dans le MacKenzie ; c'est en 1921 que le traité no 11 y fut signé. La conquête de l'ouest étant terminée, c'est vers le nord que se tournaient de plus en plus les intérêts financiers ; en 1929, le territoire du traité no 9 (Ontario) s'étendait jusqu'à la baie d'Hudson. De 1905 à 1920, les Territoires du Nord-Ouest avaient été administrés par la Royal North West Mounted Police ; en raison des nouvelles perspectives de développement du nord, le ministre délégué à l'Intérieur assumait, après 1920, la charge de commissaire des Territoires. C'est cette année-là que la R.N.W.M.P. devint la R.C.M.P. (Royal Canadian Mounted Police) (Flanagan, R.T., op. cit. : 36). Le nord, vers lequel on se tournait de plus en plus, était déjà peuplé depuis quelques millénaires ; aussi, en 1924, ces gens (Inuit) se retrouvèrent sous la juridiction du Surintendant général des Affaires indiennes (14-15 Georges V, chapitre 47). ¹⁷

Le 23 juin 1936, les Affaires indiennes cessaient de constituer un ministère autonome, prenant alors la forme d'une direction du ministère des Mines et des Ressources (I Édouard VIII, chapitre 33). En décembre de la même année, le ministère de l'Intérieur disparaissait. L'immigration allait rejoindre les Indiens, les

---

¹⁷ En 1930, le Législateur supprima de cet article la référence aux Inuit (20-21 Georges V, chapitre 25, article 1); c'était à l'époque où les deux paliers de gouvernement cherchaient à se débarrasser du dossier inuit. En 1939, la Cour suprême confirma la responsabilité fédérale.

Inuit, les mines, le pétrole et le gaz naturel au ministère des Mines et des Ressources. En 1945, une décision du Conseil privé (1945-6495) transférait les services de santé destinés aux autochtones du ministère des Mines et des Ressources à celui de la Santé nationale et du Bien-Être social. Une loi du 10 décembre 1949 prévoyant la disparition du ministère des Mines et des Ressources, la direction des Affaires indiennes s'est alors retrouvée au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (13 Georges VI, chapitre 16). En 1965, autre décision du Conseil privé (1965-2285): les Affaires indiennes quittaient la Citoyenneté et l'Immigration, pour se retrouver au ministère des Affaires du Nord et des Ressources nationales créé le 16 décembre 1953. Enfin, en 1966, apparaissait l'actuel ministère des Affaires indiennes et du Développement du Nord (14-15 Élisabeth 11, chapitre 25).

Comme on le voit, l'administration des *Affaires indiennes* s'est toujours retrouvée, depuis 1867, dans le voisinage des agences gouvernementales les plus vitales pour les milieux financiers, dont les profits ont exigé l'établissement et l'expansion de l'espace économique canadien : immigration et terres arabes dans l'Ouest ; pétrole, gaz naturel, énergie hydro-électrique dans le nord.

3.5. Faits et gestes de la tutelle fédérale.

[Retour à la table des matières](#)

Depuis le début de la Confédération, l'administration coloniale a été prolifique. Nous avons choisi de nous arrêter à deux types d'action : le processus de signature des traités ou conventions et le dossier de la législation fédérale comme telle. Alors que la signature de traités ou de conventions avait pour but de transporter à la Couronne le titre foncier, la législation fournissait à l'administration les outils nécessaires à la prise en charge définitive des terres ainsi acquises.

3.5.1. Les grands traités de la Confédération -

[Retour à la table des matières](#)

De 1871 à 1975, sur une superficie d'environ trois millions de km² le titre foncier détenu par les autochtones est présumé avoir été transporté à la Couronne par la voie des onze traités dit *numérotés* (de 1871 à 1929) et de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois* (CBJ) (1975). Depuis la Proclamation royale de 1763, la Couronne avait reconnu l'existence d'un tel titre, et défini le processus devant conduire à son extinction au profit du colonisateur. Ci-dessous la liste de ces extinctions, accompagnée de la date à laquelle elles furent convenues et d'une description sommaire des régions affectées ¹⁸:

traité 1	1871	Le sud du Manitoba, principalement les districts de Portage-la-Prairie et de Winnipeg.
traité 2	1871	Le centre du Manitoba, le sud-est de la Saskatchewan et le sud-ouest du Manitoba.
traité 3	1873	L'extrême sud-ouest de l'Ontario et une portion du sud-est du Manitoba.
traité 4	1874	Le sud de la Saskatchewan, débordant légèrement sur le Manitoba et l'Alberta.
traité 5	1875	Le nord du Manitoba et une partie de l'extrême ouest de l'Ontario, au nord de la région visée par le traité 3.
traité 6	1876	Le centre de l'Alberta et celui de la Saskatchewan.
traité 7	1877	Le sud de l'Alberta.
traité 8	1899	Le nord de l'Alberta, le nord-ouest de la Colombie britannique et une portion, au sud du Grand Lac des Esclaves, des Territoires du Nord-Ouest.

---

¹⁸ Ces informations sont partiellement tirées de Hawthorn, H.B. & M.A. Tremblay, 1968 : 268-269.

traité 9	1905	En Ontario, au nord des traités de 1850 (Robinson Huron et Robinson Supérieur) jusqu'à la limite sud de l'ancienne Terre de Rupert.
traité 10	1906	Le nord-est de la Saskatchewan.
traité 11	1921	Les Territoires du Nord-Ouest au nord du Grand Lac des Esclaves.
CBJ	1975	Le nord-ouest du Québec.

La signature de chacun des traités numérotés nécessita une période assez courte de négociation (une à deux semaines), tandis que les discussions préparatoires à la signature de la CBJ s'étendirent sur une période d'environ deux ans. Ces dernières se déroulèrent principalement à Montréal et à Québec, tandis que les onze traités avaient été négociés sur place, par diverses personnalités officielles (lieutenant gouverneur, commissaires des Affaires indiennes, etc.) souvent accompagnées de militaires ¹⁹, de missionnaires et d'interprètes, les négociations ayant abouti à la CBJ furent conduites par des représentants du gouvernement du Québec, en présence de ceux du gouvernement du Canada.

L'objectif principal de ces grandes manoeuvres canadiennes, est-il besoin de le souligner, était la cession par les autochtones de territoires dont la superficie variait d'un traité à l'autre ²⁰. La liste suivante atteste d'une avidité croissante :

¹⁹ «... I have, amongst other things, asked Major Irvine to detail a few of his troupes to be present at the opening of the treaty. Military display has always a great effect on savages, and the presence, even of a few troupes, will have a good tendency » (Lettre écrite par A.G. Archibald au secrétaire d'État du Canada, le 22 juillet 1871, citée par Morris, A., 1971: 32). Lors des négociations en vue du traité 6, auxquelles participait Gros Ours, le futur compagnon d'armes de Louis Riel, la troupe de la R.N.W.M.P. semble avoir joué un rôle plus que symbolique (Morris, A., op. cit.: 169-244).

²⁰ Quelque temps avant la signature du traité 5, le ministre de l'Intérieur avait déclaré «.. that it was essential that the Indian title to all the territory in the vicinity of the lake (lac Winnipeg] should be extinguished so that settlers and traders might have undisturbed access to its waters, shores, islands, inlets and tributary streams» (Morris, A., op. cit., 143-144).

Avant la signature du traité 8 J. Walker, un ex-agent de la R.N.W.M.P., qui avait aussi déjà été à l'emploi des Affaires indiennes, écrivait ce qui suit

traité	1	26,870 km ²
traité	2	5,7441 km ²
traité	3	88,495 km ²
traité	4	12,0031 km ²
traité	5	160,900 km ²
traité	6	194,689 km ²
traité	7	69,026 km ²
traité	8	522,764 km ²
traité	9	144,810 km ²
traité	10	136,765 km ²
traité	11	598,548 km ²
CBJ		659,690 km ²

Le texte de chacun des onze traités contient une phrase du type suivant : «The Cree and Saulteux tribes of Indians, and all other the Indians inhabiting the district hereinafter described and defined, do hereby cede, release, surrender and yield up to the Government of the Dominion of Canada for Her Majesty the Queen and her successors forever, all their rights, titles and privileges whatsoever to the lands included within the following limits... Also all their rights, titles and privileges whatsoever to all other lands wheresoever situated within Her Majesty's North-West Territories, or any or them, to have and to hold the same to Her Majesty the Queen and her successors forever » (Traité 4, Morris, A., op. cit., 331).

---

aux autorités gouvernementales : « From all appearance there will be a rush of miners and others to the Yukon and the mineral region of the Peace, Liard, and other rivers in Athabasca during the next year... In the face of this influx of settlers into that country, no time should be lost by the Government in making a treaty with these Indians for their rights over this territory. They will be more easily dealt with now than they would be when their country is overrun with prospectors and valuable mines be discovered. They would then place a higher value on their rights than they would before these discoveries are made and if they are like some of the Indians of Saskatchewan, they may object to prospectors going into that country until their rights are settled (Cité par Fumoleau R., 1975 : 55-56). Il est instructif de rapprocher un tel empressement des commentaires que faisait en 1875, à propos de la même région, le ministre de l'Intérieur d'alors : « Au nord de nos territoires sont éparpillées plusieurs bandes indiennes qui, en raison du fait que leurs terres sont impropres à l'établissement de colons, ne seront probablement jamais requises de signer des traités avec nous » (Flanagan, R.T., op. cit., 9 ; notre traduction).

L'article premier du second chapitre de la CBJ (1975) adopte cette formulation :
 « ... Les Cris de la Baie James et les Inuit du Québec cèdent, renoncent, abandonnent et transportent par les présentes tous leurs revendications, droits, titres et intérêts autochtones, quels qu'ils soient, aux terres et dans les terres du Territoire et du Québec ... » (Gouvernement du Québec, 1976 : 6).

Carte n° 3.
Les traités numérotés de la Confédération (1871-1929)

[Retour à la table des matières](#)

Carte n° 4.
La Convention de la Baie James et du Nord québécois

[Retour à la table des matières](#)

Carte n° 4:

Une des caractéristiques de ces diverses ententes tient au fait que la plupart furent signées par étape. Ne pouvant réunir en un même lieu tous les habitants du territoire, les commissaires se contentaient de faire signer ceux qu'ils pouvaient rejoindre aisément, et tentaient par la suite de contacter les autres groupes afin d'obtenir leur adhésion :

traité 3	1873	adhésions en 1874
traité 4	1874	adhésions en 1874-1875
traité 5	1875	adhésions en 1875
traité 6	1876	adhésions en 1877-1878-1879
traité 7	1877	adhésions en 1877
traité 8	1899	adhésion en 1900
CBJ	1975	adhésions 1978 ²¹

Enfin, il peut ajouter que les frontières de certains de ces traités furent ultérieurement modifiées, et de façon considérable. Ainsi, entre 1908 et 1910, le territoire du traité 5 passait d'une superficie de 160 900 km² à une superficie de 370 743 km². Un phénomène identique affectait le territoire du traité 6 en 1889 : de

²¹ Dans le cas de cette adhésion, elle visait à corriger une stipulation pour autrui dont s'était plus ou moins rendue coupable, en 1975, la CBJ (cf. Commission des Droits de la Personne du Québec, 1978). L'adhésion a pris la forme d'un texte intitulé *Convention du Nord-est québécois* et fut signée par les représentants d'un groupe de Cris, appelés Naskapi, ayant quitté la région de la Baie James il y a environ 60 ans pour venir s'installer à Schefferville, en territoire montagnais. Les considérants du texte de cette Convention du Nord-Est montrent bien qu'il s'agit bien d'une adhésion analogue à celles qui suivirent la plupart des traités : « que la Convention de la Baie James et du Nord québécois prévoit des mesures pour l'organisation, la bonne administration et le développement planifié du Territoire, que les membres de la bande des Naskapis de Schefferville habitent la portion nord-est du Territoire ». Depuis lors les Montagnais, qui n'ont signé ni CBJ de 1975 ni l'entente de 1978, déclarent que le territoire visé par cette dernière a toujours été le leur, et le considèrent comme objet de réclamation (Conseil Attikamek-Montagnais, 1980 : 171-182).

194 689 km² à 212 494 km². En 1929-1930, c'était au tour du traité 9, il passait de 144 810 km² à 294 810 km².

En échange des terres ainsi cédées, sur lesquelles il leur était permis de chasser et pêcher tant qu'elles ne seraient pas requises à des fins de colonisation, les signataires autochtones se voyaient réserver une superficie le plus souvent fixée à 1,609 km² par famille de cinq ²². Dans le cas de la CBJ (1975), ces réserves, qui portent le nom de terres de catégorie 1, représentent 1% de l'ensemble du territoire cédé, elles sont complétées par les terres de catégories II, sur lesquelles les autochtones sont les seuls à pouvoir chasser, trapper et pêcher. Ces terres de catégorie II représentent environ 14% de l'ensemble du territoire cédé.

Au chapitre des compensations immédiates, la situation des onze traités numérotés se présente ainsi ²³ :

traité 1	\$3.00 par personne ;
traité 2	idem ;
traité 3	\$12.00 par personne ; outils agraires ; semences ; une médaille et un chapeau pour chaque chef ²⁴ ;

²² «... In defining the limits of their reserves, so far as we could see, they wished to have about two-thirds of the Province [Note des auteurs : la Province du Manitoba ne représentait alors qu'une infime portion de la superficie actuelle de cette Province]. We ... told them it was quite clear that they had entirely misunderstood the meaning and intention of reserves... We told them that whether they wished it or not, immigrants would come in and fill up the country ; that every year from this one twice as many in number as their whole people there assembled would pour into the Province, and in a little while would spread all over it, and that now was the time for them to come to an arrangement that would secure homes and annuities for themselves and their children... If they thought it better to have no treaty at all, they might do without one, but they must make up their minds ; if *there was to be a treaty, it must be on a basis like that offered* (Lettre écrite par A.G. Archibald le 29 juillet 1871, citée par Morris, A., op. cit., 34, c'est nous qui soulignons).

²³ Ces données proviennent de l'ouvrage de Brown, G. & R. Maguire, 1979.

²⁴ En 1873, le prix des cadeaux s'élève, et on commence à prévoir un traitement spécial pour les chefs, afin sans doute de contrer les difficultés croissantes d'obtenir ce genre de cession.

traité 4	\$25.00 par chef ; \$15.00 par sous-chef ; \$12.00 par personne ; costume aux chefs et aux sous-chefs ; médaille en argent et drapeau aux chefs ; poudre, cartouches, couvertures et vêtements aux membres de la bande ;
traité 5	\$5.00 par personne ; drapeau et médaille en argent pour chaque chef ; divers outils agraires ;
traité 6	\$12.00 par personne ; outils agraires ; pour chaque chef un chapeau, une médaille, un drapeau, un cheval, une voiture et un harnais ;
traité 7	\$12.00 par personne ; outils agraires ; pour chaque chef un fusil, un drapeau ; une médaille en argent ; un fusil pour chaque sous-chef ;
traité 8	\$32.00 par chef ; \$22.00 par sous-chef ; \$12.00 par personne ; outils agraires ; pour chaque chef une paire de chevaux (ou de boeufs), un drapeau et une médaille en argent ;
traité 9	\$8.00 par personne ; un drapeau et une copie du texte du traité pour chaque chef ;
traité 10	\$32.00 par chef ; \$22.00 par sous-chef ; \$12.00 par personne ; pour les chefs, une médaille en argent et un drapeau ; pour les sous-chefs, une médaille en argent ;
traité 11	\$32.00 par chef ; \$22.00 par sous-chef ; \$12.00 par personne ; divers outils de chasse, de pêche et de trappe ; \$50.00 par famille ; une médaille en argent, un drapeau et une copie du texte du traité pour chaque chef ²⁵ ;

Outre ces compensations immédiates, qui ne risquaient sans doute pas d'entraîner la faillite de la Puissance du Canada, les traités étaient assorties de promesses pour l'avenir. Elles prirent trois formes : des annuités en argent ou en biens, des dons versés généralement aux trois ans, des écoles pour chaque réserve quand

---

²⁵ Il semble que les signataires du traité 11 durent attendre 40 ans avant de recevoir leur copie du texte du traité.

les intéressés en feraient la demande. Voici les détails, par traités, de ces promesses.²⁶

traité 1	\$3.00 par personne par année payable en argent ou en biens (vêtements, couvertures, pièges, etc.), selon le bon vouloir de sa Majesté ; aux chefs et aux sous-chefs ; des vêtements à tous les trois ans ; une école par réserve, selon la demande ²⁷ ;
traité 2	Au moment de la signature, en 1871, les conditions étaient semblables à celles prévues originellement dans le cadre du traité 1. L'ordre en conseil de 1875 devait s'appliquer aux deux premiers traités ; une école par réserve, selon la demande ;
traité 3	\$5.00 par personne par année ; \$25.00 par chef par année ; \$15.00 par sous-chef par année ; \$1500.00 par année en munitions et corde à filet ; des vêtements aux trois ans pour les chefs et les sous-chefs ; une école par réserve, selon la demande ;
traité 4	\$5. 00 par personne par année ; \$25.00 par chef par année ; \$15.00 par chef par année ; \$750.00 par année en munitions et corde à filet ; des vêtements aux trois ans pour les chefs et les sous-chefs, une école par réserve, selon la demande ;
traité 5	\$5.00 par personne par année, \$25.00 par chef par année ; \$15.00 par sous-chef par année ; \$500.00 par année en munitions et corde à filet ; des vêtements aux trois ans pour les chefs et sous-chefs ; une école par réserve, selon la demande,
traité 6	\$5.00 par personne par année ; \$25.00 par chef par année ; \$15.00 par sous-chef par année ; \$1000.00 par année (durant les

²⁶ Brown, G. & R. Maguire, Ibid.

²⁷ Après la signature du traité 3, qui se montrait relativement plus généreux, un ordre en conseil (30 avril 1875) porta l'annuité aux individus à \$5.00, promit une annuité de \$25.00 à chaque chef et, à tous les trois ans, une voiture et des vêtements aux chefs et aux sous-chefs.

- trois premières années) pour des provisions ; une école par réserve, selon la demande ;
- traité 7   \$5.00 par personne par année ; \$25.00 par chef par année ; \$15.00 par sous-chef par année ; \$2000.00 par année pour des munitions ou autres choses jugées utiles ; des vêtements aux trois ans pour les chefs et les sous-chefs ; une école par réserve selon la demande ;
- traité 8   \$5.00 par personne par année ; \$25.00 par chef par année ; \$15.00 par sous-chef par année ; distribution printanière de provisions (durant quelques années) ; \$1.00 par année par famille « engaged in hunting and fishing » pour payer les munitions et la corde à filet (!) ; des vêtements aux trois ans pour les chefs et les sous-chefs ; une école par réserve, selon la demande ;
- traité 9   \$4.00 par personne par année, une école par réserve, selon la demande ;
- traité 10   \$5.00 par personne par année ; \$25.00 par chef par année ; \$15.00 par sous-chef par année ; vêtements aux trois ans pour les chefs et les sous-chefs ; une école par réserve, selon la demande ;
- traité 11   \$5.00 par personne par année ; \$35.00 par chef par année ; \$25.00 par sous-chefs par année ; des vêtements aux trois ans pour les chefs et les sous-chefs ; corde à filet, de \$3.00 par personne par année ; aide à l'agriculture ; une école par réserve, selon la demande.

Quant à la CBJ (1975), en échange de tous leurs droits dans un territoire d'une superficie de 610 454 km², les signataires se voyaient promettre une indemnisation financière au montant de \$225 millions :

- « les premiers \$75 millions à verser directement en argent sur une période de dix ans (du 31 mars 1976 au 1 janvier 1985) ;
- le gouvernement fédéral devra verser \$32 750 000 soit 43,6%, et le gouvernement du Québec \$42 250 000 soit 56,333% ; le premier versement a été fait le 31 mars 1976 (Canada = \$8 733 400 ; Québec =

\$11 266 000) ; le deuxième versement a été fait le 1er janvier 1977 (Canada = \$6 986 720 ; Québec = \$9 013 280) ; le troisième versement devra être fait le 1er janvier 1978 (Canada = \$6 113 380 ; Québec = \$7 886 620) ;

- les deuxièmes \$75 millions devront être payés par le gouvernement du Québec sur une période de 20 ans, sous forme de redevances provenant des projets hydroélectriques sur le territoire ;
- les derniers \$75 millions devront être payés par le gouvernement du Québec sur une période de 5 ans, sous forme d'obligations en remplacement des redevances provenant de la future mise en valeur des ressources du Territoire » (Canada, 1977).

À première vue, il peut sembler n'y avoir aucune commune mesure entre ce genre d'indemnisation et celles prévues par les anciens traités ; cette apparente disproportion ne résiste cependant pas à un examen attentif, comme le montre bien un excellent travail récemment publié (Trudel, P., 1979).

Au chapitre des terres réservées, il s'agit des terres de catégories I et II dont la superficie représente environ 15% de l'ensemble du territoire couvert par la Convention (Catégorie I : 1% ; catégorie II : 14%). Pour les signataires Cris, les terres de catégorie I sont de deux types :

- 1a « L'administration, la gestion et le contrôle de ces terres relèvent du Canada, et le Québec conserve la nue-propriété des terres ».
- 1b « La propriété de ces terres est dévolue inconditionnellement aux corporations communautaires crées, sous compétence provinciale. Elles ne peuvent être vendues qu'au Québec » (Canada, 1977).

« Le Québec conserve les droits miniers sur ces terres tandis que les Cris se voient accorder des droits exclusifs d'utilisation des ressources forestières. Ces terres sont assujetties aux servitudes publiques, sous réserve d'une indemnisation en terres ou en argent » (*ibid.*).

Pour les signataires inuit, « La propriété des terres [catégorie 1] est dévolue inconditionnellement aux corporations communautaires inuit. Elles ne peuvent être vendues qu'au Québec et le Québec conserve la propriété des droits miniers sur ces terres. Elles sont assujetties aux servitudes publiques, sous réserves d'une indemnisation en terres ou en argent » (*ibid.*).

Quant aux terres de catégorie 11, les Cris et les Inuit y « ... bénéficient de droits exclusifs de chasse, de pêche et de piégeage... Le Québec conserve la nue-propriété et la compétence de ces terres. Ces dernières sont assujetties aux servitudes publiques sans indemnisation et peuvent servir au développement, sous réserve de remplacement ou d'indemnisation » (*ibid.*).

Ainsi, comme c'était le cas pour les traités, la CBJ (1975) donne au gouvernement (québécois, cette fois) le contrôle entier des terres concernées par l'Entente. À la limite, les terres réservées (catégories 1 et 11) peuvent éventuellement être retirées aux signataires en échange « ... d'une indemnisation... en argent » (*ibid.*).

En plus des questions d'indemnisation et de tenure des terres, la CBJ (1975) prévoit la mise sur pied d'un nombre considérable de comités, conseils et organismes de toutes sortes :

- conseils d'administration local,
- conseils d'administration de zone,
- conseils d'administration régionale,
- comité consultatif sur l'environnement,
- commission de la qualité de l'environnement,
- comité conjoint chasse, pêche et trappage,
- conseils régionaux santé et services sociaux,
- commissions scolaires
- corps policiers,
- société de développement commercial,
- comités fédéral-provincial-autochtones de développement économique et communautaire,

- etc ²⁸

Les traités ont toujours fait l'objet de dénonciations de divers types. Les signatures autochtones, prenant la plupart du temps la forme d'un X, semblent avoir été obtenues dans des conditions douteuses. Il n'est pas risqué d'affirmer que, le plus souvent, les autochtones et les commissaires n'étaient pas sur la même longueur d'onde ! Les mots du chef Joseph, précédemment cités en exergue (page 53), sont représentatifs du type de rapports *homme-terre* privilégiés par les nations autochtones. De tels régimes fonciers excluaient évidemment toute possibilité de vente, de don ou de cession de terre. Sous la pression des commissaires, des missionnaires, des militaires et des colons, les autochtones furent forcés d'apposer leurs croix au bas de textes rédigés en une langue inconnue et, encore une fois, dans une perspective philosophique n'ayant rien à voir avec leur façon de se situer dans l'univers. Dans la meilleure des hypothèses, ces signataires ont simplement convenu d'autoriser les blancs à venir s'installer sur leurs territoires. C'est ce qui ressort de la sentence rendue, le 6 septembre 1973, par le juge William Morrow de la Cour supérieure des Territoires du Nord-Ouest ; à propos des territoires ayant fait l'objet du traité 11 en 1921, le magistrat déclarait qu'il avait « ... acquis la conviction que ces mêmes indigènes mentionnés ci-dessus sont *prima facie* propriétaires de terres visées par le caveat, qu'ils sont détenteurs de ce qu'on appelle des droits aboriginaux » (Fumoleau, R. op. cit., 13, notre traduction). Bref, selon le juge Morrow, le traité 11 n'avait jamais entraîné la conséquence visée par les commissaires d'alors, soit le transport entre les mains de la Couronne du titre légal autochtone. Plus récemment, suite à une affirmation contenue dans le Livre blanc sur la Souveraineté du gouvernement du Québec, selon laquelle la CBJ (1975) aurait fait disparaître la dernière servitude affectant le territoire québécois, André Patry remettait en question, face au droit nouveau de la décolonisation, l'efficacité de ce genre de traité et de convention quant à l'extinction même des droits aboriginaux (Patry, A., 1979). Il se pourrait donc que, dans un avenir rapproché, l'opinion publique internationale empêche tout recours à ce genre de traités et considère caducs ceux qui furent mis en force dans le passé. Est-il besoin d'en rappeler l'origine : la concurrence entre divers intérêts hollandais et anglo-

---

²⁸ Pour une évaluation des premières années de fonctionnement de ces divers organismes, lire La Rusic, 1. et autres, 1979.

saxons en Nouvelle-Angleterre au XVII^{ème} siècle, suivie au XVIII^{ème} de celle opposant la Couronne britannique et ses propres colonies américaines (Proclamation royale de 1763) ? Soulignons, en terminant, que le Yukon, une partie importante des Territoires du Nord-Ouest, les deux tiers environ du Québec et une partie de la Colombie britannique n'ont jamais fait l'objet de traités ou de convention d'aucune sorte. Enfin, on aura noté que la signature de la CBJ (1975) représente une modification majeure dans l'exercice de l'administration coloniale ; sans que le pouvoir fédéral en soit exclu, c'est le pouvoir provincial québécois qui constitue le maître-d'oeuvre de son application. Les négociations préparatoires à la signature de cette entente se firent entre les représentants des autochtones et ceux du Québec, sous le regard attendri d'un tuteur fédéral qui rêve depuis longtemps de se retirer d'un dossier dont il n'a plus rien à tirer. Nous reviendrons plus loin sur cet aspect important de ce qu'on appelle la normalisation du territoire et des autochtones.

3.5.2. *Législation*

[Retour à la table des matières](#)

On se souvient que l'article 91 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique de 1867 (30-31 Victoria, chapitre 3) avait confié au Parlement fédéral le soin de légiférer sur « les Sauvages et les terres réservées pour les Sauvages ». L'expression *terres réservées* avait alors un sens précis qu'il faut connaître, si l'on veut saisir la portée de l'abondante législation fédérale en la matière ; il s'agit de terres dont le titre légal est détenu par la Couronne, mais qui ont été concédées aux Indiens au prorata de la population (généralement 1,609 km² par famille de cinq), en échange d'immenses territoires sur lesquels le titre indien, reconnu jadis par la Proclamation royale de 1763 a été éteint par traité, ou encore en échange de territoires dans lesquels on considérait ²⁹ que cette Proclamation avait nié l'existence d'un tel titre (le Québec de 1763). Ce pouvoir de légiférer a été abondamment utilisé et, à intervalles irréguliers, les diverses lois votées furent réunies en des textes législatifs à caractère plus général ; il y eut six de ces grandes refontes, dont trois durant les vingt premières années de la Confédération :

---

²⁹ ... à tort, selon certaines analyses (voir pp. 42 et 52).

- 1876   Acte pour amender et refondre les lois concernant les Sauvages (39 Victoria, chapitre 18) (100 articles).
- 1880   Acte pour amender et refondre les lois concernant les Sauvages (43 Victoria, chapitre 28) (113 articles).
- 1886   Acte concernant les Sauvages (49 Victoria, chapitre 43) (131 articles).
- 1906   Loi concernant les Sauvages (Statuts révisés du Canada 1906, chapitre 81) (195 articles).
- 1927   Loi concernant les Indiens (Statuts révisés du Canada 1927) (190 articles).
- 1951   Loi concernant les Indiens (15 Georges VI, chapitre 29) (125 articles).

L'objectif fondamental de toute cette activité législative peut être décrit comme la mise au point périodique d'un système de plus en plus étanche de récupération des terres dites réservées aux Indiens. De telles *réserves* ayant toujours été conçues dans l'esprit que les Indiens, bientôt assimilés aux blancs (on se chargerait qu'une telle condition se réalise dans des délais raisonnables), cesseraient d'en avoir besoin, les autorités gouvernementales entendaient se munir des moyens de transférer définitivement dans le territoire national ces enclaves temporaires consacrées, à titre de chambres de décompression, à l'usage des dernières générations d'Indiens ³⁰. D'où les thèmes majeurs de la législation :

- 1 . le contrôle des terres réservées comme telles, de l'usage qui peut en être fait, et du processus selon lequel elles seront progressivement reprises aux Indiens ;

---

³⁰ La réserve semble avoir été conçue comme un mélange de camp de réfugiés et de camp de rééducation.

2. le pouvoir de déterminer qui est Indien ou Indienne, c'est-à-dire qui peut réclamer l'attribution temporaire d'une terre ainsi réservée, et surtout celui de décider à quel moment et dans quelles conditions deviendront simultanément caducs et ce statut de personne indienne et le droit de celle-ci à une portion de la réserve ;
3. le contrôle absolu des structures politiques autochtones et de la portée de leurs gestes, afin d'éliminer toute espèce de résistance susceptible d'entraver l'extinction du statut des personnes et de leurs droits fonciers ;
4. le pouvoir d'agir directement en vue de régir certains comportements des personnes indiennes elles-mêmes, comportements qui pourraient eux aussi entraver les objectifs de l'administration coloniale indiqués aux points 1 et 2 : l'accès aux boissons alcooliques, aux munitions, et aux services d'experts légaux ; la tenue de réunions cérémonielles susceptibles d'aviver les forces de résistance ; l'endoctrinement scolaire des jeunes générations, etc.

C'est sous l'angle de ces quatre thèmes que nous allons tenter de caractériser l'activité législative du gouvernement fédéral, depuis le début de la Confédération jusqu'à nos jours.

3.5.2.1. Les premières lois sur les Indiens de la Confédération.

[Retour à la table des matières](#)

La toute première loi au sujet des Indiens reçut la sanction royale le 22 mai 1868, sous le titre d'Acte pourvoyant à *l'organisation du Département du Secréariat d'Etat du Canada, ainsi qu'à l'administration des terres des Sauvages et de l'Ordonnance* (31 Victoria, chapitre 42). Ainsi, pour donner suite à l'obligation que lui faisait l'article 91 de la constitution, le nouveau Parlement créait un Secréariat d'État et confiait à son titulaire ³¹ le soin d'administrer les « Sauvages et les

---

³¹ Le premier titulaire du poste de secrétaire d'État fut Hector Langevin.

terres réservées pour les Sauvages » ³². Il est significatif de constater que la majorité des 42 articles de cette loi de 1868 touchaient les fonctions du secrétaire d'État en tant que surintendant général des Affaires indiennes ; ceci confirme l'importance que le législateur accordait au dossier indien pour l'établissement du pays.

Tel qu'indiqué précédemment, la pierre d'assise de cette pratique coloniale résidait dans le pouvoir de...

« ... déterminer quelles personnes ont droit de posséder, occuper ou exploiter les terres et autres propriétés immobilières, appartenant ou affectées aux divers nations, tribus ou peuplades de Sauvages en Canada » (31 Victoria, chapitre 42, article 5).

D'où l'attention portée par le législateur au nombre et à la qualité des personnes susceptibles de tomber dans la catégorie légale d'Indien et d'Indienne. À ce chapitre, la loi de 1868 se contentait d'étendre à l'ensemble du nouveau Dominion, les trois critères qu'une loi de 1851 (14-15 Victoria, chapitre 59) avait réservés pour l'ancien Bas-Canada. Cette loi, votée sous l'Union, avait reconnu le titre de personne indienne à...

« Tous sauvages pur sang, réputés appartenir à la tribu ou peuplade particulière de sauvages intéressés dans les dites terres ou propriétés immobilières ; ou leurs descendants ... »

et à...

« Toutes personnes résidant parmi les sauvages dont les pères et mères étaient ou sont, ou dont l'un ou l'autre était ou est descendu de l'un ou l'autre côté, de sauvages, ou d'un sauvage réputé appartenir à la tribu ou peuplade particulière de sauvages intéressés dans les dites terres ou propriétés immobilières, ainsi que les descendants de telles personnes ». (14-15 Victoria, chapitre 59)

---

³² « Le Secrétaire d'État sera le surintendant-général des affaires des Sauvages, et, en cette capacité, aura le contrôle et l'administration des terres et propriétés des Sauvages en Canada » (31 Victoria, chapitre 42, article 5).

En plus de reconnaître le titre indien à ces « pur sang », « demi sang » ou « quart de sang », la loi de 1851 incluait dans cette catégorie...

« Toutes les femmes maintenant légalement mariées, ou qui le seront ci-après, à aucune ³³ des personnes comprises dans les diverses classes ci-dessous désignées ; les enfants issus de tels mariages, et leur descendants » (ibid.)

Une application rigoureuse de ces critères avait pour résultat de retirer le statut d'Indien ou d'Indienne à un certain nombre de personnes que ces populations considéraient comme les leurs : les femmes indiennes, même « pur sang », mariées soit à des blancs, soit à des Indiens ne tombant pas dans les catégories ci-haut mentionnées, les enfants issus de ces mariages, les descendants de ces enfants, les blancs ayant vécu depuis longtemps parmi les Indiens (qui souvent les considéraient comme des leurs). Par ailleurs, les femmes non indiennes le devenaient aux yeux de la loi, suite à leur mariage avec un homme soit « pur sang », soit « demi sang », soit « quart de sang ». Dans les faits, le caractère restrictif de cette législation fut accentué : lors des recensements, en vue d'enregistrer les noms des personnes légalement considérées comme indiennes, on en aurait oublié plusieurs qui se trouvaient en forêt ou ailleurs au moment de la visite du fonctionnaire. Leur descendance ne figure donc pas sur la liste d'Indiens ou d'Indiennes statué(e)s.

Au chapitre des terres réservées elles-mêmes, le surintendant général se voyait accordé par la loi le droit de les faire arpenter, d'y autoriser le passage de voies ferrées et, quand il s'agissait de terres principalement consacrées à l'agriculture ³⁴, d'ordonner à leurs habitants de pourvoir à l'entretien des chemins. De plus, dans le cas où des personnes ne pouvant, au termes de cette loi, se réclamer du titre d'Indien, chercheraient à occuper les réserves ou à y couper du bois, le surintendant général se voyait conférer des pouvoirs d'éviction, d'arrestation et d'emprisonnement. De telles mesures s'appliquaient aux blancs, mais on peut imaginer, en rai-

³³ à l'une ou l'autre...

³⁴ Comme on l'a vu à propos des traités, le gouvernement encourageait fortement le développement de l'agriculture sur les réserves. Dans son rapport 1873-74 le surintendant général écrivait : « Le meilleur moyen de rompre leurs habitudes nomades, d'élever et d'assurer leurs positions, c'est de les attacher à l'agriculture » (Canada, 1875 : 56).

son de l'économie générale de cette loi, qu'elle visaient surtout les Indiens et Indiennes non reconnu(e)s comme tel(le)s par cette loi. Ainsi, suite à son mariage avec un Indien sans statut, une Indienne et ses enfants n'étaient plus autorisés à résider parmi les leurs. Enfin, la loi déterminait les conditions suivant lesquelles devrait éventuellement se faire la cession définitive de ces terres à la Couronne : toute cession...

« ... devra être ratifiée par le chef, ou s'il existe plus d'un chef, par la majorité des chefs de la nation, tribu ou peuplade convoqués à cette fin ... »
(31 Victoria, chapitre 42, article 8, paragraphe 1).

À ce chapitre, le législateur précisait que seule une personne indienne, telle que définie précédemment, et à la condition qu'elle réside sur les terres en question ou dans les environs, pouvait avoir droit de vote, dans le cas où la cession exigeait la tenue d'un tel vote. Enfin, divers articles obligeaient à utiliser, pour fin d'administration des Indiens, les revenus tirés de la vente ou de la location des terres ainsi cédées à la Couronne, de même que ceux provenant de la vente du bois qui s'y trouvait. Il s'agissait là du vieux rêve d'autofinancement de l'administration coloniale.

Enfin, cette loi de 1868 prenait des mesures sévères Pour empêcher l'accès des Indiens aux boissons alcooliques :

« Nulle personne ne vendra, troquera, changera, ni ne donnera des liqueurs spiritueuses d'aucune espèce à un Sauvage, soit homme, femme ou enfant en Canada, de quelque manière que ce soit, ni ne lui en procurera ou lui en fera obtenir pour quelque objet que ce soit ; et quiconque vendra, troquera, échangera ou donnera des liqueurs spiritueuses à un Sauvage, soit homme, femme ou enfant comme il est dit ci-haut, ou lui en fera obtenir, sera - s'il est trouvé coupable devant un juge de paix, sur le témoignage d'une personne digne de foi, outre que le dénonciateur ou poursuivant, - condamné à une amende de pas plus de vingt piastres pour chaque amende... » (31 Victoria, chapitre 42, article 12).

Le 22 juin 1869, le gouverneur général sanctionnait une autre loi au sujet des Indiens : *Acte pourvoyant à l'émancipation graduelle des Sauvages, à la meilleure administration des affaires des Sauvages, et à l'extension des dispositions de l'acte trente-et-un Victoria, chapitre quarante-deux* (32-33 Victoria, chapitre 6). Les

vingt-quatre articles de cette loi étaient consacrés au développement de la réglementation du statut d'Indien ou d'Indienne et à la mise en place d'organisations politiques autochtones contrôlées par le surintendant général des Affaires indiennes.

Au chapitre du statut des personnes, la loi précisait certaines mesures déjà existantes. Les précisions portaient sur les conséquences de certains mariages. Alors que l'article 15 de la loi du 22 mai 1868 avait formulé *positivement* que toute femme (indienne ou non) « ... légitimement mariée ... » à un Indien statué, ses enfants et les descendants de ceux-ci, avaient le statut de personnes indiennes, la nouvelle loi ajoutait à cet énoncé une formulation *négative*, et forcément limitée au cas des femmes indiennes, des conséquences de leurs mariages avec des non-Indiens :

« ... toute femme Sauvage qui se mariera à un autre qu'un Sauvage, cessera d'être une Sauvage dans le sens du présent acte, et les enfants issus de ce mariage ne seront pas non plus considérés comme Sauvages dans le sens du présent acte » (32-33 Victoria, chapitre 6, article 6).

Au même article, la loi inaugurerait, en stipulant...

« ... que toute femme Sauvage qui se mariera à un Sauvage d'une autre nation, tribu ou peuplade cessera d'être membre de la nation, tribu ou peuplade à laquelle elle appartenait jusque-là, et deviendra membre de la nation, tribu ou peuplade à laquelle appartient son mari ; et les enfants issus de ce mariage seront membres de la tribu de leur père seulement » (idem).

Faisant fi des règles autochtones de filiation et de résidence après le mariage, le législateur voulait surtout s'assurer que, dans le cas de mariages mixtes, les pertes de statut des femmes indiennes et de leurs enfants seraient bien comptabilisées, et que, dans les cas de mariages entre gens de bandes différentes, personne ne serait tenté de réclamer des droits et/ou des annuités dans plus d'une bandes ³⁵.

³⁵ La société dominante euro-canadienne étant ce qu'elle est, il n'y a pas lieu de s'étonner que, selon cette loi, la femme se devait d'adopter le statut de son époux, quel qu'il soit : Indien, non-Indien ou Indien d'une autre bande. Dès que ces mesures furent connues des populations, un regroupement d'autochtones du Québec et d'Ontario (General Indian Council-Napane), dans une lettre adressée au ministre de l'Intérieur, déclarait que les femmes indiennes pou-

Toujours au sujet du statut des personnes indiennes, cette loi de 1869 visait à combler une lacune importante de la loi de 1868 ; alors que celle-ci avait bel et bien stipulé qu'une cession par la bande mettait fin à l'existence d'une réserve, rien n'avait été prévu concernant la disparition du statut de personne indienne, comme c'était le cas dans les lois préconfédératives. C'est ainsi que la loi de 1869 autorisait le gouverneur à émettre des lettres patentes concédant...

« ... à tout Sauvage qui, à raison du degré de civilisation qu'il aura atteint et de la réputation d'intégrité et de sobriété dont il jouit, semblera mériter de devenir propriétaire de terre, un droit viager dans la terre qui lui a été ou pourra lui être assignée dans la réserve appartenant à la nation, tribu ou peuplade dont il est membre ; et, en pareil cas, ce Sauvage aura la faculté de la transmettre par testament à aucun ³⁶ de ses enfants, et s'il meurt intestat quant à ces terres, elles passeront à ses enfants, suivant les lois de la partie de la Puissance du Canada dans laquelle elles sont situées, et les enfants auxquels telle terre est ainsi léguée ou passera, en jouiront en pleine propriété » (32-33 Victoria, chapitre 6, article 13).

Un autre article de la même loi stipulait que :

« Chaque Sauvage devra, avant l'émission des lettres patentes mentionnées dans la treizième section du présent acte, déclarer au surintendant-général des affaires des Sauvages, les nom et prénom sous lesquels il désire être émancipé ³⁷ et connu par la suite ; et après avoir reçu les lettres patentes, sous ces nom et prénom, il sera considéré comme émancipé, et il sera dès lors connu sous ces nom et prénom, et sa femme et ses enfants mineurs non-mariés seront considérés comme émancipés ³⁸ ; et à compter

---

vaient « ... épouser qui elles veulent et quand elles le veulent, sans pour autant se voir exclues ou expulsées de la bande » (Public Archives of Canada, Indian Affairs Records, Red Serie, Letter books, vol. 1934, file 3541 ; cité par T.H.R.C., 1978 : 54, notre traduction). Plusieurs femmes indiennes, affectées par une telle perte de statut, furent exclues manu militari des réserves par les forces de l'ordre.

³⁶ à chacun...

³⁷ Quitter ainsi l'état d'indien correspondait effectivement, aux yeux du législateur, à un processus *d'émancipation*, puisque une loi de 1857 (20 Victoria, chapitre 26) avait réduit le statut civil de l'Indien à celui d'un mineur.

³⁸ La femme indienne mariée à un nouvel émancipé se retrouvait donc dans la même position que si elle avait épousé un non-Indien ; elle passait du statut de

de la date de ces lettres patentes, les dispositions de tout acte ou loi établissant une distinction entre les droits et obligations légitimes des Sauvages et ceux des autres sujets de Sa Majesté, cesseront de s'appliquer au Sauvage, ainsi qu'à sa femme et à ses enfants mineurs déclarés émancipés comme il est dit ci-haut, lesquels ne seront plus réputés des Sauvages dans le sens des lois relatives aux Sauvages, sauf en ce qui se rattache à leur droit de partager dans les annuités, intérêts et rentes afférant à la nation, tribu ou peuplade à laquelle ils appartenaient, et sauf aussi que les douzaine, treizième et quatorzième sections de l'acte trente-et-un Victoria, chapitre quarante-deux, et la onzième section du présent acte, s'appliqueront à tel Sauvage ainsi qu'à sa femme et à ses enfants » (32-33 Victoria, chapitre 6, article 16).

La cession de terres, prévue par l'article 8 de la loi de 1868, était conditionnelle à l'accord du chef ou de la majorité des chefs de la bande ; or la loi de 1869 contournait cette difficulté, en donnant au gouverneur le pouvoir exclusif d'opérer du même coup l'émancipation d'une personne indienne et la normalisation de la portion de territoire que lui avait été attribuée. Quant à la perpétuation du droit aux annuités, après l'émancipation, elle visait à faire disparaître tout sentiment de perte d'avantages économiques. La loi déclarait de plus que ces annuités étaient insaisissables pour dettes. Par ailleurs, les émancipés restaient soumis aux mêmes contraintes concernant l'accessibilité aux « liqueurs spiritueuses », ainsi qu'à l'obligation de participer au maintien du bon état des routes dans les réserves à vocation agricole.

Le gouvernement canadien s'était cependant rendu compte que la réalisation de ses objectifs, en matières indiennes, risquait d'être retardée, s'il n'avait pas bien en main les organisations politiques de ces populations. D'où le second aspect majeur de la loi de 1869. Le gouverneur général se voyait conférer le pouvoir...

« ... d'ordonner que les chefs de toute nation, tribu ou peuplade de Sauvages seront élus par les membres du sexe masculin ³⁹ de chaque bourgade sauvage, ayant atteint l'âge de vingt-et-un ans révolus, aux temps et lieu et de la manière que le surintendant-général des affaires des Sauvages pourra prescrire ; et ils seront en ce cas élus pour trois ans, à moins

---

mineure mariée à un mineur, à celui d'une mineure mariée à un majeur. Elle était devenue une blanche.

³⁹ On entendait bien assimiler les autochtones.

d'être démis par le gouverneur pour malhonnêteté, intempérance ou immoralité, et ils seront dans la proportion d'un chef ou deux chefs subalternes pour chaque deux cents âmes ; mais toute tribu comptant trente membres pourra avoir un chef ; pourvu toujours que tous les chefs à vie continueront d'agir comme tels jusqu'à leur décès ou résignation, ou jusqu'à ce qu'ils soient démis par le gouverneur pour malhonnêteté, intempérance ou immoralité » (32-33 Victoria, chapitre 6, article 10).

Le gouverneur général pouvait donc, au moment voulu, instaurer un système électif à la chefferie ; quant aux chefs désignés selon les modes ancestraux, que le législateur qualifie grossièrement de *chefs à vie* ⁴⁰, ils pouvaient demeurer en

fonction s'ils se confirmaient aux critères de bonne conduite soumis à l'appréciation du surintendant général. Pour ce qui est des chefs élus, la loi prévoyait qu'ils pouvaient faire...

« ... sujet à ratification par le gouverneur en conseil, des règlements relatifs aux objets suivants :

1. À la salubrité publique ;
2. Au maintien de l'ordre et du décorum dans les assemblées de la tribu réunie en conseil général, ou en d'autres occasions ;
3. À la répression de l'intempérance et de l'immoralité ;
4. Aux mesures à prendre pour empêcher les bestiaux de commettre des dégâts à la propriété d'autrui ;
5. À l'entretien des chemins, ponts, fossés et clôtures ;
6. À la construction et réparation des maisons d'écoles, salles de conseil et autres édifices publics appartenant aux Sauvages ;
7. À l'établissement de fourrières et à la nomination de gardiens de fourrières » (32-33 Victoria, chapitre 6, article 12).

Dans son rapport du 2 février 1871, le surintendant général se plaindra que...

---

⁴⁰ La constitution de la Longue Maison iroquoise a toujours prévu des cas où un chef pouvait être démis de ses fonctions.

« ... jusqu'ici, la nouvelle manière de nommer à ces charges n'a pas été généralement acceptée par la population indienne ... » (Canada, 1871 :4).

Et il interprétera cette résistance...

« ... par le fait que le Sauvage est lent, d'ordinaire, à accepter ce qui lui paraît nouveau » (Ibid.).

Citons, à titre d'exemple, un cas de *lenteur* à accepter le nouveau mode de désignation des chefs ⁴¹. Le 9 juin 1888, après avoir déposé les trois *chefs à vie* de la bande de Saint-Régis (section canadienne) ⁴² l'année précédente, le gouvernement introduisit ce système électif. Dans les semaines qui suivirent l'élection, les cinq élus furent déposés par les autorités ; l'un d'eux fut frappé d'inéligibilité pour une période de six ans, les quatre autres pour une période de trois ans. On procéda donc à la tenue de nouvelles élections le 25 février 1892. Le 10 juin 1893, deux des élus de l'année précédente étaient déposés. En 1894, la bande de Saint-Régis exigea officiellement le retour au système traditionnel de gouvernement. Le gouvernement refusa. En juin 1898, la population réussit à empêcher la tenue d'élection. Le gouvernement tenta de nouveau, en août, de procéder à l'élection prévue par *l'Acte sur les Indiens*, mais ce fut impossible en raison de l'opposition de la population. En mars 1899, le gouvernement fit une autre tentative, mais sans plus de succès. En mai, le commissaire Sherwood se rendit à Saint-Régis, afin de mettre sous arrestation ceux qui avaient empêché la tenue de l'élection en mars ; il était accompagné de plusieurs agents de la Royal North-West Mounted Police. En tentant de résister aux arrestations, l'Indien John Ice fut abattu d'un coup de feu par le commissaire lui-même. Une élection fut tenue en juin 1899. À la fin du terme de trois ans de ce conseil de bande, le gouvernement refusa de faire le nécessaire pour l'élection d'un nouveau conseil. En 1904, la bande se prononça majoritairement contre la tenue d'une élection. Il fallut attendre 1908 pour que le gouvernement puisse remettre en marche, à Saint-Régis, le système électif prévu par l'acte de 1869. Depuis lors, surtout du côté américain de la réserve, la popula-

⁴¹ Rapporté par Daugherty, W. & D. Madill, 1980 : 39-45.

⁴² La réserve de Saint-Régis est traversée par les frontières canado-américaine et ontario-québécoise. Le conseil de bande dont il est question ici concerne la section canadienne de la communauté ; on retrouve l'équivalent du côté américain.

tion a souvent tenté de bannir le système électif et, de fait, le système traditionnel s'y est maintenu jusqu'à nos jours.

Sur le plan de la législation concernant les Indiens, l'année 1873 fut importante surtout par la création du ministère de l'Intérieur, dont le titulaire devenait surintendant général des Affaires indiennes (36 Victoria, chapitre 4), et par la mise sur pied d'un corps de police spécialement affecté au maintien de l'ordre dans les Territoires du Nord-Ouest (36 Victoria, chapitre 35).

Le 26 mai 1874, le gouverneur général était appelé à sanctionner *l'Acte pour amender certaines lois relatives aux Sauvages et pour étendre certaines lois concernant les affaires se rattachant aux Sauvages, aux provinces de Manitoba et de la Colombie-Britannique* (37 Victoria, chapitre 21). En plus d'appliquer aux « sang-mêlé »⁴³ la non-accessibilité aux « liqueurs spiritueuses », cette courte loi (14 articles) étendait aux deux provinces nouvelles (Manitoba et Colombie britannique) les mesures législatives déjà en vigueur au sujet des autochtones.

Ce furent là les principales lois votées sous la Confédération, avant que n'apparaisse, en 1876, la première version de *l'Acte sur les Indiens* comme tel. Déjà, on retrouve les éléments majeurs de la pratique coloniale canadienne ; par la suite, ils seront repris, précisés et développés.

3.5.2.2. L'Acte sur les Indiens, première version (1876)

[Retour à la table des matières](#)

Les premières lois de la Confédération avaient surtout visé à préciser l'administration des Indiens habitant les provinces fondatrices. Mais, comme nous avons eu l'occasion de le préciser, les Pères de la Confédération avaient, depuis longtemps, un oeil sur l'Ouest. Depuis 1873, l'administration des Affaires indiennes logeait un nouveau ministère de l'Intérieur, et un corps de police ouvrait la voie à l'action gouvernementale dans les Territoires du Nord-Ouest.⁴⁴ L'Acte sur les Indiens de 1876 stipulait donc que...

---

⁴³ On était en pleine période de résistance métisse dans l'ouest.

⁴⁴ En 1876, on était en pleine résistance indienne et métisse dans l'ouest.

« Le ministre de l'Intérieur sera le Surintendant-Gouverneur des affaires des Sauvages, et il sera gouverné, dans la gestion de ces affaires, et dans le contrôle et l'administration des réserves, des terres, des deniers et des biens et propriétés des Sauvages en Canada, par les dispositions du présent acte » (39 Victoria, chapitre 18, article 2).

L'article 3 de cet *Acte pour amender et refondre les lois concernant les Sauvages (ou Actes des Sauvages, 1876)* s'employait à préciser le sens de diverses expressions, appelées à former le glossaire de la pratique coloniale canadienne : *bande, bande irrégulière, sauvage, sauvage sans traité, sauvage émancipé, réserve, réserve spéciale, terres des sauvages*. Pour le public actuel, voire même pour les journalistes et commentateurs appelés à les employer, de telles expressions, prises une à une, demeurent le plus souvent inintelligibles. Ainsi nous échappe le plus souvent la dimension coloniale non seulement du discours, mais de la pratique qu'elles rendent possible, d'où l'étrange réputation du Canada, selon laquelle cette puissance n'aurait jamais eu de passé colonial. ⁴⁵

Selon l'article 3 de la loi de 1876, tant que les territoires ancestraux d'une communauté autochtone n'avaient pas encore été soumis, par traité ou autrement, au contrôle de l'administration gouvernementale, elle représentait une *bande irrégulière*. Une fois sa situation régularisée, c'est-à-dire ses territoires ancestraux enlevés, cette communauté devenait une *bande* (i.e. une bande régulière) à qui on reconnaissait certains droits limités et, on le souhaitait vivement, temporaires sur une *réserve*. Une telle *bande* comptait alors des *Sauvages* appelés, individuellement et/ou collectivement, à plus ou moins long terme, à devenir des *Sauvages émancipés*, c'est-à-dire à se libérer d'un statut légal de mineurs pour accéder à celui de sujets normaux de Sa Majesté. Une telle érosion progressive de la *bande* devait se traduire par un rétrécissement de la *réserve*, mais celle-ci pouvait aussi être cédée partiellement ou totalement à la Couronne ; dans ce cas, la réserve devenait une de ces *terres des Sauvages* que la Constitution demandait au gouvernement fédéral d'administrer.

La différence entre la *bande* et la *bande irrégulière* tenait donc au fait que la première était formée de

---

⁴⁵ Dirions-nous de l'Afrique du Sud qu'elle n'a rien de colonial, parce qu'elle n'a jamais eu de colonies à l'étranger ?

« ... Sauvages qui possèdent une réserve ou des terres en commun, ou y ont un intérêt commun, mais dont le titre légal est attribué à la Couronne, ou qui partagent également dans la distribution d'annuités ou de deniers provenant de l'intérêt de fonds dont le gouvernement du Canada est responsable ... » (39 Victoria, chapitre 18, article 3, paragraphe 1).

tandis que la *bande irrégulière* regroupait des Indiens qui

« ... ne possèdent aucun intérêt dans une réserve ou des terres dont le titre légal est attribué à la Couronne, qui ne possèdent aucun fonds commun administré par le gouvernement du Canada, ou qui n'ont pas de relations par traité avec la Couronne ... » (39 Victoria, chapitre 18, article 3, paragraphe 1).

À cette époque, dans l'ouest du pays, plusieurs nations autochtones n'ayant pas encore signé de traité se trouvaient donc, pour les autorités, dans une situation irrégulière ; en ce qui avait trait au Québec, on se souvient qu'une certaine lecture de la Proclamation royale de 1763 avait permis d'éviter le processus de signature de ce genre de traité, du moins sur le territoire québécois de 1763 ⁴⁶. C'est pourqu岸, en 1851, une loi avait permis la création de réserves au Québec : *Acte pour mettre à part certaines étendues de terre pour l'usage de certaines tribus de Sauvages dans le Bas-Canada* (14-15 Victoria, chapitre 106). Ainsi, pour les autorités canadiennes, la *bande régulière* était celle qui, ayant cédé ou perdu ses anciens territoires, est en voie de céder également les quelques acres de *réserves* dans lesquelles elle se trouve réduite.

Ayant ainsi défini les conditions de régularisation des communautés comme telles, la loi de 1876, réitérait et complétait celles visant cette fois la régularisation de leurs membres. L'expression *Sauvage sans traité* désignait une personne indienne faisant partie d'une *bande irrégulière* destinée à céder éventuellement par traité ou autrement ses territoires ancestraux, ou encore d'une bande d'ores et déjà vue comme régulière, puisqu'elle vivait sur des territoires déjà considérés comme étant soumis au contrôle des autorités et, donc, ne nécessitant aucune signature de traité (39 Victoria, chapitre 18, article 3, paragraphe 4). Pour sa part, un *Sauvage*

⁴⁶ On ne s'est jamais non plus préoccupé d'en signer depuis pour la bande de terre située entre ce territoire québécois de 1763 et les limites de l'ancienne Terre de Rupert.

émancipé se trouvait dans une position radicalement opposée à celle du *Sauvage sans traité* d'une bande dont la régularisation exigeait la signature d'un tel traité ; il représentait l'idéal, le produit fini du processus colonial, tel que formulé par la loi du 22 juin 1869 (32-33 Victoria, chapitre 6), c'est-à-dire

« ... tout Sauvage, sa femme ou son enfant mineur non-marié, qui a reçu des lettres patentes lui concédant en pleine propriété quelque partie de la réserve qui peut avoir été concédée à lui-même, à sa femme, et à ses enfants mineurs, par la bande dont il fait partie, ou tout Sauvage non-marié qui peut avoir reçu des lettres pour une concession de la réserve » (39 Victoria, chapitre 18, article 3, paragraphe 5).

Quant à la définition du *Sauvage*, la loi reprenait les critères de 1851 (14 Victoria, chapitre 59), tels que complétées le 22 juin 1869 (32-33 Victoria, chapitre 6), en y ajoutant toutefois quelques éléments nouveaux. On constate cependant que le législateur n'entendait pas revenir sur la perte de statut des femmes mariées à des non-Indiens, malgré les protestations des communautés indiennes du Québec et de l'Ontario (p. 133, n. 1). Il semble cependant avoir voulu en atténuer l'odieux, tout en augmentant leur occurrence, par une nouvelle clause stipulant que, même après avoir ainsi perdu son statut indien, la femme continuerait à avoir droit aux annuités, rentes et partage du fond d'intérêt de la bande à laquelle elle avait appartenu avant son mariage ; de plus,

« ... ce revenu pourra être commué en sa faveur en tout temps, en le lui payant pour dix ans, du consentement de la bande » (39 Victoria, chapitre 18, article 3, paragraphe 3c).

Par un tel rachat à rabais (10 ans), on escomptait sûrement encourager la multiplication de ce genre de mariages mixtes, qui servaient si bien les objectifs de récupération des terres réservées.

D'autres précisions étaient fournies, par la loi de 1876, concernant les enfants illégitimes, les Indiens ayant été absents du pays durant un certain temps et les Métis. *L'enfant illégitime*, notion sans doute invraisemblable pour la plupart des communautés autochtones, pouvait

« ... en tout temps être exclu du nombre de ses membres par la bande, si cette exclusion est sanctionnée par le surintendant-général... (à moins) ...

qu'il n'ait partagé, du consentement de la bande, dans les deniers à distribuer à cette bande, pendant une période de plus de deux ans » (39 Victoria, chapitre 18, article 3, paragraphe 3a).

Au sujet des *absents*, la loi stipulait

« ... que tout Sauvage qui aura continuellement résidé pendant cinq ans dans un pays étranger, cessera, avec la permission du Surintendant-Général, d'en faire partie, et ne pourra faire de nouveau partie de la bande ou d'aucune autre bande, à moins que le consentement de la bande, avec l'approbation du Surintendant-Général ou de son agent, ne soit préalablement obtenu ; mais la présente disposition ne s'appliquera à aucun homme de profession, artisan, missionnaire, instituteur ou interprète y exerçant ses fonctions comme tel » (39 Victoria, chapitre 18, article 3, paragraphe 3b).

Une telle mesure visait sans doute les cas, qui inquiétèrent longtemps l'administration, des Indiens traversant dans les deux sens et fréquemment la frontière canado-américaine ; on cherchait ainsi à éviter que des Indiens américains ne viennent réclamer des droits et/ou des rentes du côté canadien.

Enfin, et toujours dans un souci de contrôle des terres et des deniers affectés aux Indiens, la loi de 1876 statuait sur le cas des *Métis* :

« ... tout Métis dans Manitoba qui aura partagé dans la distribution des terres des Métis, ne sera pas compté comme Sauvage ; et qu'aucun Métis chef de famille (sauf la veuve d'un Sauvage, ou un Métis qui aura déjà été admis dans un traité) ne pourra, à moins de circonstances très exceptionnelles, qui seront déterminées dans chaque cas par le Surintendant-Général ou son agent, être compté comme Sauvage, ou avoir droit à être admis dans un traité avec les Sauvages » (39 Victoria, chapitre 18, article 3, paragraphe 3e).

Un autre article de cette loi de 1876 venait colmater une brèche dans la stratégie coloniale ; ainsi restait-il théoriquement possible qu'un Indien non encore émancipé arrive à être admis à la pratique d'une profession libérale ou à l'exercice d'un ministère religieux quelconque. Il aurait été embarrassant, contradictoire et scandaleux qu'un notaire ou un ministre du culte soit affublé, aux yeux de la loi, d'un statut de mineur. Le législateur, en 1876, décida de corriger une telle anomalie :

« Tout Sauvage auquel sera conféré le degré de docteur en médecine ou tout autre degré par une université d'enseignement, ou qui sera admis dans une province du Canada à l'exercice de la profession légale comme avocat, ou comme conseil, solliciteur ou procureur, ou qui entrera dans les ordres sacrés, ou qui sera licencié par une dénomination de chrétien comme ministre de l'Évangile, deviendra et sera ipso facto émancipé sous l'empire du présent acte » (39 Victoria, chapitre 18, article 86, paragraphe 1).

Quant au processus normal *d'émancipation*, tel que défini antérieurement (1869), il se précisait en 1876. Le texte de 1876 semble avoir voulu, entre autre chose, clarifier le fait que la candidature à l'émancipation ne devait pas être réservée aux hommes. La loi de 1869 n'avait parlé que du Sauvage, ajoutant que le nouveau statut affectait son épouse et ses enfants mineurs non-mariés. Or, la loi de 1876 adoptait la formulation suivante :

« Lorsqu'un Sauvage, ou une femme Sauvage non mariée, de l'âge de vingt et un ans révolus ... » (39 Victoria, chapitre 18, article 86).

De plus, la nouvelle loi liait toute émancipation au consentement de la bande et, semble-t-il, à celui du candidat ou de la candidate. En effet, l'article 86 se continuait ainsi :

« ... obtiendra le consentement de la bande dont il ou elle fait partie, à son émancipation ... » (39 Victoria, chapitre 18, article 86).

Ces consentements étaient toutefois sujet à ratification par le surintendant général, et le tout était dorénavant assorti d'une période de probation d'au moins trois ans, au cours de laquelle la personne en question devait donner des preuves d'intégrité, de moralité et de sobriété :

« À l'expiration de trois ans (ou après tel laps de temps plus long que le Surintendant-Général jugera nécessaire dans le cas où la conduite de ce ou cette Sauvage ne serait pas satisfaisante,) le Gouverneur pourra, sur le rapport du Surintendant-Général, ordonner qu'il soit émis des lettres patentes concédant à ce ou cette Sauvage, en pleine propriété, la terre qui lui avait été assignée dans ce but par le billet d'occupation » (39 Victoria, chapitre 18, article 87).

Ces mesures nouvelles, concernant l'émancipation, s'expliquaient peut-être par un excès d'optimisme quant au désir des personnes indiennes d'accéder au statut de sujets de Sa Majesté ; constatant ultérieurement leur peu d'empressement face à l'émancipation, les autorités canadiennes chercheront divers moyens d'accélérer le processus. Un tel optimisme ne portait cependant que sur l'aptitude à la civilisation des Indiens des provinces de l'est, excluant ceux de la Colombie britannique, du Manitoba, des Territoires du Nord-Ouest, sauf sur décision explicite du Gouverneur général (39 Victoria, chapitre 18, article 94)⁴⁷. Il faudra attendre un arrêté en conseil du 5 février 1895, pour que les Indiens du Manitoba soient considérés aptes à l'émancipation (Canada, 1895, p. 1480).

Croyant ainsi avoir placé les communautés sur la voie de la disparition, par la transformation de leurs membres en petits propriétaires terriens, la loi s'attardait ensuite à la dimension proprement territoriale du problème. On sait déjà qu'une bande qui ne possédait...

« ... aucun intérêt dans une réserve ou des terres dont le titre légal est attribué à la Couronne ... » (39 Victoria, chapitre 18, article 3, paragraphe 2).

... était considérée comme irrégulière, et qu'elle devait régulariser sa situation en cédant, par traité ou autrement, les territoires sur lesquels elle avait vécu de temps immémoriaux, à la suite de quoi on lui réservait quelques acres appelées elles aussi à être cédées au bout d'un certain temps, par la bande devenue régulière. L'expression *réserve* signifiait donc :

« ... toute étendue ou toute étendue de terres mises à part, par traité ou autrement, pour l'usage ou le bénéfice d'une bande particulière de Sauvages, ou qui lui est concédée, dont le titre légal reste à la couronne, mais qui ne lui sont pas encore transportées, et comprend tous les arbres, les bois, le sol, la pierre, les minéraux, les métaux ou autres choses de valeur qui s'y trouvent, soit à la surface, soit à l'intérieur » (39 Victoria, chapitre 18, article 3, paragraphe 6).

---

⁴⁷ Il s'agit d'un demi revirement car, en 1874, une loi avait autorisé l'application de ce genre de mesures à la Colombie britannique et au Manitoba (37 Victoria, chapitre 21, article 10).

On devait cependant parler de *réserve* spéciale dans les cas où le titre légal n'appartenait pas à la Couronne proprement dite, mais

« ... à une société, corporation ou communauté légalement établie, et capable de poursuivre et être poursuivie, ou à une ou des personnes de descendance européenne... » (39 Victoria, chapitre 18, article 3, paragraphe 7).

Il s'agissait alors des cas où le territoire de la réserve, ne résultant pas d'un traité, n'appartenait pas comme tel à la Couronne.

Enfin, encore suite à la cession partielle ou totale des terres jusque-là réservées à une bande, le territoire ainsi libéré, jadis désigné par le terme *réserve*, changeait de nom ; il devenait ironiquement *terre des Sauvages* (à moins qu'il ne se soit agi d'une *réserve spéciale*, qui retournerait alors à son propriétaire). En effet, l'expression *terres des Sauvages* désigne

« ... toute réserve ou partie de réserve qui a été transportée par cession à la Couronne » (39 Victoria, chapitre 18, article 3, paragraphe 8).

... et de telles terres devaient être louées ou vendues par la Couronne. La présente loi modifiait quelque peu les conditions selon lesquelles devait se faire la cession de la réserve. Alors que 31 Victoria, chapitre 42, n'exigeait que la ratification du chef ou, s'il en existait plus d'un, d'une majorité d'entre eux, la loi de 1876 conditionnait toute cession au consentement d'une...

« ... majorité des hommes de la bande qui auront atteint l'âge de vingt et un ans révolus ... » (39 Victoria, chapitre 18, article 26, paragraphe 1).

Par ailleurs, afin de décourager toute résistance à la vente de terres jadis réservées ayant par la suite fait l'objet d'une cession à la Couronne, la loi stipulait que :

« Si quelque individu ⁴⁸, avant ou au moment de la vente publique d'aucune des terres des Sauvages ⁴⁹, par intimidation, complot ou artifice,

⁴⁸ « Les expressions 'personne' et 'individu' signifient un individu autre qu'un Sauvage, à moins que le contexte n'exige clairement une autre interprétation » (article 3, paragraphe 12).

⁴⁹ « L'expression 'terres des Sauvages' signifie toute réserve ou partie de réserve qui a été transportée par cession à la Couronne » (article 3, paragraphe 8). Le

détourne ou empêche, ou cherche à détourner ou à empêcher quelqu'un de mettre à l'enchère sur des terres ainsi offertes en vente, ou de les acheter, tout tel contrevenant, son, ses ou leurs facteurs ou instigateurs, seront pour chaque contravention, coupables de délit (*misdemeanor*) et seront, sur conviction, passibles d'une amende n'excédant pas quatre cents piastres, ou d'un emprisonnement pour un terme n'excédant pas deux ans, ou des deux peines à la fois, à la discrétion de la cour » (39 Victoria, chapitre 18, article 44).

Enfin, la loi de 1876 autorisait...

« Le Surintendant-Général, ou tout officier ou agent dûment autorisé par lui à cet effet... (à) accorder des permis de coupe de bois sur les réserves et les terres des Sauvages non-concédées ... » (39 Victoria, chapitre 18, article 45).

Au chapitre du contrôle sur les chefferies, la loi de 1876 se donnait également *des dents*. Le Gouverneur pouvait dorénavant démettre un chef élu ou un *chef à vie* non seulement pour *malhonnêteté, intempérance ou immoralité* (tel que l'avait prévu 32-33 Victoria, chapitre 6), mais aussi pour *incapacité*. Il va sans dire qu'une expression aussi vague donnait beaucoup de latitude aux interventions du gouverneur ; tout chef, élu ou non, qui ne souhaitait pas *régulariser* la situation de sa bande, qui faisait obstacle à la cession de la réserve, qui entravait le processus d'émancipation, bref qui résistait de quelque façon à l'ethnocide et à la dépossession, avait d'excellentes chances de passer pour un incapable ⁵⁰. De plus, la nouvelle loi ajoutait aux fonctions des conseils de bande

« ... l'affermage des terres de leurs réserves et... l'établissement d'un registre de ces fermages » (39 Victoria, chapitre 18, article 63).

---

paragraphe suivant témoigne du contrôle accru des autorités sur les décisions des chefs indiens ; on prévoyait donc, par l'article 44, imposer des lourdes peines à toute personne s'opposant à une cession de terres réservées ainsi décidée par les chefs.

⁵⁰ Si l'on avait appliqué rigoureusement ces quatre critères au personnel politique blanc, les populations autochtones auraient sans doute dépensé moins d'énergie pour mettre en échec cette machine infernale.

Finalement, la loi de 1876 consacrait 7 articles (79 à 85) aux mesures visant à interdire aux *Sauvages* et aux *Sauvages sans traité* l'accès aux « matières enivrantes ».

3.5.2.3. *L'Acte sur les Indiens, seconde version (1880)*

[Retour à la table des matières](#)

La législation de 1876 était reprise, à quelques exceptions près, par cette loi sanctionnée le 7 mai 1880 (« *Acte pour amender et refondre les lois concernant les Sauvages* » ou « *Acte relatif aux Sauvages, 1880* », 43 Victoria, chapitre 28). L'objectif principal du législateur, cette année-là, semble avoir été de créer un

« ... Département des affaires des Sauvages, qui sera placé sous la direction du surintendant-général des affaires des Sauvages » (43 Victoria, chapitre 28, article 4).

En raison de la signature de plusieurs grands traités, dans l'ouest, l'administration des Affaires indiennes était devenue si lourde qu'elle semblait justifier la création d'un ministère spécifique. Mais l'importance même du dossier, dans l'établissement et la consolidation du nouveau Dominion, en raison des visées expansionnistes américaines, exigeait une surveillance de tous les instants par les plus hautes autorités gouvernementales, tout comme c'était le cas de l'immigration et du maintien de l'ordre dans ces territoires. C'est sans doute ce qui explique la teneur de l'article 3 de la loi de 1880 :

« Le Ministre de l'intérieur sera surintendant-général des affaires des Sauvages » (43 Victoria, chapitre 28, article 3).

Sir John A. MacDonald continuait donc à veiller de très près à cet ensemble de domaines-clés. La loi de 1880 apportait néanmoins quelques modifications au texte de 1876. Ainsi, à l'article 86 (no 1) de la loi de 1876, qui émancipait *ipso facto* toute personne en possession d'un doctorat, ou admise à l'exercice d'une profession libérale ou d'un ministère religieux, le texte de 1880 rendait cette mesure facultative et ajoutait

« Et dès lors il aura tous les droits et privilèges qui seraient dévolus à tout autre membres de la bande à laquelle il appartient par l'émancipation en vertu des dispositions du présent acte ; et le Surintendant-Général pourra lui attribuer un lot convenable sur les terres appartenant à la bande dont il fait partie » (43 Victoria, chapitre 28, article 99, paragraphe 1).

Dans le domaine du contrôle des communautés comme telles, le législateur serrait la vis d'un cran :

« ... dans le cas où Son Excellence ordonnera l'élection des chefs par une bande, les chefs à vie ne puissent exercer les pouvoirs de chefs à moins d'être élus à la suite de cet ordre pour exercer ces pouvoirs » (43 Victoria, chapitre 28, article 72).

On se souvient que la loi de 1876 permettait aux *chefs à vie* de continuer à exercer leurs prérogatives,

« ... jusqu'à leur décès ou résignation, ou jusqu'à ce qu'ils soient démis par le Gouverneur pour malhonnêteté, intempérance, immoralité ou incapacité » (39 Victoria, chapitre 18, article 62).

Quant aux pouvoirs de réglementation des chefs, devant tous être dorénavant élus, les autorités coloniales en ajoutaient trois à la liste fournie par l'article 74 de la loi de 1876 :

« ... la désignation de la communion religieuse à laquelle l'instituteur de l'école établie sur la réserve devra appartenir, - pourvu toujours qu'il soit de la même communion que la majorité de la bande, et pourvu que la minorité, catholique ou protestante, puisse aussi établir une école séparée, avec l'approbation du gouverneur en conseil et suivant les règlements rendus par lui » (43 Victoria, chapitre 28, article 74., paragraphe 1).

« ... la destruction des mauvaises herbes » (43 Victoria, chapitre 28, paragraphe 10)

« ... l'imposition d'amende ou d'emprisonnement, ou des deux peines, pour l'infraction de ces règles et règlements ; en aucun cas, l'amende ne devant dépasser trente piastres, ni l'emprisonnement trente jours ; et les procédures pour l'application de ces peines devant se faire de la manière sommaire ordinaire, devant un juge de paix, en suivant la procédure usitée

en matière sommaire devant un juge de paix hors des sessions » (43 Victoria, chapitre 28, paragraphe 11) ⁵¹.

3.5.2.4. *L'Acte sur les Indiens, troisième version (1886)*

[Retour à la table des matières](#)

Les Statuts révisés du Canada de 1886 contiennent, en fait, deux chapitres importants relatifs aux personnes indiennes ; le 43ème (49 Victoria, chapitre 43) reprenait l'acte de 1880 (43 Victoria, chapitre 28) en y incluant d'importantes modifications survenues surtout en 1884 (47 Victoria, chapitre 27), tandis que le 44ème (49 Victoria, chapitre 44) reproduisait une célèbre *loi*, votée en 1884 aussi, sous le titre d'*Acte de l'avancement des Sauvages* (47 Victoria, chapitre 28). Comme on le voit, l'année 1884 fut particulièrement féconde en mesures visant à resserrer le contrôle colonial, à une époque où la résistance indienne et métisse s'intensifiait. Louis Riel sera pendu en novembre 1885.

Mais c'est surtout la première de ces lois, toutes deux sanctionnées le 19 avril 1884, qui reflète le climat agité de l'époque (*Acte à l'effet de modifier de nouveau « l'Acte relatif aux Sauvages, 1880 »*, 47 Victoria, chapitre 27) ; on y retrouve de véritables accents d'une loi martiale. Le tout premier article stipulait que

« Quiconque induit, incite ou pousse des Sauvages, des sauvages non compris dans les traités ou des métis agissant apparemment de concert, au nombre de trois ou en plus grand nombre, a) à faire quelque requête ou demande à un agent ou autre serviteur du gouvernement d'une manière tumultueuse, violente, turbulente ou menaçante ou d'une manière propre à causer une infraction de la paix, b) à commettre un acte propre à causer une infraction de la paix, est coupable de délit, et passible d'emprisonnement pendant un terme de deux ans au plus, avec ou sans travail forcé » (47 Victoria, chapitre 27, article 1).

Pour sa part, l'article suivant autorisait le surintendant général,

---

⁵¹ Ces deux derniers pouvoirs avaient été ajoutés en 1879 par 42 Victoria, chapitre 34, article 3 : *Acte à l'effet d'amender l'Acte des Sauvages*, 1876.

« ... quand il croira devoir le faire dans l'intérêt public, [à] interdire, par avis public à cet effet, de vendre, donner ou procurer d'autre manière, à aucun Sauvage dans la province du Manitoba ou quelque partie de cette province, ou dans les Territoires du Nord-Ouest ou quelque partie de ces territoires, des munitions préparées ou cartouches à balle ... » (47 Victoria, chapitre 27, article 2). ⁵²

Des amendes et des peines de prison étaient évidemment prévues contre tout contrevenant. La même loi frappait également certaines cérémonies indiennes précises :

« Tout Sauvage ou autre personne qui participe ou assiste à la célébration de la fête sauvage désignée sous le nom de 'Potlatche', ou à la danse sauvage désignée sous le nom de 'Tamanawas', est coupable de délit et passible d'incarcération, pendant un terme de six mois au plus, ou deux mois au moins, dans toute prison ou autre lieu de détention ; et tout Sauvage ou autre personne qui encourage, directement ou indirectement, un Sauvage ou des Sauvages à organiser ou célébrer cette fête ou cette danse, ou qui y prend part, est coupable du même délit et passible de la même peine » (47 Victoria, chapitre 27, article 3) ⁵³.

⁵² C'est dans les régions mentionnées ici que se dressait la résistance contre l'invasion canadienne.

⁵³ Dans son rapport de 1897, le surintendant général écrivait : « Les pouvoirs qui nous ont été octroyés par le parlement pour la suppression de la fête du *potlach* et la danse des *tamanawas*, ont été exercés avec discernement et suivis d'excellents résultats. Le grand inconvénient de la fête du *potlach* était que les sauvages ambitieux, dans le but de se donner de l'importance, dépensaient non seulement tout ce qu'ils possédaient, mais cherchaient à obtenir le plus possible des autres. C'est ainsi qu'ils obtinrent une quantité incroyable de couvertures et d'autres marchandises dans le but d'en faire une distribution extravagante parmi les membres de la tribu. Outre les inconvénients plus haut mentionnés, ces rassemblements de sauvages sans autre but que celui de festoyer et de s'amuser, sont la source de beaucoup de maux et tendent à rabaisser le niveau des indiens. Quelques-unes des cérémonies de la danse des *tamanawas* étaient, si tout ce qu'on en a dit est vrai, des plus dégradantes et des plus révoltantes. Il faut en conséquence se réjouir de la disparition d'une telle coutume. Tout en appliquant la loi d'une façon modérée, la fête du *potlach* et la danse des *tamanawas* tombent en désuétude, et la danse du soleil, avec tous ses éléments de torture, tend à disparaître de tous les Territoires du Nord-Ouest » (Canada, 1897 : XXXIV).

La loi renforçait également les pouvoirs de l'administration, quant aux individus dont elle craignait l'influence au sein des conseils de bande :

« L'élection pourra être annulée par le Gouverneur en conseil, sur le rapport du Surintendant général, s'il est prouvé par deux témoins devant l'agent des Sauvages de la localité, ou devant telle autre personne qui pourra être chargée par le Surintendant général de faire une enquête à ce sujet, que cette élection a été entachée de fraude ou de graves irrégularités, ou d'y avoir connivé, pourra être déclaré inéligible pendant six ans, si le Gouverneur en conseil l'ordonne ainsi sur le rapport du Surintendant général » (47 Victoria, chapitre 27, article 9).

Un autre article ajoutait aux charges des conseils de bande le soin de faire des règlements concernant

« ... la fréquentation des écoles par les enfants âgés de sept à quinze ans » (47 Victoria, chapitre 27, article 10),

Il apparaît clairement que ces conseils de bandes étaient conçus comme de véritables courroies de transmission, visant à mettre en application sur le terrain les objectifs coloniaux de l'administration canadienne.

Enfin, en remplaçant le mot *bande* par celui de *surintendant général*, aux articles 104 et 105 de la loi de 1880, le législateur enlevait à la bande jusqu'au pouvoir de déterminer la quantité de terre revenant à un émancipé, et celui d'accorder une portion de la réserve à un Indien ayant quitté la sienne pour venir résider dans celle-ci.

La seconde loi, sanctionnée ce même 19 avril 1884 (47 Victoria, chapitre 28), retrouvait le ton paternaliste caractéristique de la législation généralement consacrée aux Indiens (*Acte à l'effet de conférer certains privilèges aux bandes les plus éclairées de sauvages du Canada, dans le but de les habituer à l'exercice des pouvoirs municipaux, ou Acte de l'avancement des Sauvages, 1884*). On notera cependant que cette loi ne se présentait pas comme une modification de *l'Acte sur les Indiens* lui-même.

On se souvient que, depuis 1869 (32-33 Victoria, chapitre 6), le gouvernement canadien avait le pouvoir d'introduire, au moment jugé opportun et sans l'accord des communautés, un système de nomination des chefs. Or cette loi de 1884 ve-

nait l'autoriser, dans les cas où il le jugerait à propos et toujours sans l'accord des communautés concernées, à imposer un système encore plus sophistiqué.

Cet *Acte de l'avancement des Sauvages*, apportait des modifications, en apparence anodines, au vocabulaire défini en 1876 et repris en 1880 :

« ... l'expression *réserve* comprend deux réserves ou plus, et l'expression *bande* comprend deux bandes ou plus, réunies pour les fins du présent acte par l'arrêté en conseil qui l'applique » (47 Victoria, chapitre 28, article 2).

En réduisant ainsi la liste des bandes, tout en tenant bien en main un nombre vraisemblablement moins élevé de chefs et de conseillers, l'administration espérait sans doute étendre son emprise sur des populations accrues, et préparer celles-ci à rejoindre, par l'apprentissage à la vie municipale, l'ensemble des sujets de Sa Majesté ⁵⁴. Pour s'assurer du contrôle de ces nouvelles *macro-bandes*, on réduisait la durée du terme des élus, de trois à un an (47 Victoria, chapitre 28, article 7). Ce désir de regrouper ainsi ses pupilles, en vue d'en faciliter l'administration, est devenu depuis lors une des tendances permanentes de l'administration des Indiens ⁵⁵.

Le nouveau système prévoyait la division de la réserve en arrondissements,

« ... dont le nombre sera de deux ou moins et de six au plus, contenant chacun un nombre de sauvages du sexe masculin ayant atteint l'âge de la majorité, aussi également proportionné que possible à la population sauvage mâle et majeure établie sur la réserve ... » (47 Victoria, chapitre 28, article 4).

Le surintendant général, ou son représentant, devait déterminer le lieu et la date de la première élection ; il lui revenait également de dresser la liste électorale et de présider lui-même à la tenue du scrutin devant conduire à l'élection d'

⁵⁴ Le projet de normalisation des Indiens par la municipalisation se retrouve dans le Livre blanc du gouvernement canadien (Canada, 1969), ainsi que dans diverses versions du programme du Parti québécois.

⁵⁵ C'est ainsi que furent formées les bandes montagnaises du nord-est québécois ; elles sont des agglomérats d'anciennes bandes. La réserve et la bande de Saint-Augustin représentent un cas typique de résistance indienne à ce processus (Savard, R., op. cit., 46-60).

« ... un membre ou plusieurs membres (suivant que l'aura réglé l'arrêté en conseil) devant représenter chaque arrondissement » (47 Victoria, chapitre 28, article 5).

Ensuite,

« ... à une date et un endroit, et entre les heures qui seront fixées par le surintendant général ou son député, (pourvu que le jour ainsi fixé à cet effet soit dans les huit jours de la date de l'élection des conseillers) les conseillers élus se réuniront, et choisiront l'un d'entre eux pour agir comme conseiller en chef ; et le conseiller ainsi choisi sera le conseiller en chef » (47 Victoria, chapitre 28, article 6).

La loi précisait aussi les règlements devant s'appliquer au fonctionnement du conseil :

« Le conseil se réunira pour l'expédition des affaires à un endroit de la réserve et aux époques *que fixera l'agent de la réserve* ⁵⁶, mais pas moins de quatre ni plus de douze fois dans le cours de l'année pour laquelle il aura été élu ; et avis de la date et du lieu de chaque séance sera donné à chaque conseiller *par l'agent* : à ces assemblées, *l'agent* de la réserve ou son substitut qui sera nommé à cette fin, du consentement du surintendant général ou de son député, *présidera et tiendra procès-verbal des délibérations, et aura plein pouvoir de contrôler et régler toutes les questions de procédure et de formalité, et d'ajourner l'assemblée à une date fixe ou sine die, et de faire rapport au surintendant général, en les certifiant, de tous les statuts et autres actes et délibérations du conseil ; et l'on accordera toute foi et croyance à son certificat à cet égard dans tous les tribunaux et lieux quelconques ; il prendra la parole devant le conseil et lui expliquera ses pouvoirs et devoirs, et le conseillera sur toutes les questions qui lui seront soumises ; mais chaque conseiller présent aura droit de vote sur ces questions, qui seront décidées à la majorité des voix, le chef votant comme conseiller et ayant aussi voix prépondérante lorsque d'ailleurs les voix seraient également partagées ; quatre conseillers formeront un quorum pour l'expédition de toutes affaires » (47 Victoria, chapitre 28, article 9) ⁵⁷.*

⁵⁶ Il s'agit d'un fonctionnaire du ministère des Affaires indiennes.

⁵⁷ C'est nous qui soulignons.

Après avoir ainsi défini le mode de fonctionnement de ce nouveau type de conseil, la loi précisait les matières à propos desquelles il pourrait faire des règlements. Aux domaines déjà prévus pour les chefs et conseillers fonctionnant dans le système électif ordinaire, la loi ajoutait les suivants :

- la nomination de constables, l'érection de geôles et l'adoption de toutes autres mesures législatives devant assurer le maintien de l'ordre ;
- « ... la subdivision des terres de la réserve et leurs distributions entre les membres de la bande »,
- « ... la mise à part pour l'usage en commun de terrains boisés et autres pour d'autres usages »,
- « ... les devoirs, honoraires et rétributions » des gardiens de fourrières.
- « ... la nomination d'agents voyers et... leurs pouvoirs et devoirs »,
- « ... la conservation du bois sur les différents lopins et ailleurs sur la réserve ».
- « ... renvoi et... punition des personnes qui empiètent sur la réserve ou la fréquentent dans un but illégitime ».
- un certain pouvoir de taxation des membres de la bande « ... pour toutes les fins au sujet desquelles le conseil est autorisé à faire des statuts comme sus-dit,... »
- « ... l'affectation et la remise à l'agent local comme trésorier, par le surintendant général, de telle partie des deniers de la bande qui pourra être requise pour couvrir les dépenses nécessaires pour la mise à exécution des statuts passés par le conseil ... »
- « ... la modification, la révocation ou la remise en vigueur de tout tel statut, par un statut ultérieur fait et approuvé tel que ci-haut prescrit » (47 Victoria, chapitre 28, article 10) ⁵⁸.

---

⁵⁸ On ne retrouve pas dans la liste de ces charges, celle confiée - le même jour (47 Victoria, chapitre 27, article 10) aux conseils de bandes ordinaires (« ... le

Les deux lois de 1884 se retrouvaient donc dans les Statuts de 1886, sous la forme de deux chapitres distincts : un *Acte sur les Indiens* comme tel (chapitre 43) et *l'Acte d'avancement* (chapitre 44). Il faudra attendre l'année 1906, pour voir l'introduction de *l'Acte d'avancement* dans *l'Acte sur les Indiens* lui-même.

3.5.2.5. L'Acte sur les Indiens, quatrième version (1906)

[Retour à la table des matières](#)

Au chapitre 81 des Statuts révisés du Canada (1906), on trouve une *Loi concernant les sauvages ou Loi des sauvages*. Cette nouvelle version de *l'Acte sur les Indiens* comprenait la

loi d'avancement de 1884 telle qu'amendée depuis lors. Ainsi, les 195 articles du texte de 1906 étaient répartis en deux sections : 1, *Sauvages* (articles 1 à 171) et 11, *Avancement des Sauvages* (articles 172 à 195).

Depuis 1886, divers amendements importants avaient été apportés à *l'Acte sur les Indiens*.

Une loi, sanctionnée le 23 juin 1887, donnait au surintendant général des pouvoirs accrus quant à la détermination du *membership* d'une bande :

« Le surintendant général pourra, à toute époque, sur le rapport d'un officier ou autre personne spécialement nommée par lui pour s'enquérir des faits, décider la question de savoir qui est ou n'est pas un membre d'une bande de Sauvages en droit de participer à la propriété et aux annuités de celle-ci, et sa décision, en pareil cas, sera finale, sauf appel néanmoins au Gouverneur en conseil » (50-51 Victoria, chapitre 33, article 1).

L'année suivante, une autre loi étendait à ses enfants mineurs toute décision d'un Métis, à l'effet de se retirer d'un traité indien dans lequel il aurait préalablement été inclus (51 Victoria, chapitre 22, article 1).

---

soin de faire des règlements concernant la fréquentation des écoles par les enfants âgés de sept à quinze ans »). Une telle omission fut corrigée dans les statuts révisés de 1886 (49 Victoria, chapitre 44, article log).

En 1890, une loi ajoutait un article important à l'Acte sur les Indiens ; le surintendant général se voyait autorisé à décréter que les lois en vigueur au Manitoba et dans les Territoires du Nord-Ouest, « concernant la chasse ou concernant telle espèce de gibier », seront applicables aux Indiens (53 Victoria, chapitre 29, article 10). On venait de faire un pas de plus vers la normalisation.

Une loi de 1894 assortissait la déposition d'un membre du conseil de bande d'une clause de non-rééligibilité d'une durée de trois ans (57-58 Victoria, chapitre 32, article 5).

Par ailleurs, cette loi de 1894 trahissait un effort nouveau pour embrigader les jeunes générations indiennes dans les écoles. Dans ses rapports de 1889 et de 1890, le surintendant général avait écrit :

« Le pensionnat soustrait l'enfant sauvage aux mauvaises influences domestiques auxquelles il serait autrement sujet. Il le fait sortir de l'état de barbarie dans lequel il a été élevé. Il le met journellement en contact avec tout ce qui tend à opérer un changement dans ses idées et ses habitudes (Canada, 1890 : XI).

Si la chose était praticable il serait grandement à désirer que l'État obtint l'entière possession de tous les enfants sauvages parvenus à l'âge de sept ou huit ans pour les garder aux écoles d'industrie ... » (Canada, 1891 : XII).

Aussi, la loi de 1894 ajoutait deux articles à l'Acte sur les Indiens, en vue d'autoriser le gouverneur en conseil à

« ... faire des règlements soit généraux, soit relatifs aux Sauvages d'une province ou d'une bande désignée, pour rendre obligatoire l'assistance des enfants à l'école.

Ces règlements, outre toutes prescriptions qui seraient jugées opportunes, pourront contenir des dispositions pour l'arrestation, la conduite et la détention à l'école des enfants qui se dérobent et de ceux que leurs parents ou tuteurs empêchent d'y assister ; et ces règlements pourront pourvoir à la punition, sur conviction sommaire, par l'amende ou l'emprisonnement ou par l'une ou l'autre, des personnes ayant la charge d'enfants, qui manquent, refusent ou négligent de les envoyer à l'école » (57-58 Victoria, chapitre 32, article 11).

Le gouverneur en conseil était également autorisé, par le même article, à

« ... établir une école industrielle ou un pensionnat aux fins du présent article. Le Gouverneur en conseil pourra faire des règlements, qui auront force de loi, pour l'envoi, par les juges de paix ou agents des Sauvages, d'enfants de sang sauvage au-dessous de seize ans, à cette école industrielle ou à ce pensionnat, pour y être gardés, entretenus et instruits durant une période de temps qui ne devra pas dépasser l'époque à laquelle ils atteindront l'âge de dix-huit ans » (57-58 Victoria, chapitre 32, article 11).

On se souviendra que la plupart des traités avaient promis que des services scolaires seraient fournis par le gouvernement aux bandes *qui en feraient la demande*. Dorénavant, le gouverneur en conseil pourra imposer la scolarisation, et en faire payer la note aux Indiens eux-mêmes :

« Ces règlements pourront pourvoir de la manière que le Gouverneur en conseil jugera la meilleure à l'emploi des annuités et intérêts afférents aux enfants confiés à l'école industrielle ou au pensionnat, soit à l'entretien de ces établissements respectifs ou à l'entretien des enfants eux-mêmes » (57-58 Victoria, chapitre 32, article 11).

Toujours le même bon vieux procédé ; on puise à même les sommes dues aux Indiens en raison des traités pour défrayer le coût de leur assimilation.

Le gouverneur en conseil ne tarda pas à utiliser ces nouveaux pouvoirs. Dès le 10 novembre, soit quatre mois après que la *loi* ait été votée, il transformait soit en écoles industrielles, soit en pensionnats, sept institutions manitobaines, cinq ontariennes, neuf de Colombie britannique et vingt des Territoires du Nord-Ouest (Gazette du Canada Vol. XXVIII : 916). Commentant toute cette opération, en 1896, le surintendant général d'alors écrivait dans son rapport annuel :

« Quelqu'un a dit avec raison que pour former les sauvages aux arts industriels il fallait suivre un système tendant à développer toutes les aptitudes, à faire disparaître les préjugés contre le travail, et inspirer le courage de faire concurrence au reste du monde. Le sauvage présente un problème parce qu'il n'est pas en état de prendre sa place dans le monde. Dressez-le, et le problème sera résolu » (Canada, 1896 : XIX).

Le 22 juillet 1895, de nouveaux amendements étaient apportés à l'Acte sur les Indiens. Nous en retiendrons deux.

On précisait ce que devait être le rapport entre le nombre de chefs et celui des membres de la bande :

« Les bandes comptant trente sauvages ou plus auront droit d'élire des chefs ou premiers dans la proportion d'un chef ou premier par chaque nombre de trente membres, mais aucune bande n'aura plus de quinze chefs ... » (58-59 Victoria, chapitre 35, article 3).

Il s'agissait-là d'une modification de l'article 75 de *l'Acte sur les Indiens* de 1886, qui se lisait comme suit :

« ... ils pourront être dans la proportion d'un premier chef et de deux seconds chefs ou conseillers pour chaque deux cents sauvages.

Aucune bande n'aura plus de six premiers chefs et douze seconds chefs ; mais toute bande comptant trente sauvages pourra avoir un chef... » (49 Victoria, chapitre 43, article 75).

Cette modification avait pour effet d'augmenter la représentation des petites bandes, sans toucher à celle des plus grosses. ⁵⁹

Un autre article de cette loi de 1895 proposait une formulation différente de l'interdiction frappant le *Potlatch* et la danse dite *Tamanawas*. Plutôt que de désigner par leur nom les célébrations ainsi interdites, le législateur s'employait à les décrire :

« Tout sauvage ou autre individu qui prendra part ou aidera à la célébration, ou encouragera directement ou indirectement quelqu'un à faire la célébration d'une fête, danse ou autre cérémonie indienne dont l'un des traits ou caractères consiste à donner, payer ou remettre de l'argent, des marchandises ou des objets, soit que ce don d'argent, de marchandises ou d'objets ait lieu avant, pendant ou après la célébration ; tout sauvage ou autre individu qui prendra part ou aidera à la célébration d'une cérémonie ou danse dont l'un des traits ou caractère consiste à mutiler ou blesser le

---

⁵⁹ Il s'agit ici du système électif introduit en 1869, et non de celui conçu en 1884 pour les bandes dites plus avancées.

corps, mort ou vivant, d'un être humain ou d'un animal sera coupable d'une infraction poursuivable par voie de mise en accusation et passible d'un emprisonnement de deux mois à six mois ; mais rien dans le présent article ne s'interprétera comme devant avoir l'effet d'empêcher la tenue de foires ou expositions agricoles, ni le don de prix pour des objets qui y seront exposés » (58-59 Victoria, chapitre 35, article 6).

Cette modification visait à faciliter l'application de la loi ; certains juges avaient refusé de condamner les contrevenants, alléguant que le texte de 1884 ne décrivait pas de façon assez précise les cérémonies interdites. C'est le cas du juge Begbie, de la Cour supérieure de la Colombie britannique : « It is by no means clear that it was fully explained to the defendant what the Statute forbids. It would seem the Statute should set out what acts constitute the forbidden festival. Until a defendant knows what those forbidden acts are, how can he say whether he has committed or not? (Cité par LaViolette, F.E., 1973 : 60).

Le 13 juin 1898, on revenait sur la proportion des élus par rapport à la population. L'article 3 de 58-59 Victoria, chapitre 35 (1895) était abrogé, et on revenait aux dispositions de l'article 75 de 49 Victoria, chapitre 43 (1886), sauf en ce qui concerne le maximum qui était maintenu à 15 :

« Les conseillers ou sous-chefs pourront être dans la proportion de deux pour chaque deux cents sauvages ; mais aucune bande n'aura plus d'un chef et quinze conseillers ou sous-chefs ; pourvu néanmoins, que toute bande composée d'au moins trente membres puisse avoir un chef » (61 Victoria, chapitre 34, article 9).

En fait, cette modification de 1898 venait clarifier une situation embrouillée, qui risquait d'augmenter indûment la représentation des bandes. En abrogeant l'article 75 de la loi de 1886, le législateur avait stipulé que les bandes pouvaient élire « ... un chef ou premier par chaque nombre de trente membres ; mais aucune bande n'aura plus de quinze chefs ». La distinction entre chef (ou premier) et conseiller (ou second) n'apparaissait plus dans le texte de 1895. Or, la loi de 1898 précisait clairement que chaque bande n'aurait droit qu'à un chef (ou premier) et à deux conseillers (ou seconds) pour chaque deux cents membres. Si le nombre maximum d'élus ne variait pas beaucoup, à travers ces trois lois ⁶⁰, il pouvait en

⁶⁰ 1886 : 18, 1895 : 15, 1898 : 16.

être tout autrement pour les bandes de dimensions moyennes. Ainsi, une bande de 400 membres aurait eu droit à :

(en 1886)	2 chefs	total :	6
	4 conseillers		
(en 1895)	13 chefs	total :	13
(en 1898)	1 chef		5
	4 conseillers		

Quant à la loi d'avancement des Indiens, dorénavant incluse dans *l'Acte sur les Indiens*, elle avait elle-aussi été modifiée par une loi sanctionnée le 16 mai 1890. Au sujet de la division de la réserve en arrondissements, la modification était à l'effet que :

« - si la majorité des Sauvages de la réserve le désire, la réserve entière formera un arrondissement ... » (53 Victoria, chapitre 30, article 1).

On se souvient que l'expression *la réserve ou la bande*, dans ce contexte, signifiait *deux réserves ou plus ou deux bandes ou plus*, ce qui avait déjà pour effet de réduire la représentation. En effet, selon le système électif spécialement prévu pour les bandes *avancées* en 1884, le nombre d'élus n'était plus déterminé uniquement au prorata de la population (comme dans le système électif conçu en 1869), mais aussi en fonction du nombre d'arrondissements. Ce dernier pouvait varier entre *deux* et six, et à chaque arrondissement était accordé *un* siège ou plus, selon que le préciserait l'ordre en conseil instaurant le système *avancé*. Il faut aussi se rappeler que la loi de 1884 fixait à *quatre* le quorum pour les assemblées de ces conseils *avancés*. Pour saisir une dimension importante de cette législation de 1884, et de la modification apportée en 1890, considérons le cas où le gouverneur en conseil déciderait d'instaurer le système dans une bande formée de la réunion de deux anciennes bandes, comme la loi l'autorisait à le faire. Posons que chacune de ces deux anciennes bandes comptait 400 membres, et avait jusque-là le droit d'élire un conseil de cinq membres. Supposons aussi que, une fois réunies, ces

deux bandes comptent 200 adultes mâles. On peut imaginer que la répartition de ces 200 électeurs se fasse dans *quatre* arrondissements, et que l'ordre en conseil instaurant le nouveau système accorde un seul siège par arrondissement, soit un élu pour 50 électeurs. Dans ce cas, le processus *d'avancement* ferait passer la représentation de ces 800 personnes de 10 à 4. Si on suppose que le gouverneur en conseil est plus généreux et accorde deux sièges par arrondissement, il y aurait encore diminution (de 10 à 8). Or, l'amendement de 1890 rendait possible, « ... si la majorité des Sauvages de la réserve le désire », la réduction du nombre d'arrondissements à un seul. Dans ce cas, l'ordre en conseil devrait fixer le nombre de sièges à 10 pour que les gens conservent le nombre de représentants dont ils disposaient avant que le gouverneur ne les juge aptes à l'avancement.

Toutes ces modifications, survenues depuis 1886, se trouvaient donc dans le nouvel *Acte sur les Indiens* de 1906, puisque ce dernier intégrait pour la première fois *l'Acte d'avancement* dans *l'Acte sur les Indiens*.

3.5.2.6. *L'Acte sur les Indiens, cinquième version (1927)*

[Retour à la table des matières](#)

Depuis la refonte de 1906, une dizaine de lois avaient été votées afin de modifier la *loi des Sauvages*.

Certaines de ces modifications favorisaient l'envahissement des réserves. Ainsi, le 19 mai 1911, un amendement à *l'Acte sur les Indiens* autorisait, moyennant indemnisation, une compagnie, un gouvernement provincial ou une municipalité à exproprier partiellement ou totalement une réserve. *L'Acte sur les Indiens* de 1906 stipulait déjà que :

« Aucune portion de réserve ne peut être prise pour un chemin de fer, une route ou des travaux publics dans le consentement du gouverneur en conseil ; et, si une réserve éprouve quelque dommage par suite de l'exécution d'une loi du parlement ou de la législature d'une province, il est payé une indemnité à cette bande, de la manière qui est prescrite aux terres ou

aux droits d'autres personnes (S.R.C. 1906, Vol. 11, chapitre 81, article 46) ⁶¹.

En 1911, cet article était abrogé et remplacé par ce qui suit :

« Nulle partie d'une réserve ne doit être prise pour les besoins d'un chemin de fer, d'une route, d'un ouvrage public *ou d'un ouvrage destiné à quelque utilité publique* sans le consentement du Gouverneur en conseil, mais *toute compagnie ou toute autorité municipale ou provinciale* possèdent le pouvoir statutaire, soit fédéral soit provincial, de prendre et d'utiliser des terres ou quelque intérêt dans des terres, sans le consentement du propriétaire, peut, avec le consentement du Gouverneur en conseil comme susdit, et subordonnément aux termes et conditions imposés par ce consentement, exercer ce pouvoir statutaire à l'égard de toute réserve ou partie d'une réserve, et dans tout pareil cas une indemnité doit être versée aux sauvages de la bande, et l'exercice de ce pouvoir et la prise des terres ou d'un intérêt dans des terres, ainsi que la détermination et le versement de l'indemnité doivent, à moins de dispositions contraires dans l'arrêté en conseil qui fait preuve du consentement du Gouverneur en conseil, être régis par les prescriptions applicables à des procédures similaires prises par cette compagnie, ou cette autorité municipale ou provinciale dans des cas ordinaires » (1-2 Georges V, chapitre 14, article 1, c'est nous qui soulignons).

L'amendement de 1911 était donc beaucoup plus explicite dans le sens d'une ouverture encore plus grande au processus d'expropriation. Si, de cette façon, les Indiens étaient soumis aux mêmes lois que les autres sujets de Sa Majesté, il ne faut pas perdre de vue que les indemnisations ne leur étaient jamais versées, puisque, étant perçus comme des mineurs, ils n'étaient pas jugés aptes à administrer leurs biens. L'amendement de 1911 laissait donc intacts deux autres paragraphes de l'article 46 de 1906.

« 2. Dans tous les cas où un arbitrage a lieu, le surintendant général nomme l'arbitre de la part des sauvages et agit pour eux en toute chose relative au règlement de cette indemnité.

---

⁶¹ Depuis au moins 1880, le consentement du gouverneur en conseil n'était pas requis ; en cas de litige, le surintendant général nommait un arbitre (43 Victoria, chapitre 28, article 31).

3. La somme adjudgée dans chaque cas est remise au ministre des Finances pour l'usage de la bande de sauvages au profit de laquelle la réserve est affectée, et pour le profit de tout sauvage qui y a fait des améliorations » (S.R.C. 1906, Vol. 11, chapitre 81, article 46).

Toujours au chapitre de la tenure des terres, deux lois importantes vinrent, en 1918 et 1919, diminuer encore les droits concédés aux Indiens sur les terres réservées. Ainsi, le 24 mai 1918, un amendement conférait au surintendant général le pouvoir de louer toute partie d'une réserve :

« ... lorsque tout terrain sur une réserve, qu'il soit tenu en commun ou par un sauvage individuel, est inculte, et lorsque la bande ou l'individu est incapable ou néglige de le cultiver, le Surintendant général... peut, *sans qu'il y ait eu rétrocession*, octroyer un bail de tel terrain pour des fins d'agriculture ou de pâturage... » (8-9 Georges V, chapitre 26, article 4, c'est nous qui soulignons).

L'année suivante, soit le 7 juillet 1919, ce pouvoir de location du surintendant général était étendu à des fins d'« ... exploitation minière de métaux précieux » (9-10 Georges V, chapitre 56, article 1).

Au sujet du statut des personnes, le processus d'émancipation était loin de donner les résultats escomptés ⁶². Aussi, une loi du 1 juillet 1920 réduisit le

---

⁶² « The question of Indian enfranchisement is one which assumes greater importance each succeeding year owing to the fact that many of the Indian bands are approaching a point of development and progress which renders it undesirable that they should remain in their present status as wards of the government. It may, therefore, be necessary in the near future to consider the introduction of some easier and shorter method of enfranchisement than that at present provided by the Indian Act. Under the regulations now in force an Indian cannot complete his enfranchisement in less than six years from the date of his application owing to the various formalities which must be complied with. This mode of procedure has, heretofore, sufficed owing to the very limited number of applications, but henceforward it would prove very cumbersome and involve undue loss of time and labour, as the number of Indians qualified for enfranchisement is rapidly increasing. *At present the initiative in the matter rests with the Indians, and enfranchisement can only be granted upon their application. It might be preferable that in cases where it was deemed advisable upon official investigation, the government should, of its own motion, be empowered to apply enfranchisement, either to special bands or individuals.* This is the more necessary inasmuch as many Indians who are fully

temps d'épreuve de trois à deux ans, et rendit possible l'émancipation d'une ou de plusieurs personnes indiennes sans que l'accord de la personne ou de la bande ne soit requis (10- 11 Georges V, chapitre 50, article 3). Mais deux ans plus tard, soit le 28 juin 1922, le gouvernement était forcé de retraiter sur ce point ; l'accord du candidat et/ou de la bande redevenait une condition à l'émancipation (12-13 Georges V, chapitre 26, article 1).

Le 12 juin 1914, une loi modifiait l'article 149 de *l'Acte sur les Indiens* de 1906 ; ce dernier, on s'en souvient, avait interdit non seulement les deux danses indiennes déjà prohibées depuis 1884 (*Potlache* et *Tamanawas*), mais toutes danses ou cérémonies auxquelles étaient reliés des éléments d'échange de biens, des mutilations corporelles ou encore des sacrifices d'animaux. Or, la modification de 1914 ajoutait ce qui suit à l'interdiction frappant déjà les deux danses ci-dessus mentionnées :

« Tout sauvage dans les provinces du Manitoba, de Saskatchewan, de l'Alberta, la Colombie-Britannique ou dans les Territoires, qui prend part à quelque danse sauvage en dehors des limites de sa propre réserve, ou qui prend part à quelque spectacle, jeux, exposition, course effrénée ou parade en costume aborigène sans le consentement du surintendant général des Affaires des Sauvages ou de son agent autorisé, et toute personne qui induit ou engage quelque sauvage à prendre part à cette danse, à ce spectacle, cette exposition, ces jeux, course effrénée ou parade, ou induit quelque sauvage à quitter sa réserve ou engage quelque sauvage pour cet objet, que cette danse, ce spectacle, cette exposition, ces jeux, cette course effrénée ou cette parade aient lieu ou non, sont passibles sur conviction par voie sommaire d'une amende ne dépassant pas vingt-cinq dollars ou d'un mois d'emprisonnement, ou des deux peines de l'amende et de l'emprisonnement » (4-5 Georges V, chapitre 35, article 9).

Comme c'est souvent le cas, l'interprétation exacte de cet article est difficile à donner. Il semble cependant que l'interdiction frappait toutes les activités cérémonielles mentionnées dans l'article, à l'intérieur ou à l'extérieur de la réserve, à l'exception peut-être des danses qui, elles, pouvaient être tenues à l'intérieur de la réserve. Quoiqu'il en soit, on sent le désir du législateur de surveiller de très près

---

qualified for enfranchisement are inclined to cling to the benefits and protection attendant upon their wardship » (Canada, 1918 : 20, nous soulignons).

tout ce qui serait susceptible de maintenir un discours culturel autochtone, et surtout d'éviter que ce genre de discours ne devienne l'occasion d'une communication entre personnes indiennes de réserves différentes.

Le gouvernement était bien placé pour savoir que les autochtones étaient pleinement conscients du processus colonial qui continuait à peser sur eux. Depuis la fin du XIX^{ème} siècle, surtout en Colombie britannique, mais ailleurs aussi, les populations autochtones avaient commencé à explorer les recours légaux et politiques qui leur permettraient d'y faire échec ⁶³. Il fallait donc briser dans l'oeuf tout regroupement autochtone, tout mouvement politique, toute possibilité de démarches échappant au contrôle du surintendant général. Il ne faut pas s'étonner, dans ces circonstances, de la teneur de l'amendement du 31 mars 1927 :

« Quiconque, sans le consentement du surintendant général exprimé par écrit, reçoit, obtient, sollicite ou exige d'un Indien un versement ou une contribution dans le but de constituer une caisse ou de fournir de l'argent en vue de la poursuite d'une réclamation que la tribu ou bande indienne à laquelle appartient cet Indien, ou dont il est membre, a ou est réputée avoir pour le recouvrement d'une réclamation ou de deniers au bénéfice de ladite tribu ou bande, est coupable d'une infraction et, sur déclaration sommaire de culpabilité, passible pour chaque infraction d'une amende de cinquante à deux cents dollars, ou d'emprisonnement pour toute période n'excédant pas deux mois » (17 Georges V, chapitre 32, article 6).

Cet amendement empêchait donc toute mise en commun des fonds nécessaires à une action judiciaire ou autre, en vue de contester un aspect ou un autre de l'administration coloniale canadienne.

Enfin, le 19 juillet 1924, un amendement à *l'Acte sur les Indiens* stipulait que :

« Le Surintendant général des affaires des sauvages a l'administration des affaires des Esquimaux » (14-15 Georges V, chapitre 47, article 1).

---

⁶³ En 1906, un groupe d'Indiens de la Colombie britannique était allé présenter une pétition à Édouard VII, concernant le titre indien aux terres de cette province (Patterson, E.P. 11, op. cit., 169).

Toutes ces modifications furent intégrées dans l'Acte sur les *Indiens de 1927*, dont la traduction française, pour la première fois, substituait le terme *indien* au terme *sauvage* : *Loi concernant les Indiens* (S.R.C. 1927, Vol. 11, chapitre 98).

3.5.2.7. L'Acte sur les Indiens, version de 1951

[Retour à la table des matières](#)

Après 1927, comme ce fut le cas dans les années qui suivirent chacune des re-fontes antérieures, l'Acte indien subit diverses modifications. Mais la version de 1951 résultait surtout des travaux d'un comité conjoint du Sénat et de la Chambre des Communes (1946). Depuis le début du siècle, et malgré tous les efforts déployés par l'administration, les Indiens avaient réussi à mettre sur pieds diverses organisations politiques ⁶⁴. L'administration gouvernementale était de plus en plus souvent l'objet d'attaques de plus en plus percutantes, de la part d'organisations politiques représentant une population dont le nombre, loin de diminuer, augmentait maintenant à un rythme très rapide. Deux des objectifs majeurs du gouvernement semblaient de plus en plus inaccessibles : la diminution de la population indienne et le contrôle de ses organisations politiques. C'est sans doute ce qui explique la mise en marche des travaux du comité conjoint. « Le Comité siégea durant trois sessions du Parlement de 1946 à 1948 et la presse y fit un large écho ; il entendit les rapports de plusieurs fonctionnaires, des représentants d'associations indiennes et de diverses autres parties intéressées (...). Le 7 juin 1950, le Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, W.E. Harris, également responsable de la Direction des Affaires indiennes, déposa devant le Parlement le texte d'un nouvel acte indien (Bill 267). Un interminable débat s'ensuivit, le texte proposé ne tenant pas compte des recommandations du comité ; le projet de loi fut retiré. En avril 1951, un comité spécial de la Chambre fut appelé à examiner un

---

⁶⁴ Au début du XX^{ème} siècle, les Indiens de la Colombie britannique s'étaient réunis dans une organisation nommée *The Allied Tribes of British Columbia*. Dans les décennies suivantes, la même chose s'était produite en Alberta, Saskatchewan, Ontario. Pour leur part, les Indiens du Québec étaient alors surtout actifs dans une organisation à caractère national, sinon internationale, la *North American Indian Brotherhood* (Patterson, E.P. op. cit., 171-176).

nouveau projet de loi (no 79) très différent du précédent. Il fut voté à la Chambre des Communes le 17 mai 1951. Le Sénat l'endossa le 5 juin ; c'est le 20 juin qu'il reçut la sanction royale » (T.H.R.C., 1978 : 132, notre traduction).

Devant le comité conjoint, les représentants des associations indiennes firent plusieurs suggestions, dont le législateur se garda bien de tenir compte. Ainsi, en 1947, les Indiens de Saint-Régis affirmèrent avec force :

« With one accord, the chiefs and members of our tribe want the *Indian Act* taken away from our reservation. This act for the compulsory enfranchisement of the Indians, not only violates our sacred agreements and treaties but while it stand there is no security of the Indian home » (cité par T.H.R.C., 1978 : 141).

D'autres représentants indiens, sans exiger le retrait de l'Acte *sur les Indiens* comme tel, proposèrent des amendements visant à enlever au surintendant général les pouvoirs qu'il détenait sur le membership ainsi que sur l'administration des affaires des Indiens.

L'Acte *sur les Indiens* de 1951 se présente comme un mélange d'adoucissement et de mesures visant à la réalisation des objectifs séculaires de l'administration coloniale. Les adoucissements semblent avoir été destinés à faire disparaître certains aspects particulièrement odieux, qui avaient suscité de nombreuses critiques et favorisé la mobilisation des autochtones. Ainsi disparurent les interdictions frappant les festivités, cérémonies et danses indiennes, tout comme la clause d'émancipation des détenteurs de doctorat ou des personnes admises soit dans les ordres sacrés soit à la pratique d'une profession libérale ⁶⁵. Le droit de vote, lors des élections au conseil de bande, était étendu aux femmes. Les pouvoirs du surintendant général étaient diminués, sans pour autant disparaître complètement. Ainsi conservait-il plusieurs de ses prérogatives, notamment celle de démettre un chef ou un conseiller. Au chapitre des conseils de bande, la formule de 1951 se présentait comme un mélange des deux anciennes formules : les conseils ordinaires et les conseils avancés. Le mandat des élus était fixé à deux ans. En ce qui avait trait à la procédure d'émancipation comme telle, on se souviendra qu'une loi de 1920 avait supprimé l'obligation d'obtenir le consentement du candidat ou de la

---

⁶⁵ Le gouvernement était en mesure de savoir que ce mode particulier d'émancipation avait une portée très limitée.

candidate, et que, en 1922, le Parlement avait remis en vigueur une telle obligation. En 1933, le législateur décidait de revenir à la rigueur de 1920 (23-24 Georges V, chapitre 42, article 7). Or, selon l'acte de 1951

« Le Ministre peut nommer un comité pour faire enquête, et rapport sur l'opportunité d'émanciper au sens de la présente loi un Indien ou une bande, que l'Indien ou la bande ait ou non demandé l'émancipation » (15 Georges VI, chapitre 29, article 112, paragraphe 1) ⁶⁶.

Le comité mentionné ici devait comprendre :

« un membre de la bande devant être nommé par le conseil de la bande ; mais si le conseil de la bande ne fait aucune nomination dans les trente jours qui suivent la date où le Ministre a envoyé à la bande une requête dans ce sens, un membre de la bande est nommé par le Ministre » (15 Georges VI, chapitre 29, article 112, paragraphe 2c).

Enfin, la loi disait que le rapport de ce comité

« ... s'il est approuvé par le Ministre, est censé être une demande d'émancipation de la part de l'Indien ou de la bande et est traité comme telle demande en conformité de la présente loi, sauf que, dans le cas d'une bande, les dispositions du paragraphe deux de l'article cent onze ne sont pas applicables » (15 George VI, chapitre 29, article 112, paragraphe 36).

Le paragraphe 2 de l'article 111 prévoyait que, dans le cas où une bande prendrait elle-même l'initiative de demander son émancipation, il fallait obtenir le consentement de plus de cinquante pour cent de la bande. Ainsi, selon l'article 112, une bande pouvait être émancipée suite à une décision unilatérale. Toutefois, en raison des protestations contre le non respect des traités, l'article 112 de 1951 précisait que l'émancipation ne devait pas remettre en question certains avantages contenus dans les traités.

⁶⁶ Cette clause sera modifiée en 1961, (9-10, Elis, 11, chapitre 9, article 1) dans la mesure où elle ne s'appliquera alors qu'au cas d'émancipation demandée par une bande ; l'article 12 de la loi de 1951 prévoyait le cas de la perte de statut individuel.

Par ailleurs, cet acte de 1951 introduisait subtilement, au chapitre concernant le statut des personnes, une clause visant à accélérer la solution finale. C'était l'article 12, qui se lit comme suit :

« (I) Les personnes suivantes n'ont pas le droit d'être inscrites, savoir :

a) une personne qui

- (i) a reçu, ou à qui il a été attribué, des terres ou certificats d'argent de métis,
- (ii) est un descendant d'une personne décrite au sous-alinéa (i),
- (iii) est émancipé, ou
- (iv) est née d'un mariage contracté après l'entrée en vigueur de la présente loi et a atteint l'âge de vingt-et-un ans, dont la mère et la grand-mère paternelle ne sont pas des personnes décrites à l'alinéa a), b) ou d) ou admise en vertu de l'alinéa e) de l'article onze ⁶⁷,

---

⁶⁷ Article 11 : « Sous réserve de l'article 12, une personne a droit d'être inscrite si

a) elle était, le 26 mai 1874, aux fins de la loi alors intitulée : *Acte pourvoyant à l'organisation du Département du Secrétaire d'Etat du Canada, ainsi qu'à l'administration des Terres des Sauvages et de l'Ordonnance*, chapitre 42 des Statuts du Canada de 1868, modifiée par l'article 6 du chapitre 6 des Statuts du Canada de 1869 et par l'article 8 du chapitre 21 des Statuts du Canada de 1874, considérée comme ayant droit à la détention, l'usage ou la jouissance des terres et autres biens immobiliers appartenant aux tribus, bandes ou groupes d'Indiens au Canada, ou affectés à leur usage ;

b) elle est membre d'une bande

- (i) à l'usage et au profit communs de laquelle des terres ont été mises de côté ou, depuis le 26 mai 1874, ont fait l'objet d'un traité les mettant de côté, ou
- ii) que le gouverneur en conseil a déclarée une bande aux fins de la présente loi ;

c) elle est du sexe masculin et descendante directe, dans la ligne masculine, d'une personne du sexe masculin décrite à l'alinéa a) ou b) ;

d) elle est l'enfant légitime

- (i) d'une personne du sexe masculin décrite à l'alinéa a) ou b), ou
- (ii) d'une personne décrite à l'alinéa c) ;

sauf si, étant une femme cette personne est l'épouse ou la veuve de quelqu'un décrit à l'article onze, et

b) une femme qui a épousé une personne non-indienne.

(2) Le Ministre peut délivrer à tout Indien auquel la présente loi cesse de s'appliquer un certificat en ce sens » (15 Georges VI, chapitre 29, article 12, c'est nous qui soulignons).

Une telle clause comportait une dimension rétroactive. En raison de leur mariage avec des Indiens, les *mères* et les *grand-mères* blanches mentionnés à la section a-4 de l'article 12 avaient acquis le statut d'indiennes ; on se souvient qu'il s'agissait là de la contrepartie du résultat du mariage entre une Indienne et un non-Indien. En tant que femmes, ces *mères* et ces *grand-mères* avaient donc acquis, au moment de leur mariage, le statut indien de leurs maris. Voilà maintenant qu'on leur niait la possibilité de le transmettre à leurs descendants. L'application d'une telle clause devait ainsi commencer à porter fruit en 1972, frappant ceux ou celle issue(s) d'un mariage contracté après 1951, et dont la mère et la grand-mère paternelle se voyaient rétrospectivement nier le statut d'Indienne que la Confédération canadienne leur avait toujours reconnu jusqu'au 19 juin 1951. C'est ainsi que depuis quelque temps diverses personnes indiennes apprennent, au moment où elles atteignent l'âge de vingt-et-un ans, qu'elles ne sont plus considérées comme indiennes par le gouvernement. Dans les milieux indiens, on a baptisé cet article 12-1-a-4 *l'article de la double mère*. À la réserve de Saint-Régis, l'application de cette clause donne lieu à des situations tout à fait délirantes. On se souvient que cette réserve est traversée par la frontière canado-américaine. Or, aux yeux des autorités canadiennes, la population résidant dans la portion américaine de la communauté est considérée comme étant formée de non-Indiens. Si une Indienne *canadienne* de Saint-Régis épouse un congénère du même village, mais résidant de l'autre côté de la frontière, elle devient blanche en raison du paragraphe b de l'article 12. Par ailleurs, si une Indienne *américaine* de Saint-Régis a épousé un Indien *canadien* du même village après 1951, la mère de ce dernier étant elle-

e) elle est l'enfant illégitime d'une personne du sexe féminin décrite à l'alinéa a), b) ou d) ; ou

f) elle est l'épouse ou la veuve d'une personne ayant le droit d'être inscrite aux termes de l'alinéa a), b), c), d) ou e). »

même une Indienne *américaine*, ses enfants cessent d'être Indiens à l'âge de vingt-et-un ans ! Le cas de James Jock illustre bien cette trouvaille contenue dans *l'Acte sur les Indiens* de 1951 :

« James Jock, un Mohawk pur sang, de la réserve indienne de St-Régis a fait cette découverte, lorsque son nom a été rayé de la liste du registre des Indiens. Les parents et grands-parents de Jock étaient Indiens des deux côtés de la famille. Les origines de sa famille sont retracées sur cinq générations, depuis le début de la réserve de St-Régis dans l'île de Cornwall (...). Du fait que sa grand-mère paternelle et sa mère sont nées dans la partie E.U. de la réserve, il est considéré comme non-Indien par le gouvernement canadien (...). En plus de la perte du statut de Jock, son épouse Dale et leur petit garçon de 3 ans ont également perdu le leur, car une femme indienne inscrite perd son statut lorsqu'elle épouse un non-Indien » (*Nouvelles indiennes*, vol. 20, no 9, février 1980).

Depuis 1867, le législateur avait multiplié les mesures visant à diminuer le nombre d'Indiens, mais, du moins au chapitre de la définition du statut, il s'était généralement agité de mesures ponctuelles. Cette fois, par la clause de la *double mère*, on se trouvait en présence d'une intervention massive.

Une loi, sanctionnée le 16 juin 1966, établissait un ministère des *Affaires indiennes et du Nord canadien* (14-15 Élisabeth 11, chapitre 25, article 15). Ce texte de loi indiquait la volonté gouvernementale de contrôler le développement du nord et de ses ressources ; pour les tenants de la société juste des années 60, l'administration des Affaires indiennes était appelée à disparaître sous peu. Tout au plus pouvait-on s'attendre à un dernier amendement destiné à abroger *l'Acte sur les Indiens* lui-même.

3.6. Les décennies 60 et 70

[Retour à la table des matières](#)

Au début des années 60, il devient évident que les moyens traditionnels, mis en oeuvre pour atteindre les objectifs séculaires de l'administration des Affaires indiennes, étaient tout à fait inadéquats. Au lieu de diminuer, tel que prévu, le

nombre d'autochtones inscrits sur les listes gouvernementales allait en s'accroissant :

« Depuis la seconde guerre mondiale, elle [les bandes] ont connu un taux phénoménal d'accroissement, attribuable surtout au taux élevé de natalité, auquel se sont ajoutés des taux de survie beaucoup plus élevés rendus possibles par une augmentation des revenus réels et une amélioration de la santé, de l'alimentation et des services médicaux ⁶⁸. Le taux d'accroissement naturel des Indiens du Canada est approximativement deux fois supérieur à celui de l'ensemble de la population du pays » (Hawthorn, H.B., 1968 : 100).

En 45 ans, de 1934 à 1978, la population d'Indiens statués est passée de 112,510 à 302,749 :

1934.....	112,510	(1) ⁶⁹
1950.....	136,407	(1)
1954.....	151,558	(1)
1959.....	179,126	(2)
1964.....	211,389	(2)

⁶⁸ « Au moment de la Confédération, les Indiens étaient au nombre de 100000 à 125000. Après avoir baissé à près de 100000 en 1920, la population indienne a triplé » (Canada, 1980 : 10). Cette statistique ne tient pas compte des Inuit et des Indiens sans statut. « En 1961, l'espérance de vie des Indiens âgés de moins d'un an était environ de 10 ans inférieure à celle de la population nationale, quoique l'espérance de vie des Indiens d'âge moyen ait été légèrement au-dessous de la moyenne nationale. En 1971, l'espérance de vie des Indiens et de la population nationale a augmenté, mais l'écart entre les deux populations est demeuré le même (...) Le taux élevé de mortalité des jeunes enfants et des jeunes gens est l'une des principales raisons de la moyenne inférieure d'espérance de vie des Indiens » (Ibid., 16). « Chez les Indiens, le nombre de suicides par 100000 personnes est d'environ trois fois plus élevé que le taux national. Dans le groupe d'âge de 15 à 24 ans, les suicides représentent 35 p. 100 des morts accidentelles et 21 p. 100 dans celui de 25 à 34 ans » (Ibid., 20). La comparaison des groupes d'âge de 15 à 24 ans est la plus bouleversante ; si on est Indien, on s'y suicide 6,5 fois plus que si on est non-Indien.

⁶⁹ 1 Canada, 1960.
2 Canada, 1970.
3 Canada, 1975.
4 Canada, 1976.
5 Canada, 1979.

1965	218,098 (2)
1966	224,164 (2)
1967	230,902 (2)
1968	237,490 (2)
1969	244,113 (2)
1974	276,436 (3)
1975	282,762 (4)
1978	302,749 (5)

Les conditions socio-économiques déplorables, dans lesquelles vivaient ces pupilles de plus en plus nombreux, risquaient de rendre de plus en plus visible une dimension de la réalité canadienne qu'on avait jusque-là, tant bien que mal, réussi à dissimuler. Par ailleurs, la perspective d'une croissance des dépenses venait à l'encontre du rationnel économique sous-jacent à l'administration des Affaires indiennes. De plus, et malgré des années d'efforts répressifs, le gouvernement canadien n'avait pas réussi à empêcher ces populations de s'organiser politiquement en dehors des mécanismes de tutelle prévus par la loi concernant les Indiens.

En 1964, le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, dont relevait alors l'administration des Affaires indiennes, mit sur pied une commission composée d'universitaires chargés d'entreprendre « ... une étude de la situation sociale, éducative et économique des Indiens du Canada et de faire toutes recommandations utiles » (*ibid.*, V). Le rapport de cette commission prit la forme de deux volumes publiés en 1968 et 1969 ; on y trouve 151 recommandations relatives aux aspects généraux du dossier, au développement économique en milieux autochtones, aux relations fédérales-provinciales touchant ces matières, aux rapports politiques entre les Indiens et les blancs, aux questions de bien-être social, au problème de l'autorité locale dans les communautés autochtones, à la question de l'éducation scolaire et à celles de la santé (*ibid.*, 11-18, 1969 : 7-13). Ayant pris la mesure des inégalités entre blancs et autochtones, les commissaires favorisèrent, comme remède principal, l'intégration accélérée de la population indienne à la société dominante. Ceci se traduisit par ce qu'on pourrait appeler la *provincialisation* des services aux autochtones, assortie d'une sorte de scrupule mal formulé :

« Les Indiens devraient être considérés comme des *citoyens avantagés* (citizen plus) ; en plus des droits et devoirs qui découlent normalement de la citoyenneté, les Indiens détiennent certains droits supplémentaires en

leur qualité de membres privilégiés de la collectivité canadienne » (*ibid.*, recommandation 7 : 11).

Un chercheur a déjà écrit que les pouvoirs utilisaient les savants un peu comme un ivrogne se sert d'un lampadaire : pour ne pas tomber plutôt que pour s'éclairer. Sans mettre en doute la compétence et le souci d'objectivité des responsables de cette commission, on doit se rendre à l'évidence qu'elle nous éclaire surtout sur la fonction idéologique des chercheurs en sciences sociales, et qu'elle fournissait alors au gouvernement un très respectable alibi à ses projets politiques.

Dès 1969, le Ministre responsable des Affaires indiennes et du Nord publiait un Livre blanc sur la question. Empruntant une rhétorique libérale bien connue, légèrement teintée d'autocritique, le gouvernement affirmait que le temps était venu de permettre enfin aux autochtones de

« ... participer complètement et également à la vie culturelle, sociale, économique et politique du Canada » (Canada, 1969 : 7).

Tous les peuples colonisés du monde savent bien ce que dissimulent ce genre de propos. On devait s'attendre à ce que le gouvernement fasse une telle lecture du rapport de la commission Hawthorn. Celle-ci l'y invitait. Aussi, le Livre blanc commençait-il par reconnaître

« ... une réalité toute simple, à savoir que la situation juridique particulière de l'Indien et les politiques qui en ont jusqu'ici découlé en ont fait un être à part, distinct des autres Canadiens et en retard sur eux. Il n'a pas été citoyen à part entière de la collectivité ou de la province qu'il habite. Il n'a pu, en conséquence, bénéficier de l'égalité que cette participation lui aurait conférée ni des avantages qu'elle lui aurait apportés » (*Ibid.*, 5).

Il fallait donc corriger à tout prix les injustices *universitairement* étalées par la commission Hawthorn ; il y allait même, paraît-il, de la crédibilité de la *société juste*, dont la nouvelle équipe gouvernementale faisait son étendard politique. La situation exigeait une action énergique. Point question de se contenter d'une nouvelle révision, même en profondeur, de la loi concernant les Indiens. Rien de moins que le rappel pur et simple de cette législation vieille de 100 ans, dont le colonialisme odieux était soudainement devenu intolérable pour les nouveaux

dirigeants ! Le retrait de la loi devait suivre de peu le transfert aux provinces des pouvoirs fédéraux en matière d'administration des Indiens

« ... en ce sens que la province assimilerait désormais Indiens et non-Indiens » (Ibid., 10).

La fermeture du ministère des Affaires indiennes et du Nord était même prévue à très court terme :

« D'ici cinq ans le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien aura cessé de s'occuper des Affaires indiennes, les nouvelles lois seront en vigueur et les programmes actuels auront été confiés à d'autres organismes » (Ibid., 7).

Quant à la recommandation de la commission au sujet du *Citizen Plus*, voici comment le Livre blanc l'interprétait :

« Pendant un certain temps encore les bandes indiennes exigeront une attention particulière » (Ibid., 7).

Sous cette rhétorique libérale, le gouvernement de 1969 tentait d'appliquer un remède de cheval, afin de régler définitivement et rapidement un problème dont les administrations antérieures n'étaient jamais venu à bout : la disparition simultanée des terres indiennes et du statut de personnes indiennes. Concernant les traités, dont nous avons parlé dans un chapitre précédent, le gouvernement n'y voyait cavalièrement que le maintien d'une *anomalie*, qui n'aurait jamais dû exister « ... entre certains groupes à l'intérieur de la société » ; il se proposait donc soit de les *résilier*, soit de les

« ... mettre à jour de façon équitable ... »

en tenant compte

« ... de l'évolution rapide de la société moderne » (Ibid., 12).

Si le gouvernement a cru un seul instant tenir là la solution finale au problème autochtone, il a fait montre d'une grande naïveté. Ce dossier traîne depuis si longtemps que chaque nouvelle génération de politicien en oublie les racines profondes. Seuls les autochtones ont, dans leur mémoire collective, une vision globale

de l'ensemble de cette histoire coloniale. Il fallait donc s'attendre à la réaction unanimement négative des diverses organisations politiques autochtones réparties dans l'ensemble du Canada. Toutes dénoncèrent en termes vigoureux ce que le Livre blanc avait tenté de dissimuler sous sa rhétorique libérale (Patterson, E.P. II, op. cit., 178s.). Et en réponse à ce Livre blanc, le jeune chef de l'Association des Indiens de l'Alberta fit paraître la même année un ouvrage intitulé *The Unjust Society, the Tragedy of Canada's Indians* (Cardinal, H., op. cit.).

Le 8 août 1969, le premier ministre P.E. Trudeau expliquait à des Indiens, réunis à Vancouver, ses vues sur les traités et sur les droits aborigènes :

« ... cette année, nous avons proposé quelque chose. Il s'agit d'un Livre Blanc sur le problème indien. Il contient un ensemble de solutions. Ce document n'impose rien ; il ne fait que proposer des solutions non seulement aux Indiens mais à l'ensemble des Canadiens, non seulement à leurs représentants fédéraux, mais à leurs représentants provinciaux aussi, et ce Livre Blanc dit que nous sommes à la croisée des chemins. Nous pouvons continuer à considérer que les Indiens ont un statut spécial. Nous pouvons augmenter la discrimination qui les frappe (adding bricks of discrimination around the ghetto in which they live) et de cette façon les aider à préserver certains éléments de leur culture et certains droits ancestraux. Au contraire, nous pouvons dire que vous êtes à la croisée des chemins - le temps est venu de décider si les Indiens doivent rester une race à part à l'intérieur du Canada (... a race à part in Canada), ou s'ils doivent devenir canadiens à part entière (Canadians of full status). C'est là un choix difficile. Ce doit être un déchirant dilemme (a very agonizing choice) pour les Indiens eux-mêmes car, d'une part, ils comprennent que, s'ils rejoignent la société en tant que citoyens à part entière, ils deviendront égaux devant la loi, mais ils risquent en même temps de perdre certaines de leurs traditions, certains aspects de leur culture, voire même certains de leurs droits fondamentaux. Ils ont donc un choix très difficile à faire. Je ne pense pas que nous devrions tenter de les presser (to try and force the pace on them), pas plus que nous le faisons pour les autres Canadiens, mais pour ces derniers aussi l'heure est au choix : l'ensemble des Canadiens souhaitent-ils continuer à considérer les Indiens comme un groupe différent (as something outside), comme un segment de la population canadienne avec lequel nous sommes reliés par traités, comme un groupe de Canadiens qui, en tant qu'Indiens, ont, comme plusieurs d'entre eux le réclament, des droits aboriginaux ? Au contraire, dirons-nous qu'il faut oublier le passé et

recommencer à neuf aujourd'hui ? C'est là un choix des plus délicat. Les bandes indiennes font souvent référence à leurs droits aboriginaux ; or notre politique, à ce sujet, est de ne pas reconnaître de tels droits. Nous sommes disposés à reconnaître les droits énoncés dans les traités. Nous allons honorer les divers types de contrats passés entre les Indiens et la Couronne ; nous allons tenter d'apporter plus de justice en ces matières, et cela signifie que peut-être ces traités ne devraient pas être éternels. Il est inconcevable, selon moi, que, dans une société donnée, une fraction de la population soit reliée à une autre par voie de traité. Nous devons tous être égaux devant les lois, et nous ne devons pas signer de traités entre nous, et, à vrai dire, la plupart des traités déjà existant auront de toutes façons de moins en moins de signification dans l'avenir ; mais les choses promises jadis par les traités, comme des objets, de la ficelle à filet de pêche, telle ou telle quantité de poudre à fusil, devront être fournis si nous avons omis de le faire. Mais je ne crois pas que nous devrions encourager les Indiens à considérer que leurs traités seront valides pour toujours à l'intérieur du Canada (should last forever within Canada), de sorte qu'ils continueraient dans l'avenir à recevoir de la ficelle à filet et de la poudre à fusil. Ils devraient devenir canadiens comme tous les autres Canadiens, et si ils sont prospères et forts ils seront traités comme tels, et ils paieront des taxes afin de venir en aide à ceux des Canadiens qui le seront moins qu'eux, qu'il s'agisse d'Indiens, de Canadien s- anglais, de francophones, de gens des Maritimes, et c'est seulement de cette façon que j'envisage le développement harmonieux de notre société (our society can develop as equals). Quant aux droits aboriginaux, voici ce que ça signifie pour nous : « Nous étions ici avant vous. Vous êtes venu et vous nous avez pris la terre, et sans doute que vous avez abusé de nous en nous donnant quelques objets sans valeur en échange de vastes étendues de terre, et nous voulons réouvrir ce dossier. Nous voulons que vous préserviez nos droits aboriginaux et que vous les remettiez en force (we want you to preserve our aboriginal rights and to restore them to us) ». Or voici notre réponse - peut-être n'est-ce pas la bonne et peut-être n'est-ce pas celle qui sera acceptée, mais ce sera à vous de prendre vos décisions, de l'accepter ou de la rejeter et d'en discuter avec les Indiens - notre réponse est « non ».

S'il fallait remettre en force les droits aboriginaux des Indiens, que ferions-nous de ceux des Français qui furent défaits sur les Plaines d'Abraham ? Ne devrions-nous pas reconnaître aussi leurs droits ? Et les Acadiens qui furent déportés ? Ne devrions-nous pas réparer ces torts (com-

pensate for this) ? Et qu'en est-il des autres Canadiens, les immigrants ? Et les Canadiens d'origine japonaise, qui furent si maltraités à la fin ou durant la dernière guerre ? Que pouvons-nous faire pour réparer le passé ? Je peux seulement répéter ce que disait le Président Kennedy, quand on lui demandait ce qu'il entendait faire pour réparer les injustices subies par les noirs de la part de la société américaine : nous serons justes à notre époque, c'est tout ce que nous pouvons faire. C'est maintenant que nous devons être justes ». (Cumming, P.A. & N.H. Mickenberg, op. cit., 331-332, notre traduction).

Le début des années 70 marqua la mise en marche de grands projets d'exploitation de richesses naturelles (gaz, pétrole, électricité, etc.). Les terres autochtones, notamment celles qui n'avaient jamais donné lieu à des traités, étaient directement concernées par ces perspectives de développement envisagées par les grandes corporations et par l'Etat capitaliste canadien. À cette occasion, les organisations autochtones obtinrent certains jugements de cour qui forcèrent le gouvernement à revenir sur ses positions concernant les droits aboriginaux. Nous avons déjà mentionné celui rendu en 1973, par le juge Morrow de la Cour supérieure des Territoires du Nord-Ouest (voir page 125). Cette année-là aussi, la Cour suprême du Canada se partageait également (3-3), quant à la validité des droits aborigènes des Nishga du nord de la Colombie britannique ; la décision défavorable aux autochtones ne tint alors qu'à une question de procédure, l'un des sept savants juges ayant estimé que le tribunal suprême ne pouvait être saisi d'un tel cas sans le consentement préalable du lieutenant gouverneur de la province... La même année, le juge A. Malouf de la Cour supérieure du Québec rendait un jugement qui conduisit les deux paliers de gouvernement à signer un traité (Convention de la Baie James et du Nord québécois). Beaucoup plus récemment, le 15 novembre 1979, le juge P. Mahoney de la Cour fédérale reconnaissait également les droits aboriginaux des Inuit de Baker Lake, bien qu'il autorisait les compagnies minières à y conduire leurs opérations, jugeant que celles-ci ne violaient en rien de tels droits... Quoiqu'il en soit, les gouvernements jugèrent plus sage de se remettre à envisager des signatures de traités, en vue d'éteindre ces droits aboriginaux qu'on risquait de devoir reconnaître dans l'avenir.

« Le 8 août 1973, Jean Chrétien, alors ministre des Affaires indiennes et du Développement du Nord, faisait une déclaration officielle sur ses intentions politiques au sujet des réclamations territoriales des Indiens et des

Inuit. Par ce communiqué, le gouvernement affirmait sa volonté de continuer à assumer, envers les autochtones, les responsabilités que lui confie l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique ; en conséquence, il remplirait ses obligations légales auprès des groupes envers lesquels il s'était jadis engagé par traité (ces cas étaient alors baptisés *réclamations spécifiques*). De plus, sur la base du concept historique de *droits aboriginaux* ou de *titre aboriginal*, le gouvernement envisageait le règlement des réclamations en suspens avec les groupes n'ayant jamais établi, par traité, de relations avec la Couronne. (...) L'importance de ce communiqué officiel tenait aussi au fait qu'il définissait l'approche gouvernementale des futures négociations : l'objectif majeur du gouvernement était *l'extinction* définitive des réclamations territoriales des autochtones, en échange de certaines compensations pour les pertes encourues par ceux-ci. Les *policy makers* considéraient alors comme un préalable ce principe selon lequel les réclamations autochtones ne pouvaient trouver d'autre solution que *l'extinction* du titre aboriginal ; tout le processus de négociation n'avait d'autre fonction que celle de déterminer le niveau des compensations » (Angus, J.M., 1980 : 5-6, notre traduction).

Cet objectif n'était cependant pas, nouveau ; le gouvernement ne faisait qu'étendre, à des territoires sur lesquels il s'était cru jusqu'alors dispensé de le faire, une politique d'extinction qui remonte, comme nous avons pu le constater, au début de la colonisation européenne en Amérique. Par ailleurs, comme le fait remarquer l'auteur précédemment cité, la déclaration de 1973 caractérise parfaitement la politique suivie, en ces matières, par les autorités gouvernementales actuelles.

À l'occasion de cette récente phase de leurs luttes, les organisations autochtones firent clairement comprendre aux gouvernements qu'ils auraient tort de réduire le titre aboriginal à des droits strictement territoriaux qu'il suffirait, comme jadis, d'éteindre par voie de traités. Il comprenait aussi des droits politiques d'autodétermination du type de ceux reconnus à tous les peuples par l'Assemblée générale des Nations Unies. De 1975 à 1979, les Dènès de la vallée du Mackenzie formulèrent de façon précise leur projet d'autodétermination politique (Savard, R., 1979 : 103-112 ; *Le Devoir*, 20 et 27 mars 1979). Dès 1978, les Indiens du Yukon annonçaient que leur approche s'apparentait à celle des Dènès (Savard, R., 1979). Le 6 juillet 1977, les chefs du Grand Conseil du Traité no 9 en avaient fait autant (Ibid). La même année, un mouvement semblable provenait des Indiens du La-

brador terreneuvien (Ibid.). Récemment le Conseil Attikamek-Montagnais fondait lui aussi un projet allant bien au-delà de simples réclamations territoriales (Conseil Attikamek-Montagnais, 1979).

Une telle offensive devait forcer les autorités gouvernementales à reculer d'un cran : les divers paliers de gouvernements parlent maintenant d'autodétermination autochtone, en tentant toutefois d'en exclure l'aspect politique. Tout au plus consentirait-on à décentraliser l'administration. Le 31 août 1978, le ministre des Affaires indiennes disait aux autochtones :

« ... je dois vous dire que je nourris des doutes sérieux concernant le bien-fondé d'une souveraineté nationale indienne tel que vous l'avez présentée. Pas plus tard qu'en mars dernier, le Premier Ministre [P.E. Trudeau] a déclaré que c'est une erreur que de définir les droits collectifs ou communautaires par le terme souveraineté » (cité par R. Savard, 1979 : 118).

Le retrait du Livre blanc de 1969, qu'on s'emploie néanmoins à appliquer en douce et à la pièce (Convention de la Baie James et du Nord québécois), fait en sorte qu'on recommence à parler de révision de la loi concernant les Indiens. Il est évident que la stratégie coloniale canadienne est en difficulté. Elle semble ne plus très bien savoir où donner de la tête. De son côté, la stratégie autochtone la conduit à faire de plus en plus appel à l'opinion publique internationale (Genève, 1977 ; Tribunal Russell, 1980). Mais le pouvoir fédéral veille au grain, et sa GRC (Gendarmerie Royale du Canada) retrouve sa vocation première, ou plutôt celle de son ancêtre la Royal North West Mounted Police :

« En 1970, c'était le Front de Libération (FLQ) ⁷⁰ et les groupes marxistes qui représentaient la plus sérieuse menace à la sécurité interne du Canada. Mais le pouvoir et la capacité d'organisation de ces groupes ont décliné au cours des cinq dernières années alors que ceux des autochtones ont augmenté de façon dramatique... Ce sont les militants autochtones indiens (sic) et le *Pouvoir Rouge* qui présentent la menace terroriste domestique la plus importante au Canada » (*The Ottawa Citizen*, Aug. 6th 1975, traduit et cité par J. Morisset, 1980 : 294).

---

⁷⁰ Front de Libération du Québec.

Ainsi, à l'orée des années quatre-vingt, malgré toutes les énergies consacrées à cette fin, le rêve niagarien de 1867 est toujours aux prises avec une dynamique qu'il s'était donné comme objectif de désamorcer rapidement, pour faire place à un paisible espace économique où circuleraient en anglais les capitaux, les biens et les personnes.

Devant les membres du Club Rotary de Yellowknife, en 1974. Un ex-commissaire aux revendications autochtones (Lloyd Barker) déclarait :

« Les aspirations des autochtones nous rappellent celles des Canadiens français. De bien des façons, les Canadiens français ont eu des aspirations politiques et économiques semblables à celles des autochtones en ce sens qu'ils ont toujours insisté pour avoir un bon fonds de ressources et pour se gouverner eux-mêmes le plus possible ... » (Canada 1977 : 66-67, cité par J. Morisset, op. cit., 294).

En février 1981, le Comité mixte du Sénat et de la Chambre des Communes d'Ottawa, chargé d'étudier le projet de rapatriement de la Constitution canadienne, accepta d'y inscrire la reconnaissance des droits aboriginaux. Bien qu'acquise depuis le communiqué de 1973, son inclusion dans la Constitution rendait plus difficile (mais non impossible) une volte-face gouvernementale ultérieure. Dans l'esprit du gouvernement, l'importance d'une telle reconnaissance officielle ne pouvait être que relativement secondaire ; l'extinction de ces droits aboriginaux demeure son objectif ultime. Il fait sans doute le calcul qu'il saura y parvenir. Pour l'instant, l'insertion d'une telle reconnaissance dans la Constitution visait à désamorcer le puissant *lobby* autochtone à Londres, ainsi qu'auprès de divers organismes internationaux. Il n'en demeure pas moins que ce geste constitue une étape importante dans la stratégie autochtone. De même que le communiqué de 1973 a sans doute facilité l'adoption d'une telle mesure par le Comité mixte, celle-ci rendra plus délicate l'extinction de ces droits, à la condition que le projet de rapatriement ait des suites !

Canada. Derrière l'épopée, les autochtones. (1982)

LES PHOTOGRAPHIES HORS-TEXTE *à la fin du livre*

Photo 1.

Charles II, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande. En 1670, il accordait des droits exclusifs de traite à la *Compagnie d'Aventuriers d'Angleterre faisant la traite à la Baie d'Hudson* (Compagnie de la Baie d'Hudson).

[Retour à la table des matières](#)

Charles II, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande. En 1670, il accordait des droits exclusifs de traite à la *Compagnie d'Aventuriers d'Angleterre faisant la traite à la Baie d'Hudson* (Compagnie de la Baie d'Hudson).

Photo 2.

Le Prince de Rupert, premier gouverneur de la Compagnie de la Baie d'Hudson.

[Retour à la table des matières](#)

Le Prince de Rupert, premier gouverneur de la Compagnie de la Baie d'Hudson.

Photo 3.

Statue de Dorchester (Guy Carleton) sur la façade de l'édifice de l'Assemblée Nationale du Québec. Il fut Gouverneur du Canada de 1766 à 1778 et de 1786 à 1796 (Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Photo 4.

Sir John A. Macdonald, premier titulaire du poste de Premier ministre de la Confédération canadienne (Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Sir John A. Macdonald, premier titulaire du poste de Premier ministre de la Confédération canadienne (Archives publiques du Canada).

Photo 5.

William McDougall, un des Pères de la Confédération canadienne (Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

William McDougall, un des Pères de la Confédération canadienne (Archives publiques du Canada).

Photo 6.

Délégués du Canada, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse à la conférence de Charlottetown, septembre 1864 (Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Photo 7.

Délégués des futures provinces canadiennes à la conférence de Québec de 1864
(Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Délégués des futures provinces canadiennes à la conférence de Québec de 1864
(Archives publiques du Canada).

Photo 8.

Sir Hector Langevin. À titre de premier titulaire du poste de Secrétaire d'État de la Confédération, il était aussi responsable de l'administration des Indiens et des terres indiennes (Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Photo 9.

Sir Adams G. Archibald. Premier Lieutenant-gouverneur du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest (Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Sir Adams G. Archibald, Premier Lieutenant-gouverneur du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest (Archives publiques du Canada).

Photo 10.

À gauche, Sir Edmund Head, Gouverneur du Canada de 1854 à 1867 (Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Photo 11.

Alexander Morris. Un des principaux artisans des grands traités indiens survenus dans la première décennie de la Confédération. Il devint par la suite Lieutenant-gouverneur du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest (Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Photo 12.

Sir George Simpson, gouverneur de la Compagnie de la Baie d'Hudson au milieu du XIX^e siècle (Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Sir George Simpson, gouverneur de la Compagnie de la Baie d'Hudson au milieu du XIX^e siècle (Archives publiques du Canada).

Photo 13.

La Danse du soleil (Battleford, Saskatchewan, 1894) interdite par une loi du Parlement canadien (Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Photo 14.

La cérémonie du Potlach (Albert Bay, Colombie Britannique, 1907) interdite par une loi du Parlement canadien (Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Photo 15.

Louis Riel et le Conseil des Métis de 1869-70, (Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Louis Riel et le Conseil des Métis de 1869-70. (Archives publiques du Canada).

Photo 16.

Constables revenant de Hazelton (Colombie Britannique) après un raid contre les Indiens Kispiox, novembre 1909 (Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Photo 17.

Troupes canadiennes à Medicine Hat en 1885
(Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Troupes canadiennes à Medicine Hat en 1885 (Archives publiques du Canada).

Photo 18.

Quartiers généraux de la Royal North-West Mounted Police à Régina en 1885
(Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Quartiers généraux de la Royal North-West Mounted Police à Régina en 1885 (Archives publiques du Canada).

Photo 19.

La Royal North-West Mounted Police dans l'Ouest en 1885
(Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Photo 20.

Le Chef Poundmaker arrêté dans l'Ouest en 1885
(Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Photo 21.

Mista-he-a-musqua (Gros Ours) sous arrêt en 1885. Debout, de gauche à droite, le sergent Smart et les capitaines Colebrook, Nichols et John L. Sullivan (Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Photo 22.

Détenus métis et indiens à la prison de Régina en août 1885
(Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Photo 23.

Gabriel Dumont, compagnon de Louis Riel
(Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Photo 24.

Foule venue entendre le maire d'Ottawa souhaiter la bienvenue aux miliciens volontaires revenant des Territoires du Nord-Ouest, le 24 juillet 1885 (Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Photo 25.

Construction du chemin de fer transcontinental
(Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Photo 26.

Donald Smith (Lord Strathcona) enfonçant le dernier tire-fond du chemin de fer transcontinental, le 7 novembre 1885 (Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Photo 27.

Arrivée d'immigrants à Winnipeg en mai 1891
(Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Arrivée d'immigrants à Winnipeg en mai 1891 (Archives publiques du Canada).

Photo 28.

Jeunes indiennes à l'école résidentielle catholique
de Fort Résolution (T.N.O.)
(Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Jeunes indiennes à l'école résidentielle catholique de Fort Résolution (T.N.O.) (Archives publiques du Canada).

Photo 29.

Breynat, évêque du diocèse du Mackenzie de 1902 à 1943. Il joua un rôle dans les négociations ayant conduit à la signature du traité no 8 (1897-1900). On le voit ici à l'école de garçons indiens de Fort Résolution (T.N.O.) (Archives publiques du Canada).

[Retour à la table des matières](#)

Breynat, évêque du diocèse du Mackenzie de 1902 à 1943. Il joua un rôle dans les négociations ayant conduit à la signature du traité no 8 (1897-1900). On le voit ici à l'école de garçons indiens de Fort Résolution (T.N.O.) (Archives publiques du Canada).

Canada. Derrière l'épopée, les autochtones. (1982)

Liste des lois ayant affecté les peuples autochtones

[Retour à la table des matières](#)

Liste de lois ayant affecté directement ou indirectement les peuples autochtones du Canada

Année	Loi
1777	17 Georges III, chapitre 7 Ordonnance qui défend de vendre des liqueurs fortes aux Sauvages de la Province de Québec, qui empêche aussi d'acheter leurs armes et habillements, et pour autres objets concernant la traite et le commerce avec les dits Sauvages
1791	31 Georges III, chapitre 1 (Bas-Canada) Acte qui explique et amende l'Acte intitulé, Acte ou ordonnance qui encourage la Navigation Intérieure et le Commerce dans le Pays d'ouest
1819	59 Georges III, chapitre 3 (Bas-Canada) Acte pour affurer les Habitants du District Inférieur de Gaspé dans la possession et jouissance de leurs terres
1829	10 Georges IV, chapitre 3 (Haut-Canada) An Act the Better to Protect the Mississaugas Tribes, living on the Indian Reserve of the River Credit, in their Exclusive Right of Fis-

Année	Loi
	hing and Hunting Therein
1831	1 Guillaume IV, chapitre 39 (Bas-Canada) Acte pour étendre aux Habitants établis sur les terres réservées pour les Sauvages, dans St-Régis et Dundee, les privilèges et avantages dont jouissent les autres Habitants de cette Province
1839	2 Victoria, chapitre 15 (Haut-Canada) An Act for the Protection of the Lands of the Crown in this Province from trespass and injury
1840	3 Victoria, chapitre 13 (Haut-Canada) And Act to amend and make permanent an Act passed in the fifth year of His late Majesty's reign, intituled 'An Act to prevent the sale of Spirituous Liquors to Indians'
1840	3-4 Victoria, chapitre 44 (Bas-Canada) Ordonnance pour rappeler certaines parties d'une Ordonnance y mentionnée, et pour amender certaines autres parties de la dite Ordonnance et pour pourvoir à la protection ultérieure des Indiens ou Sauvages dans cette Province
1850	13-14 Victoria, chapitre 42 Acte pour mieux protéger les terres et les propriétés des Sauvages dans le Bas-Canada
1850	13-14 Victoria, chapitre 74 Acte pour protéger les Sauvages dans le Haut-Canada, contre la fraude, et les propriétés qu'ils occupent ou dont ils ont la jouissance, contre tous empiètements et dommages
1851	14-15 Victoria, chapitre 51

Année	Loi
	An Act to consolidate and regulate the General Clauses relating to Railways
1851	14-15 Victoria, chapitre 59 Acte pour abroger en partie et amender un Acte intitulé : Acte pour mieux protéger les terres et les propriétés des Sauvages dans le Bas-Canada
1851	14-15 Victoria, chapitre 106 Acte pour mettre à part certaines étendues de terre pour l'usage de certaines tribus de Sauvages dans le Bas-Canada
1852	16 Victoria, chapitre 176 Acte pour établir de meilleures dispositions pour l'administration de la Justice dans les "Territoires non-organisés dans le Haut-Canada
1856	19 Victoria, chapitre 4 Acte pour changer la tenure des terres des Sauvages dans le township de Durham
1857	20 Victoria, chapitre 26 Acte pour encourager la civilisation graduelle des Tribus Sauvages en cette Province, et pour amender les lois relatives aux Sauvages
1859	22 Victoria, chapitre 60 Acte pour autoriser l'ouverture et l'entretien de chemins à travers les réserves des Sauvages dans le Bas-Canada
1859	22 Victoria, chapitre 9 (Statuts refondus du Canada) Acte concernant la civilisation et l'émancipation des Sauvages
1859	22 Victoria chapitre 128 (Statuts consolidés du Haut-Canada)

Année	Loi
	An Act respecting the administration of Justice in the unorganized tracts (16 Victoria, chapitre 176)
1860	23 Victoria, chapitre 14 (Statuts refondus du Bas-Canada) Acte concernant les Sauvages et les terres des Sauvages
1860	23 Victoria, chapitre 29 (Statuts refondus du Bas-Canada) Acte concernant la chasse et le gibier
1860	23 Victoria, chapitre 38 Acte pour amender le neuvième chapitre des Statuts refondus du Canada, intitulé : 'Acte concernant la civilisation et l'émancipation des Sauvages'
1860	23 Victoria, chapitre 82 Acte relatif aux terres des Sauvages dans le township de Durham, comté de Drummond
1860	23 Victoria, chapitre 151 Act respecting the Management of Indians Lands and Property
1861	24 Victoria, chapitre 14 (Statuts consolidés du Bas-Canada) Act respecting Indians and Indian Lands
1864	27-28 Victoria, chapitre 68 Acte pour changer la tenure des terres dans le township de Dundee, Comté d'Huntingdon
1864	27-28 Victoria, chapitre 69 Acte pour permettre aux Sauvages Hurons de la Jeune-Lorette de régler eux-mêmes la coupe de bois sur leur réserve

Année	Loi
1866	29-30 Victoria, chapitre 20 Acte pour confirmer le titre à des terres possédées en fideicommis pour certains Sauvages résidant en cette province
1867	30-31 Victoria, chapitre 3 Acte ayant pour objet d'unir le Canada, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, de régler le gouvernement de cette union et de statuer sur des sujets qui s'y rattachent
1868	31 Victoria, chapitre 42 Acte pourvoyant à l'organisation du Département du Secrétaire d'État du Canada, ainsi qu'à l'administration des Terres des Sauvages et de l'Ordonnance
1868	31-32 Victoria, chapitre 105 Acte de la Terre de Rupert
1869	32-33 Victoria, chapitre 6 Acte pourvoyant à l'émancipation graduelle des Sauvages, à la meilleure administration des affaires des Sauvages, et à l'extension des dispositions de l'Acte trente-et-un Victoria, chapitre quarante-deux
1870	33 Victoria, chapitre 3 Acte pour amender et continuer l'Acte trente-deux et trente-trois Victoria, chapitre trois, et pour établir et constituer le gouvernement de la province de Manitoba
1873	36 Victoria, chapitre 4 Acte à l'effet de pourvoir à la création du Département de l'Intérieur
1873	36 Victoria, chapitre 35

Année	Loi
	Acte concernant l'administration de la justice et l'établissement d'un corps de police dans les Territoires du Nord-Ouest
1874	37 Victoria, chapitre 21 Acte pour amender certaines lois relatives aux Sauvages et pour étendre certaines lois concernant les affaires se rattachant aux Sauvages, aux provinces de Manitoba et de la Colombie-Britannique
1876	39 Victoria chapitre 18 Acte pour amender et refondre les lois concernant les Sauvages ou 'Acte des Sauvages 1876'
1879	42 Victoria, chapitre 34 Acte à l'effet d'amender ' L'Acte des Sauvages de 1876'
1880	43 Victoria, chapitre 28 Acte pour amender et refondre les lois concernant les Sauvages, ou 'Acte relatif aux Sauvages 1880'
1881	44 Victoria, chapitre 17 Acte pour amender 'L' Acte relatif aux Sauvages 1880'
1882	45 Victoria, chapitre 30 Acte pour amender de nouveau 'L'Acte relatif aux Sauvages, 1880'
1883	46 Victoria, chapitre 6 Acte pour amender l'Acte 36 Victoria, chapitre 4, intitulé 'Acte à l'effet de pourvoir à la création du Département de l'Intérieur' et pour amender 'L'Acte relatif aux Sauvages, 1880'
1884	47 Victoria, chapitre 27

Année	Loi
	Acte à l'effet de modifier de nouveau 'L'Acte relatif aux Sauvages, 1880'
1884	47 Victoria, chapitre 28 Acte à l'effet de conférer certains privilèges aux bandes les plus éclairées du Canada, dans le but de les habituer à l'exercice des pouvoirs municipaux ou Acte de l'avancement des Sauvages 1884
1885	48-49 Victoria, chapitre 40 Cens électoral
1886	Statuts révisés du Canada, 1886, 49 Victoria, chapitre 43 Acte concernant les Sauvages ou Acte des Sauvages 43 Victoria, chapitre 28
1886	Statuts révisés du Canada, 1886, 49 Victoria, chapitre 44 Acte d'avancement des Sauvages
1886	49-50 Victoria, chapitre 24 Acte concernant la représentation des Territoires du Nord-Ouest au Parlement du Canada
1887	50-51 Victoria, chapitre 33 Acte amendant l'Acte des Sauvages
1888	51 Victoria, chapitre 22 Acte modifiant de nouveau 'L'Acte des Sauvages' chapitre 43 des Statuts révisés
1890	53 Victoria chapitre 29 Acte ayant pour objet de modifier de nouveau 'L'Acte des Sauvages' chapitre 43 des Statuts révisés

Année	Loi
1890	53 Victoria, chapitre 30 Acte modifiant 'L'Acte d'avancement des Sauvages' chapitre 44 des Statuts révisés
1891	54-55 Victoria, chapitre 30 Acte modifiant de nouveau l'Acte des Sauvages
1894	57-58 Victoria, chapitre 32 Acte contenant de nouvelles modifications à l'Acte des Sauvages
1895	58-59 Victoria, chapitre 35 Acte contenant de nouvelles modifications à l'Acte des Sauvages
1898	61 Victoria, chapitre 3 Acte concernant la délimitation des frontières nord-ouest, nord et nord-est de la province de Québec
1898	61 Victoria, chapitre 34 Acte modifiant de nouveau l'Acte des Sauvages
1905	4-5 Édouard VII, chapitre 3 Acte à l'effet d'établir la province d'Alberta et de pourvoir à son gouvernement
1905	4-5 Édouard VII, chapitre 42 Acte à l'effet d'établir la province de la Saskatchewan et de pourvoir à son gouvernement
1906	Statuts révisés du Canada 1906, chapitre 81 Loi concernant les Sauvages

Année	Loi
1910	9-10 Édouard VII, chapitre 28 Loi modifiant la loi des Sauvages
1911	1-2 Georges V, chapitre 14 Loi modifiant la loi des Sauvages
1912	2 Georges V, chapitre 31 Loi à l'effet d'étendre les frontières de la province du Manitoba
1912	2 Georges V, chapitre 40 Loi à l'effet d'étendre les frontières de la province de l'Ontario
1912	2 Georges V, chapitre 45 Loi à l'effet d'étendre les frontières de la province de Québec
1914	4-5 Georges V, chapitre 35 Loi modifiant la loi des Sauvages
1918	8-9 Georges V, chapitre 26 Loi modifiant la loi des Sauvages
1919	9-10 Georges V, chapitre 56 Loi modifiant la loi des Sauvages
1920	10- 11 Georges V, chapitre 50 Loi modifiant la loi des Sauvages
1922	12-13 Georges V, chapitre 26 Loi modifiant la loi des Sauvages
1924	14-15 Georges V, chapitre 47

Année	Loi
	Loi modifiant la loi des Sauvages
1927	17 Georges V, chapitre 32
	Loi modifiant la loi des Sauvages
1927	Statuts révisés du Canada 1927, chapitre 98
	Loi concernant les Indiens
1930	20-21 Georges V, chapitre 3
	Loi concernant le transfert des ressources naturelles de l'Alberta
1930	20-21 Georges V, chapitre 25
	Loi modifiant la loi des Indiens
1930	20-21 Georges V, chapitre 28
	Loi pourvoyant au prolongement de la frontière de la province du Manitoba dans l'anse de l'angle nord-ouest du lac des Bois
1930	20-21 Georges V, chapitre 29
	Loi concernant le transfert des ressources naturelles du Manitoba
1930	20-21 Georges V, chapitre 41
	Loi concernant le transfert des ressources naturelles de la Saskatchewan
1933	23-24 Georges V, chapitre 42
	Loi modifiant la loi des Indiens
1934	24-25 Georges V, chapitre 29
	Loi concernant la réserve de Caughnawaga et modifiant la loi des Indiens

Année	Loi
1936	1 Édouard VIII, chapitre 20 Loi modifiant la loi des Indiens
1936	1 Edouard VIII, chapitre 33 Loi concernant le ministère des Mines et des ressources
1938	2 Georges VI, chapitre 31 Loi modifiant la loi des Indiens
1941	4-5 Georges VI, chapitre 19 Loi modifiant la loi des Indiens
1946	10 Georges VI, chapitre 29 Loi modifiant la loi de l'extension des frontières de Québec, 1912
1951	15 Georges VI, chapitre 29 Loi concernant les Indiens
1952	Statuts révisés du Canada 1952, chapitre 149 Loi concernant les Indiens
1953	1-2 Élisabeth II, chapitre 41 Loi modifiant la loi sur les Indiens
1956	4-5 Élisabeth II, chapitre 40 Loi modifiant la loi sur les Indiens
1958	7 Élisabeth II, chapitre 19 Loi modifiant la loi sur les Indiens
1960	8-9 Elisabeth II, chapitre 8

Année	Loi
	Loi modifiant la loi sur les Indiens
1961	9-10 Élisabeth II, chapitre 9
	Loi modifiant la loi sur les Indiens
1966	14-15 Élisabeth II, chapitre 25
	Loi concernant l'organisation du gouvernement du Canada et les questions connexes ou accessoires

Canada. Derrière l'épopée, les autochtones. (1982)

OUVRAGES CITÉS

[Retour à la table des matières](#)

Abréviations :

C.D.P.Q. Commission des Droits de la Personne du Québec

L. D. L. Ligue des Droits et Libertés, Montréal

T.H.R.C. Treaties and Historical Research Centre, Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, Ottawa

ANGUS, J.M.,

1980 *The Political Economy of Land Claims : Critical Reflections on the 1973 Federal Policy Statement on Native Claims in Canada*, Scholl of Social Work, Carleton University, Ottawa.

ANONYME

« Ganiengehaga : a short history of the Mohawk people », dans *Akwesasne Notes*, vol. 8, no 4: 32-35.

B., J. C.

1978 *Voyage au Canada fait depuis l'an 1751 à 1761*. Aubier Montaigne 13, Quai de Gonti, Paris 6e.

BERGER, T.R.

- 1977 *Le Nord : terre lointaine, terre ancestrale*. Rapport de l'enquête sur le pipeline de la vallée du Mackenzie : vol. 1, Ministère des Approvisionnements et Services, Canada.

BERNÈCHE, F., FERNANDEZ, J.A. & D. GAUVREAU

- 1980 « Les mariages d'Indiennes et de non-Indiens au Québec : caractéristiques et conséquences démographiques », dans *Recherches Amérindiennes au Québec*, vol. IX, no 4 : 313-320.

BRITT, A.

- 1938 *Great Indian Chiefs. A study of Indian Leaders in the two hundred year struggle to stop the white advance*. Whittlesey House, McGraw-Hill Book Company Inc. New-York, London.

BROWN, G. & R. MAGUIRE

- 1979 *Indian Treaties in Historical Perspective*. Research Branch, Department of Indian and Northern Affairs, Ottawa.

CANADA

- 1845 « Rapport sur les Affaires des Sauvages en Canada, section 1ère et 2ème ». *Journaux de l'Assemblée Législative du Canada*, appendice *EEE*, 8 *Victoria*.
- 1847 « Rapport sur les Affaires des Sauvages en Canada, section 3ème ». *Journaux de l'Assemblée Législative du Canada*, appendice *T*, *Il Victoria*.

- 1858 « Rapport des Commissaires spéciaux pour s'enquérir des Affaires des Sauvages en Canada ». *Journaux de l'Assemblée Législative du Canada*, appendice no 21, 21 Victoria.
- 1863 *Information for Immigrants, Settlers, and Purchasers of Public Lands, with map, showing the newly surveyed Townships, Colonization roads, & s, of Canada*. W. N. M'Dougall, Commissioner of Crown Lands. Quebec. Printed by Hunter, Rose & Lemieux, no 26, St. Ursule Street.
- 1865 *Parliamentary Debates on the subject of the Confederation of the British North American Provinces, 3rd Session, 8th Provincial Parliament of Canada*, Printed by order of the Legislature, Quebec : Hunter, Rose & Co., Parliamentary Printers.
- 1871 « Rapport de la division des Affaires des Sauvages du Secrétariat pour les Provinces pour 1870 ». *Document de la Session no 23*.
- 1875 « Rapport annuel du Département de l'Intérieur pour l'exercice se terminant le 30 juin 1874 ». *Document de la Session no 8*.
- 1890 « Rapport annuel du Département des Affaires des Sauvages pour l'exercice 1888-1889 ». *Document de la Session no 12*.
- 1891 « Rapport annuel du Département des Affaires des Sauvages pour l'exercice 1889-1890 ». *Document de la Session no 18*.
- 1895 *Gazette du Canada*, vol. XXVIII.
- 1896 « Rapport annuel du Département des Affaires indiennes pour l'exercice se terminant le 30 juin 1895 ». *Document de la Session no 14*.
- 1897 « Rapport annuel du Département des Affaires indiennes pour l'exercice se terminant le 30 juin 1896 ». *Document de la Session no 14*.
- 1918 « Annual Report of the Department of Indian Affairs 1916-1917 ». *Sessional Paper no 27*.
- 1952 *Acte de l'Amérique du Nord Britannique et Modifications y apportées*. Ottawa, Edmond Cloutier C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur du Roi et contrôleur de la Papeterie.
- 1960 *Rapport annuel du Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration pour l'année fiscale se terminant le 31 mars 1960*, Ottawa.

1969 *La Politique indienne du Gouvernement du Canada.*

Présentée à la première session du 28^e parlement par l'honorable Jean Chrétien, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. L'Imprimeur de la Reine, Ottawa.

1970 *Rapport annuel du Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien 1969-1970*, Ottawa.

1975 *Rapport annuel du Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien 1974-1975*, Ottawa.

1976 *Rapport annuel du Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien 1975-1976*, Ottawa.

1977 *M. Faulkner annonce la proclamation de la loi sur le règlement de la Baie James et du Nord québécois.* Ministère des Affaires indiennes et du Nord. Communiqué 1-7768.

1979 *Rapport annuel du Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien 1978-1979*, Ottawa.

1980 *Les Indiens, situation actuelle*, Affaires indiennes et du Nord canadien, Ottawa.

CARDINAL, H.

1969 *The Unjust Society, the Tragedy of Canada's Indians.* M. G.Hurtig Ltd, Publishers, Edmonton.

CARTIER, J.,

1968 *Voyages de découverte au Canada entre les années 1534 et 1542.* Éditions Anthropos, Paris.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE DU QUÉBEC

1978 *Déclaration de la Commission des Droits de la Personne du Québec sur le problème des droits territoriaux des Autochtones au Québec, sui-*

vie d'un annexe sur l'extinction des droits des tiers dans la Convention de la Baie James, 12 janvier.

CONSEIL ATTIKAMEK-MONTAGNAIS

1979 « Nishastanan nitasinan (Notre terre, nous l'aimons et nous y tenons) », dans *Recherches Amérindiennes au Québec*, vol. IX, no 3 : 171-182.

CRAIG, W. (under the direction of)

1973 *The First People in Quebec*, Thunderbird Press, 3 vol.

CUMMING, P.A. & N.H. MICKENBERG (Edited by ...)

1977 *Native Rights in Canada*. Second edition. The Indian-Eskimo Association of Canada in association with General Publishing Co. Limited. Toronto, 1972. Fourth printing. September 1977.

DAUGHERTY, W. & D. MADILL

1980 *Indian Government under Indian Act Legislation 1868-1951*. Research Branch. Department of Indian and Northern Affairs. Ottawa.

DENE NATION

1977 *Southern support Group Newsletter*, no 10, july-august.

FLANAGAN, R.T.

1963 *A History of the Department of Northern Affairs and National Resources in its various manifestation since 1867 with special Reference to its Role in the existing Northwest Territories*. Resources Division, Northern Administration Branch. Department of Northern Affairs and National Resources.

FUMOLEAU, R.

- 1975   *As Long as this Land shall last. A History of Treaty 8 and Treaty 11, 1870-1939.* McClelland and Stewart Limited.

GAGNON, A. (Présenté par ...)

- 1973   *La Baie James Indienne. Texte intégral du jugement du juge Albert Malouf.* Éditions du Jour.

GÉRIN, L.,

- 1900   « La Seigneurie de Sillery et les Hurons de Lorette ». *Mémoires et Comptes Rendus de la Société Royale du Canada*, seconde série, tome VI.

GIRAUD, M.,

- 1945   *Le Métis Canadien. Son rôle dans l'histoire des provinces de l'ouest.* Paris. Institut d'Ethnologie.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

- 1976   *La Convention de la Baie James et du Nord québécois.* Éditeur officiel du Québec.

GROULX, L.,

- 1950   *Histoire du Canada, depuis la découverte, L'Action Nationale.*

HAWTHORN, H.B. & M.A. TREMBLAY

- 1968   *Étude sur les Indiens contemporains du Canada. Besoins et mesures d'ordre Économique, Politique et Éducatif.* Première partie déposée en

octobre 1966. Roger Duhamel, M.S.R.C., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie.

1969 Deuxième partie déposée en octobre 1967.

JENNINGS, F.

1975 *The Invasion of America. Indians, Colonialism, and the Cant of Conquest.* The University of North Carolina Press.

LA RUSIC, I. & autres

1979 *La Négociation d'un mode de Vie. La Structure administrative découlant de la Convention de la Baie James : l'expérience initiale des Cris.* ssDcc inc. Montréal.

LAVIOLETTE, F.E.

1973 *The Struggle for Survival : Indian Cultures and the Protestant Ethic in British Columbia,* University of Toronto Press.

LE JEUNE, P.

1632 « Brève relation du Voyage de la Nouvelle France fait au mois d'Avril 1632 », dans *Relations des Jésuites 1611-1632*, 1. Editions du Jour. Montréal (1972).

1634 « Relation de ce qui s'est passé en la Nouvelle France sur le grand fleuve de S. Laurens en l'année 1634 », dans *Relations des Jésuites 1611-1632*, 1. Éditions du Jour. Montréal (1972).

LÉVI-STRAUSS. C.

1973 *Anthropologie Structurale Deux.* Paris. Plon.

LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS

- 1978 *Prise de position à propos de la Convention de la Baie James et du Nord Québécois mise en vigueur le 31 octobre 1977 par la proclamation des lois C-9 (Gouvernement fédéral) et 32 (Gouvernement du Québec).*
- 1980 *Les Autochtones et nous : vivre ensemble.* Comité d'Appui aux Nations Autochtones.

MONOD, J.

- 1972 « Vive l'ethnologie ! », dans *Le Livre Blanc de l'Ethnocide en Amérique*. Textes et documents réunis par Robert Jaulin. Fayard.

MORRIS, A.

- 1971 *The Treaties of Canada with the Indians of Manitoba and the North-West Territories, including the negotiations on which they were based, and other information relating thereto.* Toronto : Belfords, Clarke & Co., Publishers, MDCCCLXXX, Originally published in 1880 by P. R. Randall, Facsimile edition reprinted by Coles Publishing Company, Toronto.

MORISSET, J.

- 1980 « Miroir indigène/reflet eurogène. Essai sur l'américanité et la fabrication de l'identité canadienne » dans *Recherches Amérindiennes au Québec*, vol. IX, no 4 : 285-312.

OUELLET, F.

- 1976 *Le Bas-Canada 1791-1840. Changements structuraux et Crise.* Éditions de l'Université d'Ottawa. Ottawa. Canada.

OUELLET, R. & J.P. THERRIEN (Présenté par ...)

- 1975 *L'invasion des Bastonnais. Journal de M. Sanguinet. Série Histoire.* Ministère des Affaires culturelles. Editeur officiel du Québec.

PARRY, J.H.

- 1966 *The Spanish Seaborne Empire, The History of Human Society,* New-York.

PATRY, A.

- 1979 « Le territoire du Québec et ses servitudes », dans *Le Devoir*, 10 décembre 1979.

PATTERSON II, E.P.

- 1972 *The Canadian Indian : a History since 1500.* Collier-MacMillan Canada Ltd.

QUÉBEC

- 1971 *Rapport de la Commission d'Etude sur l'intégrité du territoire du Québec, Le domaine indien, tome 4. 1 : rapport des commissaires.*

ROULAND, N.

- 1978 *Les Inuit du Nouveau Québec et la Convention de la baie James.* Association Inuksiutit Katimajit et Centre d'Études Nordiques. Université Laval. Québec.

ROY, P.G.

- 1933 *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec pour 1932-1933.* Rédempti Paradis. Imprimeur de Sa Majesté le Roi.

ROZ, F.

- 1930 *Histoire des États-Unis*. Nouvelle édition revue et augmentée. Paris. Librairie Arthème Fayard.

RYERSON, S.B.

- 1978 *Capitalisme et Confédération. Aux sources du conflit Canada/Québec*. Version refondue et augmentée de « Unequal Union », traduit de l'anglais par André d'Allemange. Parti Pris. Montréal.

SALONE, E.

- 1970 *La colonisation de la Nouvelle-France. Étude sur les origines de la nation canadienne-française*. 1905, G.P. Maisonneuve & Larose. Réédition boréale.

SAMPAT-MEHTA, R.

- 1972 *The Jay Treaty as it affects North American Indians (The International Boundary between the USA and Canada)*. Printed in Canada by Beauregard Press Ltd.

SAVARD, R.

- 1977 *Le Rire Précolombien dans le Québec d'aujourd'hui*. L'Hexagone/Parti Pris. Montréal. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]
- 1979 *Destins d'Amérique. Les Autochtones et nous*. L'Hexagone. Montréal. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

SLATTERY, B.

- 1979   *The Land Rights of Indigenous Canadian Peoples, as affected by the Crown's Acquisition of their Territories*, A thesis submitted for the degree of Doctor of Philosophy in the University of Oxford.

STANLEY, G.F.G.

- 1952   « The Indian Background of Canadian History », dans *La Société Historique du Canada. Rapport de l'assemblée annuelle tenue à Québec les 4, 5 et 6 juin 1952*.

TREATIES AND HISTORICAL RESEARCH CENTRE

- 1856   *Copies and extracts of recent correspondance respecting alterations in the organization of the Indian Department in Canada*. (préparé par Viscount Goderich) (disponible au T.H.R.C.)
- 1978   *The Historical Development of the Indian Act*. P.R.E. Group. Indian and Northern Affairs.

TRIGGER, P.

- 1976   *The Children of Aataentsic ; a History of the Huron people to 1660*. 2 vol., McGill-Queen's University Press. Montréal and London.

TRUDEL, M.

- 1963   *Histoire de la Nouvelle-France, I. Les vaines tentatives 1524-1603*. Fides, Montréal-Paris.
- 1966   *Histoire de la Nouvelle-France, H. Le comptoir 1604-1627*. Fides, Montréal-Paris.

TRUDEL, P.

- 1979 « Comparaison entre le Traité de la Baie James et la Convention de la Baie James », dans *Recherches Amérindiennes au Québec*. vol. IX, no 3 : 237-253.

WATKINS, M. (Edited by ...)

- 1977 *Dene Nation, the Colony within*. University of Toronto Press. Toronto and Buffalo.